

Bulletin de santé de Montréal

Atlanta

Boston

Calgary

Chicago

Miami

Montréal

New York

Ottawa

Philadelphie

Seattle

Toronto

Vancouver

L'attraction,
la formation
et la rétention
des talents

> > > une publication de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain

Édition 2005



Chambre de commerce
du Montréal métropolitain

Board of Trade of Metropolitan Montreal

Table des matières

Le *Bulletin de santé de Montréal* est une publication de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

Également disponible sur le site Web de la Chambre : www.ccmq.ca

Dépôt légal : 3^e trimestre 2005
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1710-5951

Imprimé au Canada



**Chambre de commerce
du Montréal métropolitain**
Board of Trade of Metropolitan Montreal

380, St-Antoine Ouest, bureau 6000
Montréal (Québec) Canada H2Y 3X7
☎ (514) 871-4000 📠 (514) 871-1255

www.ccmq.ca

› Bulletin de santé

«L'attraction, la formation et la rétention des talents»

Mot de la présidente et chef de la direction de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain	1
Chapitre 1 – La démarche	3
Chapitre 2 – La présentation des villes comparables	5
Chapitre 3 – Le diagnostic de la région montréalaise	13
Chapitre 4 – Les pistes d'action pour attirer, former et retenir le talent	23

› Annexe 1 – Étude sur la migration des diplômés des universités montréalaises – CROP

Contexte et objectifs	27
Méthodologie	28
Principaux constats	29
Analyse des résultats	30
Parcours des diplômés après l'obtention de leur diplôme	30
Répondants qui ont quitté Montréal après l'obtention d'un premier emploi	37
Répondants qui sont restés à Montréal après l'obtention d'un premier emploi	41
Situation actuelle	44
Migration potentielle	49
Profil des répondants	54
Annexe 1-A : Questionnaire	62

› Annexe 2 – Former, attirer et retenir les diplômés universitaires

Étude comparative entre la région métropolitaine de Montréal et d'autres métropoles canadiennes et américaines – Institut national de recherche scientifique Urbanisation, Culture et Société (INRS-UCS)	68
Table des matières	68
Former, attirer et retenir les diplômés universitaires	70
La migration des diplômés universitaires dans le système urbain canadien, de 1996 à 2001	71
Étude comparative du nombre de diplômés universitaires (inscriptions et diplômes décernés) pour douze métropoles nord-américaines	78
Conclusion générale	87
Références	87
Annexe 2-A : Résultats de l'analyse <i>General Linear Model</i> (GLM)	88
Annexe 2-B : Ajout de variables explicatives au modèle	94
Annexe 2-C : Notes méthodologique sur les sources et les calculs à la base des tableaux de la partie 2	96
Annexe 2-D : Le bilan migratoire des «cerveaux»	97

Mot de la présidente et chef de la direction

de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain

par Isabelle Hudon



Miser sur les forces de Montréal pour gagner la bataille du talent

L'un des constats les plus frappants du premier *Bulletin de santé de Montréal* (mai 2004) a été, sans contredit, la faible concentration de diplômés universitaires dans la population montréalaise comparativement aux onze autres agglomérations urbaines étudiées. Ce constat était d'autant plus percutant qu'il allait totalement à l'encontre des perceptions des gens d'affaires sondés pour l'occasion, qui croyaient plutôt que Montréal figurait dans le haut du peloton sur cet aspect.

Pour cette deuxième édition du Bulletin de santé, nous avons donc décidé de nous consacrer entièrement à l'étude de la performance montréalaise en matière de talent, mesuré, pour les besoins de la cause, par le nombre de diplômés universitaires. Encore une fois, nous avons tenté d'obtenir un portrait complet, nuancé et générateur d'idées en comparant les données pour Montréal à celles d'autres agglomérations et en allant mesurer la perception et les impressions d'individus par le biais d'un sondage. Tout cela, afin de savoir comment Montréal se débrouille sur les trois grands fronts de la bataille du talent – la formation, l'attraction et la rétention – alors qu'elle s'approche rapidement du jour, quelque part en 2016, où la croissance nette de sa main-d'œuvre sera alimentée à 100 % par l'immigration.

Formation : une force indéniable pour Montréal

D'une certaine manière, les personnes sondées l'année dernière n'avaient pas totalement tort de percevoir Montréal de manière positive en matière de diplômés universitaires. En effet, les données de cette année – tout en confirmant que Montréal est bonne dernière sur douze pour ce qui est de la part des diplômés dans la population – nous révèlent que les institutions universitaires montréalaises sont néanmoins une force exceptionnelle pour la métropole.

Premier constat : Montréal forme son talent à un bon rythme, ce qui lui a permis de réduire relativement rapidement l'écart qui la sépare des autres villes. Certes, le chemin à franchir demeure important, mais celui parcouru n'en demeure pas moins très encourageant. Cette progression, Montréal l'a principalement réalisée en formant le «talent local». Comme nous le verrons plus loin, Montréal n'a pas accueilli dans sa population des immigrants diplômés au même rythme que Toronto ou Vancouver. Dans ce contexte, les universités montréalaises ont – tant les quatre qui y sont basées que les grandes écoles et les campus satellites implantés dans la région métropolitaine – joué un rôle clé : elles ont offert une formation de haut niveau aux milliers d'étudiants qui les ont fréquentées.

Ce qui nous amène à un deuxième constat : les universités montréalaises font de la métropole une véritable puissance de formation, ce qui la distingue avantageusement parmi les villes étudiées. Montréal est en effet une ville recherchée pour la qualité de ses universités, non seulement par les étudiants québécois, mais également ceux d'ailleurs au Canada et dans le reste du monde. Au sein des quatre universités montréalaises, 18 % des étudiants inscrits proviennent de l'extérieur du Québec, dont plus de la moitié de l'étranger.

Attraction : Montréal, dans une classe à part

C'est principalement en ce qui concerne l'attraction des talents que le Bulletin de santé contient les moins bonnes nouvelles pour Montréal. Comparant les données migratoires canadiennes de 1996 et 2001, les analyses démontrent que Montréal n'accueille pas autant de diplômés – et, par le fait même, d'immigrants toutes catégories confondues – qu'une ville de sa taille et de son envergure devrait normalement attirer dans le contexte canadien.

À la base de cette «sous-performance» figure principalement le fait que Montréal a eu beaucoup moins de succès que les autres grandes villes canadiennes à attirer des immigrants internationaux. Des cinq plus grandes villes canadiennes, Montréal est celle qui a connu la plus faible croissance dans sa population d'immigrants internationaux diplômés, laquelle a été près de deux fois moindre que celle de Toronto. C'est donc l'immigration régionale, et surtout provinciale, qui fournit à Montréal sa principale source d'immigrants diplômés.

Rétention : essayer la métropole, c'est souvent l'adopter

Les nouvelles sont meilleures pour Montréal du côté de la rétention du talent : si Montréal attire relativement moins que les autres, sa part de diplômés émigrants (qui ont quitté Montréal pour d'autres villes au pays) s'inscrit dans la moyenne canadienne, de sorte que son bilan migratoire net est positif. En d'autres termes, Montréal n'est pas victime d'un exode de cerveaux.

Selon le sondage réalisé par CROP auprès des diplômés des universités montréalaises, 70 % d'entre eux demeurent à Montréal au terme de leurs études. Considérant que 57 % d'entre eux résidaient dans la région métropolitaine avant d'entreprendre leurs études, cela veut dire que Montréal parvient à retenir une part des individus qu'elle accueille pour leurs études universitaires une fois qu'elles sont complétées. La plupart des cerveaux retenus, il est vrai, proviennent des autres régions du Québec. Néanmoins, l'enquête de CROP démontre aussi que certains étudiants de l'extérieur du Québec peuvent également choisir Montréal une fois diplômés.

Ce phénomène, s'il est légèrement marginal, n'en demeure pas moins encourageant : dans la mesure où ces talents ont été retenus sans qu'une véritable stratégie d'action concertée n'ait été développée dans ce but, cela suggère qu'un plus grand nombre de ces étudiants pourraient y être retenus. Cela est d'autant plus vrai que, de toutes les raisons invoquées par les diplômés ayant quitté Montréal, très peu indiquent un rejet de la métropole.

Exploiter les forces de Montréal

En résumé, le plus grand défi pour Montréal est d'attirer le talent sur son territoire, tout particulièrement le talent international. Une fois sur place, les individus découvrent en Montréal une ville qui, en plus d'offrir d'intéressantes possibilités d'emploi, présente une qualité de vie enviable et un environnement culturel stimulant. Dans ce contexte, il apparaît plus que logique de se servir du pouvoir d'attraction des universités montréalaises pour amener à Montréal davantage de candidats à l'immigration durable et de s'efforcer, tout au long de leur séjour, de faciliter leur intégration et leur enracinement dans la métropole.

Ce Bulletin de santé met ainsi en évidence l'opportunité d'ajuster notre stratégie en matière de talents en fonction des forces de Montréal : mettre l'accent sur les talents à *former* plutôt que sur ceux déjà formés. À bien des égards, il s'agirait d'une approche passablement différente des celles favorisées par les agglomérations concurrentes de Montréal. Et c'est justement pour cette raison que nous croyons qu'elle serait susceptible de porter fruit. En effet, les plus grandes réussites montréalaises se sont construites à coup d'audace, d'innovation, de rêves et de créativité. Elles ont été possibles parce que des individus ont tiré profit des différences de Montréal pour en faire de formidables atouts. Dans cette optique, quoi de plus en ligne avec la personnalité et, surtout, les forces de Montréal, que de «battre la campagne» pour attirer à Montréal des talents qui ont soif d'apprendre et de les retenir en leur faisant partager notre passion de créer.

Chapitre 1 – La démarche

© Tourisme Montréal, Stéphan Poulin



La réalisation de la première édition du *Bulletin de santé de Montréal* donnait suite à l'engagement pris par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain à l'occasion du *Symposium Montréal 2017, une Cité du monde de 375 ans*, qui s'est tenu les 30 avril et 1^{er} mai 2002. Au terme de ce forum qui réunissait plusieurs experts et quelque 250 participants, nous nous étions engagés à «faire valoir les intérêts de la communauté des affaires métropolitaine, notamment par le recours à des indicateurs de performance revus annuellement sur une base comparative avec d'autres régions métropolitaines».

La première édition du *Bulletin de santé de Montréal* était un outil de développement fondé à la fois sur les plus récents indicateurs de compétitivité de 12 métropoles nord-américaines et les perceptions des gens d'affaires de la métropole à l'égard du positionnement de Montréal par rapport à ces agglomérations. Cette étude avait permis alors de comparer ces grandes villes sur les aspects liés à la richesse collective sur leur territoire et leur pouvoir d'attraction économique, la qualité de vie qu'elles offrent à leurs citoyens et le niveau de cohésion sociale observé et, enfin, sur la présence d'emplois de la nouvelle économie et le potentiel de croissance de ces agglomérations.

À la lumière des constats établis, l'édition 2005 porte plus spécifiquement sur un aspect précis de la compétitivité des métropoles nord-américaines qui représente fort probablement la plus importante bataille pour l'avenir de Montréal, soit le talent et, plus particulièrement, les diplômés universitaires.

Pour fins de comparaison, l'étude a porté sur les mêmes onze métropoles que l'an dernier, soit Atlanta, Boston, Calgary, Chicago, Miami, New York, Ottawa, Philadelphie, Seattle, Toronto et Vancouver, sélectionnées en fonction de critères démographiques, économiques et géographiques.

Effectuée au moyen d'une analyse comparative effectuée sur la base d'indicateurs statistiques et perceptuels, la démarche de réalisation du *Bulletin de santé de Montréal* a été complétée par une réflexion orientée vers des pistes d'action en vue d'améliorer le positionnement de Montréal sur le front des talents.

Dans un premier temps, la Chambre a mandaté la firme CROP pour mener un sondage d'opinion auprès d'un échantillon de diplômés des institutions universitaires montréalaises. Cette enquête, à laquelle ont participé 1 329 personnes, avait pour objet d'étudier les processus de migration des diplômés montréalais. Plus précisément, elle visait à tracer le parcours professionnel des diplômés montréalais après l'obtention de leur diplôme; à définir les facteurs qui les incitent à rester ou à quitter Montréal après leurs études; à découvrir les plans de migration des diplômés au cours des deux prochaines années; et, enfin, à comparer le profil des diplômés québécois qui ont quitté le Québec au profil de ceux qui y sont demeurés, particulièrement en ce qui concerne leur niveau de créativité.



© Tourisme Montréal, Stéphan Poulin

Parallèlement à la tenue de cette enquête d'opinion, la Chambre s'est assurée, une fois de plus, la collaboration de l'Institut national de recherche scientifique, Urbanisation, Culture et Société (INRS-UCS) pour procéder à une étude comparative de la performance de Montréal par rapport à d'autres métropoles canadiennes et américaines. Cette étude porte, en premier lieu, sur les mouvements migratoires des diplômés dans 136 agglomérations urbaines canadiennes. Également, les professeurs Mario Polèse et Richard Shearmur, avec la collaboration de Philippe Chenard, ont étudié les effectifs universitaires (étudiants inscrits) de même que les diplômes décernés et les diplômés présents sur le territoire des douze métropoles nord-américaines comparatives. Pour ce faire, ils ont fait appel à une banque de données de Statistique Canada, faite pour le compte de l'INRS-UCS, de même qu'à différentes données canadiennes et américaines.

Dans le cadre de cet exercice, les chercheurs de l'INRS-UCS ont conçu un modèle simple de flux migratoire au Canada, basé sur la situation géographique régionale et sur la taille des agglomérations, dont le but est d'expliquer les facteurs de migration des talents. Ensuite, les données factuelles ont été appliquées au modèle de façon à savoir si une ville répond ou non aux attentes du modèle.

Dans un deuxième temps, les indicateurs utilisés dans l'analyse comparative étaient les suivants :

1. le nombre de diplômés et sa croissance dans la population;
2. le nombre d'étudiants inscrits;
3. le nombre de diplômes décernés annuellement pour les trois cycles d'études;
4. le nombre de doctorats décernés annuellement en sciences et en génie;
5. un indice d'attraction relative estimant le poids des migrations dans la croissance du nombre de diplômés.

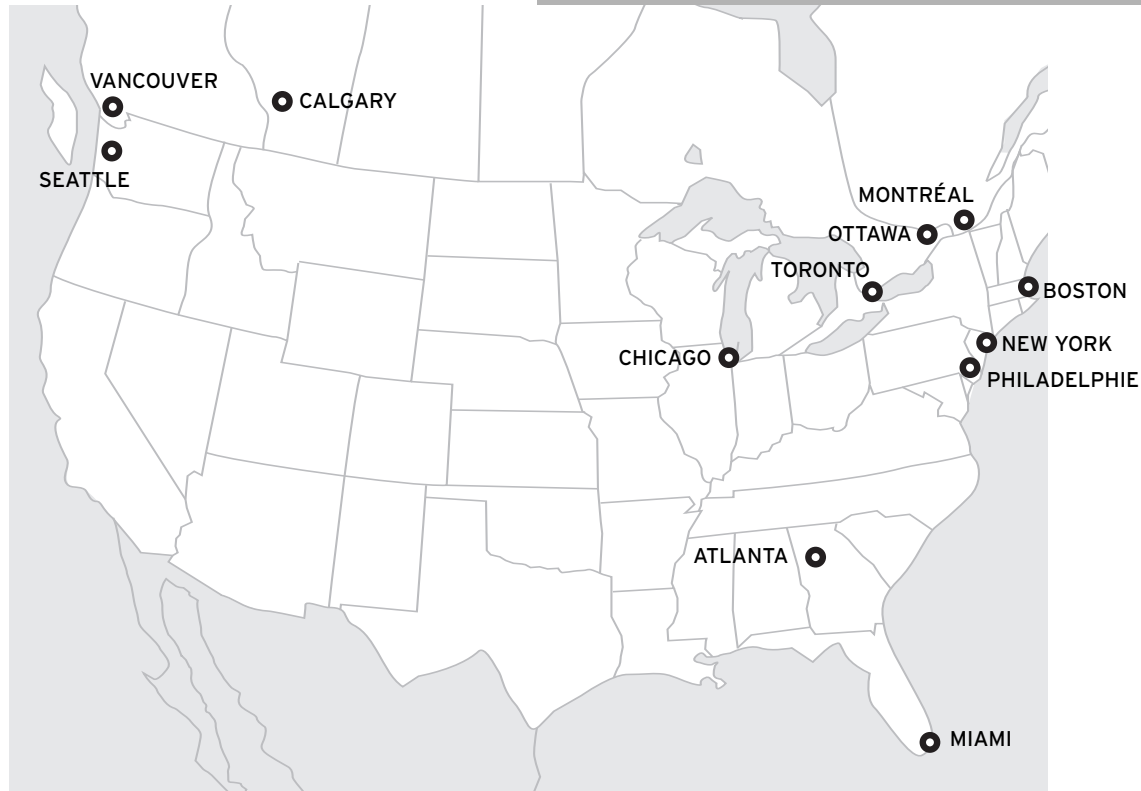
Par le biais de ces deux analyses, les chercheurs et sondeurs ont pu déterminer la position de Montréal quant à sa capacité de former, d'attirer et de retenir des diplômés universitaires de tous les cycles. De plus, ils ont pu déterminer la provenance de la population diplômée pour chacune des villes étudiées et évaluer la proportion de diplômés locaux par opposition à celle de talents étrangers.

Enfin, la synthèse des résultats combinés nous a permis d'identifier des actions qui permettront à la région métropolitaine de Montréal de mieux se positionner dans le classement des métropoles de talent. Cette série de mesures constituera les principales interventions ou initiatives dont la Chambre, au cours des prochaines années, proposera la mise en œuvre.

Ces interventions portent sur les trois axes principaux qui assurent l'apport de talents nécessaires pour que Montréal puisse faire face aux enjeux démographiques et assurer son plein développement soit l'attraction, la formation et la rétention des talents.

Une fois de plus, le *Bulletin de santé de Montréal* représente un instrument innovateur qui offre des données actualisées sur la position concurrentielle de l'agglomération de Montréal, tant en termes réels que perceptuels, de même que des pistes d'action pour augmenter la compétitivité de la région. Cet outil nourrira le nécessaire exercice d'établissement des priorités auquel sont régulièrement confrontés les acteurs du développement de la métropole en matière de capital humain.

Chapitre 2 – La présentation des villes comparables



Dans le contexte économique actuel où la compétitivité économique se joue entre les grandes agglomérations urbaines de la planète, et où le rôle des villes comme moteur de création de richesse, de l'innovation et de la croissance doit être constamment soutenu, les métropoles n'ont plus le choix : elles doivent nécessairement s'appuyer sur une main-d'œuvre talentueuse en mesure d'assurer une économie prospère. Or, dans la mesure où les individus talentueux sont extrêmement mobiles et que les métropoles sont confrontées à un environnement de vive concurrence pour les attirer et les retenir, nombre d'initiatives à l'échelle métropolitaine doivent être mises en place. Ainsi, au cours des dernières années, les exemples sont multiples de métropoles qui ne sont pas demeurées à l'avant-garde et dont l'économie – notamment basée sur la production de matières premières – a lourdement été pénalisée par des fermetures d'entreprises, des pertes d'emplois et des baisses considérables de leur PIB.

Atlanta

Boston

Calgary

Chicago

Miami

New York

Ottawa

Philadelphie

Seattle

Toronto

Vancouver

Montréal



Atlanta

Atlanta

Centre important du sud-est des États-Unis, Atlanta s'est donné comme objectif de devenir une métropole dont le développement sera basé essentiellement sur «l'industrie de l'esprit», soit des entreprises dont la main-d'œuvre qualifiée et les gens de talent sont au cœur de leurs activités. La *Metro Atlanta Chamber of Commerce* (MACC), en collaboration avec la Ville, est l'un des organismes de promotion de la métropole les plus actifs qui, par diverses initiatives, tente d'attirer dans la région métropolitaine des entreprises qui oeuvrent dans les domaines tels que les biosciences, les transports et la logistique, de même que les systèmes informatiques. Depuis 1990, la population de la métropole a d'ailleurs crû de 53 %, et pas moins de 180 entreprises chaque année, depuis 10 ans, se sont établies ou ont agrandi leurs installations au sein de la métropole.

Cette chambre de commerce tente aussi de créer le meilleur environnement possible pour attirer des gens de talent et des entreprises à s'installer et à demeurer à Atlanta. Cet élément prend une ampleur stratégique puisque la croissance soutenue de l'économie d'Atlanta, et particulièrement l'accroissement de sa population, se traduit par des problèmes de congestion routière et de surutilisation des infrastructures urbaines. Ces problèmes sont tels qu'ils constituent des préoccupations majeures pour les autorités de la Ville et la MACC, deux entités soucieuses de conserver le caractère unique de la ville et sa qualité de vie qui sont, à leurs yeux, des éléments névralgiques de l'attrait de la ville pour de nombreux travailleurs. C'est aussi pourquoi une importance stratégique est accordée à la mise à niveau des infrastructures urbaines dans le but d'assurer une qualité de vie adéquate aux citoyens et faire d'Atlanta, aux dires des gens de l'endroit, une irrésistible «grosse pêche».

Dans ce contexte, et dans le but de développer à long terme la métropole et de maintenir sa compétitivité à l'échelle des plus importantes métropoles du monde, la MACC a formé un Comité régional sur l'éducation composé de gens d'affaires qui identifient les meilleures façons pour les entreprises de contribuer à la réussite des étudiants à travers les 10 régions que compte la métropole. La MACC s'assure donc de jouer un rôle contributif en favorisant les rapprochements entre les gens d'affaires et le secteur de l'éducation, ce qui permet de créer des liens étroits entre les futurs diplômés et les employeurs. Voilà une autre initiative qui favorise, au sein des entreprises de la région, l'embauche des étudiants formés dans la métropole et qui contribue, par le fait même, à la rétention des gens de talent qui, à leur tour, participeront au développement d'Atlanta.

À cet égard, les régions métropolitaines de Cleveland et de Pittsburgh, dont l'économie étaient jadis largement basée sur la production industrielle, sont fréquemment citées comme des exemples de villes où l'économie, dans les dernières décennies, a souffert du peu d'attention porté à la formation et à la rétention de talents. Largement attribuable au fait que la métropole n'a pas su maintenir une activité économique innovante qui puisse attirer des gens de talent, Cleveland a notamment perdu 30 % de sa population au cours des années 1970, 15 % dans les années 1980 et 5 % de la population restante dans les années 1990.

Si de multiples initiatives peuvent favoriser la rétention de talents, deux axes principaux peuvent être explorés pour y parvenir dont l'un est la formation de talents, de l'éducation primaire et secondaire à la formation universitaire. La réussite scolaire peut, en effet, être au cœur d'une stratégie délibérée pour former et créer le talent en fonction du marché du travail à venir. Cette formation qualifiante a le double avantage de permettre, d'une part, la formation d'une main-d'œuvre susceptible de répondre aux besoins des employeurs et, d'autre part, de sensibiliser les étudiants, qu'ils soient étrangers ou locaux, à la réalité de la métropole où ils étudient. Le second axe, l'attraction du talent, qui se fait notamment par le dynamisme du marché du travail, constitue un facteur important. À cet égard, il appert que l'impact majeur du recrutement effectué par de grandes entreprises telles que Microsoft, Boeing, Merck Frosst, Bombardier, Ubisoft ou de grands cabinets d'avocats, contribue à générer l'attrait du talent au sein des métropoles où ces entreprises sont situées.

Enfin, un certain nombre d'initiatives structurées d'attraction et de rétention de talents ont été recensées dans les métropoles les plus dynamiques de l'Amérique du Nord. Ainsi, nul doute que Montréal, pour rivaliser avec les métropoles concurrentes dans l'attraction du talent, aurait avantage à s'inspirer de certaines de ces initiatives et de les moduler en fonction de ses besoins propres.

Boston

Calgary

Boston

De l'ensemble des métropoles de l'Amérique du Nord, Boston est l'une de celles où sont réunis le plus d'universités et de collèges, soit plus de 65 institutions. On y retrouve donc une des plus fortes concentrations d'étudiants, dont une grande proportion provient de l'étranger. Même si Boston offre à ses diplômés une qualité de vie enviée par de nombreuses métropoles, ainsi que des perspectives d'emploi particulièrement intéressantes, près de 50 % d'entre eux quittent la ville pour s'établir dans des métropoles concurrentes.

C'est dans ce contexte que la *Greater Boston Chamber of Commerce* (GBCC) a récemment mené une étude d'envergure avec pour objectif de déterminer le nombre d'étudiants d'origine bostonnaise ayant quitté la métropole, ainsi que les raisons les ayant poussés à faire ce choix qui nuit considérablement au développement futur de Boston. En effet, de larges pans de l'économie de Boston dépendent de cette force de travail qualifiée.

La GBCC constate que de très nombreux diplômés quittent Boston pour des raisons liées essentiellement à l'emploi et, selon l'organisation, ces départs pourraient aisément être évités et les diplômés retenus dans la métropole, si elle offrait des conditions d'emploi améliorées.

Une série de recommandations a donc été formulée pour favoriser la rétention des diplômés, notamment en améliorant les liens entre les employeurs et les futurs diplômés; en faisant la promotion de stages en entreprises au sein de la métropole – ce qui permet aux étudiants de mieux connaître la région de Boston –; en rendant plus abordable le prix des maisons pour les jeunes professionnels; et en favorisant la construction d'édifices à logements sur les friches industrielles bordant le centre-ville.

Enfin, la GBCC désire exercer un leadership dans la mobilisation à la fois des gens d'affaires, des organisations à but non lucratif et des autorités gouvernementales pour la rétention des diplômés de talent qui contribueront à l'essor futur de la métropole.

Calgary

Parmi les métropoles canadiennes, Calgary est certainement celle qui connaît, à de nombreux égards, le développement le plus florissant. Aussi, nombre d'entrepreneurs de la métropole font face au défi de combler les nouveaux postes au sein de leur entreprise par des gens de talent et, ainsi, lui assurer un développement soutenu. Dans ce contexte particulier, Calgary doit donc s'assurer que la formation de ses futurs travailleurs est des plus adéquates, plutôt que de mettre sur pied des stratégies de rétention de main-d'œuvre.

Une des initiatives dignes de mention – et dont l'objectif est de mettre en oeuvre des actions tangibles pour assurer aux entreprises une main-d'œuvre qualifiée et la mieux formée possible – est certainement la *Calgary Human Capital Project*. Cette initiative issue de diverses entreprises et organisations oeuvrant au développement de Calgary, dont notamment les institutions d'enseignement supérieur, la Ville de Calgary, la *Calgary Chamber of Commerce* et *Calgary Economic Development*, a été rendue publique en janvier dernier. Partant du principe selon lequel, pour la métropole et la province d'Alberta, le capital humain est un élément d'attractivité pour les entreprises, une série d'actions doivent être entreprises pour assurer une main-d'œuvre qui répond le mieux aux besoins des employeurs de la métropole.

C'est ainsi que de l'ensemble des recommandations émises, trois apparaissent plus pertinentes, à savoir l'identification précise des besoins futurs des entreprises à l'égard de la main-d'œuvre – en adaptant la formation en conséquence –; la promotion des bénéficiaires de la formation et de l'éducation comme étant une constituante importante du développement économique de la métropole; et finalement, une meilleure reconnaissance des diplômés formés à l'étranger. Cette dernière initiative s'apparente toutefois à ce qui est mis de l'avant dans de nombreuses autres métropoles où le besoin d'immigrants qualifiés est observé.





Chicago

Ville industrielle du *Rust Belt*, Chicago fait partie des métropoles américaines qui perdent plus de diplômés qu'elles n'en gagnent. Les industries de Chicago sont l'agro-alimentaire, la transformation et la fabrication lourde qui inclut la construction automobile. En raison de cette tradition manufacturière, cette région métropolitaine semble avoir de la difficulté à se réorienter vers une économie du savoir, même si son système éducatif, ses écoles et ses universités ont bonne réputation.

The *Chicago Mathematics and Science Initiative* (CMSI) est un plan qui a été élaboré afin d'améliorer l'enseignement des matières scientifiques au primaire et au secondaire. Pour sa réalisation, on compte sur des partenariats entre les écoles publiques et les universités de la métropole.

The *Federal Bank of Chicago* se préoccupe beaucoup d'éducation et de développement économique. L'institution a organisé une conférence sur les efforts à déployer pour améliorer la main-d'œuvre du Midwest. Plus récemment, en mars 2005, elle a tenu une conférence sur les sièges sociaux et recommande que les stratégies de développement économique soient centrées sur l'attraction des sièges sociaux et sur les services et les infrastructures nécessaires pour les accueillir. Les sièges sociaux créent des centaines d'emplois directs et indirects, particulièrement dans les services d'affaires (comptabilité, marketing, assurances, etc.). Cet enjeu est particulièrement important à Chicago, avec ses 36 sièges sociaux (2^e après New York) et le fait que leur nombre soit en baisse depuis 1975.

Chicago

Miami

Miami

Miami est connue dans le monde comme la capitale des affaires de l'Amérique Latine. Pour attirer les entreprises, cette métropole bénéficie de plusieurs mesures mises en place par l'État de la Floride dont le programme *Enterprise Zone*. Il s'agit d'un programme d'incitatifs destiné aux entreprises pour qu'elles s'installent ou s'agrandissent dans une zone spécifique de Miami qui a besoin de revitalisation. Ces incitatifs incluent notamment un crédit d'impôt foncier, un crédit sur les salaires payés aux employés qui résident dans cette zone (*Empowerment Zone*) et un remboursement de la taxe de vente. Les résidents de Miami, quant à eux, profitent du fait qu'ils n'ont pas d'impôt sur le revenu à payer à l'État de la Floride.

Également, la *Greater Miami Chamber of Commerce* a développé le projet *One Community One Goal* qui consiste à créer plus de 135 000 emplois à hauts salaires et hautes qualifications dans des industries clés telles que le film et le divertissement, le biomédical, les services financiers, les technologies de l'information et des communications, le commerce international et l'aviation.

À la fin de 2003, le gouverneur Bush et le comté de Palm Beach ont déployé de grands efforts et débloqué, en incitatifs de toutes sortes, 569 millions \$US pour attirer, en Floride, le géant californien de la recherche biotechnologique, *Scripps Research Institute*. Si le projet voit le jour (en 2006, selon les prévisions), les bénéfices en matière de croissance, d'emplois et de revenus, rejailliront sur tout le sud de la Floride, un État reconnu pour ses emplois à bas salaire. Déjà, l'impact de cette annonce se fait sentir : le *South Florida Bioscience Consortium* songe à l'image de marque de la région; la *Boston Scientific Symbiosis Corporation* a annoncé son expansion dans le comté de Miami-Dade au coût de 11 millions \$US, créant ainsi 120 nouveaux emplois.

Miami surveille également les propositions faites par le gouverneur Bush ce printemps. Ce dernier a suggéré d'allouer 100 millions \$US pour créer des centres d'excellence dans les universités floridiennes dans le but d'attirer des cerveaux qui pourront transformer des inventions en succès commerciaux.

New York

Ottawa

New York

Capitale de la mode et de la finance, la Ville de New York, secouée par les attentats du 11 septembre 2001, lutte elle aussi contre l'exode des cerveaux. Selon une étude démographique, la métropole aurait perdu près de 190 000 de ses diplômés à la fin des années 90. Douze des 15 villes «perdantes» dans la bataille du talent se trouvent dans le Northeast et le Midwest des États-Unis, et New York en est la triste championne.

Il existe pourtant une cinquantaine de mesures incitatives pour faire des affaires à New York, proposées par la *New York City Economic Development Corporation* (NYCEDC). Par exemple, *The Alliance for Downtown New York* est un organisme qui travaille de concert avec les sociétés immobilières pour faciliter l'installation d'entreprises dans le centre-ville et combler les besoins particuliers de celles qui sont dans le domaine du savoir et des technologies de l'information (www.downtownny.com). Des centaines d'entreprises forment le *Information Technology District*, qui est au cœur du *Silicon Alley* de New York. Également, le *New York Empowerment Zone* (EZ) est un programme fédéral créé en 1996 pour redynamiser, à l'aide d'investissements privés, les secteurs Upper Manhattan et South Bronx. Les entreprises qui s'installent dans cette zone déterminée bénéficient, entre autres, de crédits d'impôt sur les salaires.

Puisque les forces de New York se trouvent dans le divertissement, la culture et la finance, la métropole semble peut-être ne pas avoir autant la préoccupation de prendre le virage du savoir. Dans le secteur des biotechnologies, et particulièrement dans le dossier de la recherche sur les cellules souches, les chercheurs new-yorkais sont tentés de délaisser la métropole pour la Californie : en effet, en novembre dernier, cet État a passé le projet de loi 71 qui consiste à financer à hauteur de 3 milliards \$US sur dix ans les projets sur les cellules souches. Devant le refus de l'administration Bush de fournir ces fonds, la Californie a fait un pari risqué et a pris le relais, ce qui pourrait attirer beaucoup de chercheurs de partout aux États-Unis, et notamment de New York qui tarde à être reconnue comme une incubatrice en science et technologie.



Ottawa

La région métropolitaine d'Ottawa-Gatineau représente un pôle de développement particulièrement structurant dans le domaine de la haute technologie au Canada. Les entreprises des secteurs de l'informatique, des télécommunications et des biotechnologies y sont très présentes, et engagent une main-d'œuvre spécialisée dans ces secteurs de pointe. Consciente de l'importance de ces entreprises et des travailleurs qui y oeuvrent pour le développement de la métropole, la Ville d'Ottawa s'est dotée d'une stratégie dont une des initiatives a précisément trait à l'attraction et à la rétention des gens de talent.

C'est ainsi qu'au sein de la Stratégie de gestion de la croissance de la Ville d'Ottawa, *Ottawa 2020*, la Ville s'est donnée, pour orienter son développement au cours des prochaines années, un Plan de développement de la main-d'œuvre. Ce plan regroupe trois principaux enjeux, soit le perfectionnement des compétences de la main-d'œuvre en place, le recrutement à l'extérieur de la métropole selon les besoins des organismes de la région et, enfin, le maintien, ou la rétention, des employés. La stratégie de la Ville a la particularité d'être basée sur des initiatives existantes, et ce, dans le but d'optimiser les structures en place, plutôt que de créer de nouvelles entités.

Il est aussi intéressant de noter que le Plan de développement de la main-d'œuvre est fondé sur l'hypothèse qu'une telle initiative pourrait permettre à Ottawa d'offrir aux citoyens, entre autres, des services bilingues. On étudie aussi la possibilité de maillage avec les initiatives menées par la Ville de Gatineau au chapitre de la main-d'œuvre, puisque cette dernière peut compter sur une population largement bilingue et hautement qualifiée. Déjà, du point de vue économique, ces deux villes, qui forment la région de la Capitale nationale, agissent souvent en tant qu'une seule entité.

Une des initiatives les plus intéressantes du développement de cette région métropolitaine est sans aucun doute celle menée par le Centre de recherche et d'innovation d'Ottawa (OCRI). Ce centre qui entretient des partenariats avec les acteurs oeuvrant au développement de la ville d'Ottawa, regroupe des gens d'affaires, ainsi que des gens provenant des milieux de l'éducation et de la recherche qui oeuvrent de concert à la création de conditions économiques favorables à un bon développement économique pour les entreprises. Enfin, l'OCRI est aussi à l'origine du projet *Talents-à-l'œuvre*, une initiative communautaire qui vise la création d'une réserve de talents à Ottawa. Cette initiative facilite la collaboration entre le monde des affaires, les institutions d'enseignement, les gouvernements ainsi que les partenaires communautaires afin notamment d'attirer, de former et de retenir les travailleurs qualifiés provenant des secteurs spécifiques de l'économie locale, ainsi que d'influencer et d'améliorer la planification stratégique et le développement économique.



Philadelphie

Philadelphie, la 6^e économie des États-Unis, a souffert récemment des résultats de différents sondages menés par des magazines de voyages et d'affaires. Entre autres, au printemps 2004, *Inc. Magazine* a qualifié la métropole d'un des dix pires endroits où faire des affaires. Et selon toute vraisemblance, elle ne ferait guère mieux en matière d'attraction et de rétention des talents. Pourtant, de nombreux partenaires du développement économique de Philadelphie se sont pris en main et se sont concertés pour mettre en place des mesures cohérentes pour faire de Philadelphie une ville d'innovation, de connaissances et d'affaires.

À l'échelle de la Pennsylvanie, des districts de l'État ont été désignés pour faire partie du *Keystone Innovation Zone Program*. Ce programme, mis sur pied au printemps 2004, consiste à attirer des entreprises qui offriront des emplois bien rémunérés à des travailleurs instruits. Ces zones se trouvent généralement à proximité des campus universitaires. Le programme comprend également des mesures pour encourager les investissements en capital de risque. Des efforts particuliers sont déployés pour attirer ou venir en aide aux entreprises en biotechnologie et nanotechnologie.

Le *Knowledge Industry Partnership* est une coalition de gens du milieu des affaires, de l'éducation et d'organisations gouvernementales. En 2003, le KIP a lancé l'initiative *OneBigCampus* (www.onebigcampus.com), au coût de 7,8 millions \$US pour lutter contre l'exode des cerveaux. Cette initiative consiste à accroître la population étudiante, à encourager à explorer la région métropolitaine et à y rester pour travailler.

Innovation Philadelphia, fondé en décembre 2001, est un partenariat public-privé (PPP) qui vise à mieux positionner la métropole dans l'économie du savoir en attirant et en retenant les entreprises de technologie et les entreprises en démarrage, grâce à du capital, des services de commercialisation et du capital humain instruit. *Innovation Philadelphia* a accepté l'an dernier d'accueillir dans ses installations le *Molecular Valley Convergence Center*, un autre PPP dont l'objectif est de promouvoir l'industrie chimique de la région.

Philadelphie

Seattle

Carol Coletta, consultante à Memphis et animatrice du «talk-show» radio-phonique *Smart City*, a publié en décembre 2004, une étude sur Philadelphie intitulée *The Young & The Restless: How Philadelphia Competes for Talent*. Cette étude stipule que Philadelphie possède les éléments clés pour tirer son épingle du jeu dans la bataille du talent grâce à ses 83 collèges et universités, mais aussi grâce à sa diversité culturelle et son ouverture à l'égard des nouvelles idées.

Greater Philadelphia First, un organisme aujourd'hui fusionné avec le *Greater Philadelphia Chamber of Commerce*, a publié en février 2002, *Knowledge Region Agenda*, une étude comparative (*benchmark*) de la grande région métropolitaine avec d'autres agglomérations, selon une série d'indicateurs sur le savoir.

La ville de Philadelphie serait un des endroits aux États-Unis où le fardeau fiscal est le plus étouffant, ce qui expliquerait le départ de milliers de résidents et d'entreprises depuis les 30 dernières années. Pour remédier à cette situation et développer la compétitivité de la métropole, la *Philadelphia Tax Reform Commission* a été créée et a déposé un rapport en novembre 2003 dans lequel elle recommande notamment à la ville d'abolir la *Business Privilege Tax* en 2014, et de réduire la *Wage Tax* à 3,25 % à terme en 2014. Ce sont deux formes d'imposition qui briment la compétitivité de la métropole : en particulier la *Wage Tax* qui est un frein à la création d'emplois bien rémunérés tels que ceux liés à l'économie du savoir.

Seattle

Parmi les métropoles nord-américaines les plus dynamiques, Seattle est certainement l'une de celles où l'attraction des gens de talent est la plus manifeste. Principalement orientée vers l'aéronautique et l'industrie militaire, l'économie de cette métropole, au cours des 20 dernières années, s'est progressivement tournée vers les économies innovantes, où le secteur informatique et celui des technologies de l'information sont à l'avant-plan. Ces secteurs de pointe requièrent une main-d'œuvre hautement qualifiée pour combler les postes au sein de ces entreprises. C'est notamment à ce titre, et parce que de nombreux citoyens oeuvrent dans le domaine des hautes technologies, que Seattle est qualifiée «d'ideopolis».

Seattle

Toronto

Or, la particularité première de cette métropole, et du pôle de développement économique qui la caractérise, est qu'elle génère elle-même l'attraction et la rétention des gens de talent, à l'inverse de la majorité des métropoles qui travaillent ardemment à les attirer et à les retenir. À cet égard, il a été observé qu'au début des années 2000, alors que le secteur des technologies traversait une période passablement difficile, une proportion importante des 60 000 personnes qui ont perdu leur emploi – notamment les jeunes professionnels qualifiés – sont demeurés à Seattle plutôt que de déménager ailleurs pour trouver un emploi.

Le siège social de la compagnie Microsoft, et la multitude d'entreprises qui oeuvrent dans le sillage d'un tel géant, en plus d'entreprises d'envergure comme Amazon.com et Starbucks, font de Seattle un des meneurs au chapitre du classement basé sur le savoir et la concentration de gens de talent. Cette dynamique qui caractérise des métropoles extrêmement actives à l'égard du développement économique fait en sorte que l'attraction du talent n'est pas un enjeu de taille pour la ville. Les gens de talent au fort potentiel sont naturellement attirés par ce genre d'environnement, d'autant plus que Seattle offre également une qualité de vie appréciable.

Enfin, il existe, au sein de cette métropole, un écosystème d'affaires créatif et technique propice à l'émergence et à la mise en commun de nouvelles initiatives de développement qui réunissent la recherche universitaire, les initiatives mises de l'avant par la Ville de Seattle pour améliorer la qualité de vie, ainsi que des gens d'affaires ayant accès à du capital de risque qui attire le talent et qui le retient de façon plutôt efficace.

Toronto

L'un des aspects les plus frappants de Toronto en matière d'attraction et de rétention du talent est certainement l'abondance d'immigrants qui choisissent Toronto pour y demeurer. Ainsi, même si des organismes comme le *Toronto City Summit Alliance* reconnaissent l'importance, dans leur analyse des besoins de la région torontoise, d'y attirer davantage de talent, les données tendent à confirmer que l'attraction et la rétention n'y sont pas le nerf de la guerre. L'enjeu est d'abord la mise à contribution du talent.

En effet, avec 43,7 % de sa population qui est née à l'étranger, la région métropolitaine de Toronto est l'une de celles qui possèdent le taux le plus élevé de diversité ethnique et culturelle au monde (en comparaison avec 40 % à Miami et 24 % à New York). De plus, 60 % des immigrants qui arrivent dans la région métropolitaine de Toronto ont été, à la base, sélectionnés pour leurs compétences. Ainsi, à bien des égards, le talent ne manque pas.

Ce qui fait encore défaut, par contre, c'est l'intégration de ce talent à l'économie torontoise. Selon une étude du Conference Board du Canada, le fait que les immigrants ne soient pas employés au niveau de leurs réelles compétences leur fait perdre environ 4 milliards \$ en revenus par année. En raison de son importante population immigrante, Toronto est de loin la plus touchée par cette mise à contribution déficiente des compétences et du talent de sa population.

C'est à la lumière de ces préoccupations qu'a été mis sur pied, en 2003, le *Toronto Region Immigrant Employment Council* (TRIEC), avec l'objectif explicite de faciliter l'intégration des immigrants sur le marché du travail. Cette initiative a été rendue possible, d'abord, par le *Toronto City Summit Alliance* – un regroupement de leaders des différents secteurs et communautés de la région de Toronto – qui a identifié l'intégration des immigrants au marché du travail comme un enjeu crucial pour la région. Une fondation privée, *The Maytree Foundation*, s'est associée au projet et a permis la création de TRIEC.

Pour atteindre ses objectifs, TRIEC travaille sur trois fronts : les immigrants, les employeurs et les gouvernements. Pour les immigrants, TRIEC leur fournit une série de services facilitant leur entrée sur le marché du travail et la reconnaissance de leurs compétences. Du côté des employeurs, TRIEC profite de ses liens avec la communauté des affaires et ses partenaires pour changer les perceptions quant à la valeur du travail et des compétences des travailleurs immigrants. Enfin, TRIEC presse les différents paliers de gouvernement de modifier leurs façons de faire et de travailler de manière beaucoup plus concertée en matière d'intégration.





Vancouver

À bien des égards, la situation de Vancouver n'est pas très différente de celle de Toronto. Deuxième plus importante destination d'immigration au Canada, porte ouverte sur l'Asie, Vancouver a reçu et continue de recevoir un flot important de nouveaux arrivants. Ainsi, avec 37,5 % de sa population qui est d'origine étrangère, Vancouver arrive au troisième rang au monde. Dans ce contexte, comme à Toronto, l'enjeu de première importance n'est pas l'attraction ou la rétention, mais bien la mise à contribution du talent déjà présent sur son territoire.

L'une des réponses à cet enjeu est *The Looking Ahead Initiative BC*, une initiative qui s'inscrit dans l'approche *Employment Access Strategy for Immigrants (EASI)* et qui accorde donc la priorité à l'accès au marché du travail et à la reconnaissance des compétences. En plus d'être physiquement hébergé au sein d'un organisme offrant des services d'intégration aux immigrants de Vancouver, *The Looking Ahead Initiative* offre ses principaux services à travers le Web, notamment un guide pour les employeurs.

Pour le moment, *The Looking Ahead Initiative* est encore en développement et compte élargir ses actions. Un aspect intéressant est que l'approche EASI fait en sorte qu'une multitude d'intervenants – gouvernements, associations professionnelles, organismes communautaires, institutions académiques, gens d'affaires – entretiennent une réflexion continue sur cet enjeu, ce qui pourrait mener à d'autres initiatives.

Conclusion : qu'en est-il de Montréal ?

Cette présentation des villes et les moyens que ces dernières prennent pour attirer et retenir chez elles le talent a de quoi inspirer une métropole comme Montréal aux prises avec les mêmes défis. Quoi qu'il en soit, les pistes de solution devront avant tout être adaptées au contexte particulier montréalais où la faible hausse démographique endogène attendue au Québec fera en sorte que le développement de Montréal, le moteur économique de la province, reposera essentiellement sur les épaules des immigrants, notamment ceux qui sont qualifiés.

Vancouver

Montréal

C'est au Sommet de Montréal, en 2002, qu'a été entamée la réflexion sur l'attraction et la rétention des talents dans la région montréalaise qui a mené à la préparation du document *Montréal, ville de savoir*. Cette vaste enquête, initiée par la Ville de Montréal, avait pour but à la fois de déterminer les raisons qui orientent le choix des gens de talent de s'installer dans la métropole montréalaise ou de la quitter pour l'une ou l'autre métropole, et de positionner Montréal parmi les métropoles les plus performantes du 21^e siècle.

Parmi les autres partenaires du développement économique de Montréal qui sont très sensibles à la question, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain fait déjà son cheval de bataille de la lutte pour attirer, former et retenir le talent. Parmi ses initiatives, l'*Opération Retour à l'école* lutte contre le décrochage scolaire. Par le biais de cette activité, ce sont plus de 400 femmes et hommes d'affaires qui visitent annuellement plus de 65 écoles francophones et anglophones de la région métropolitaine pour communiquer leur expérience auprès des élèves des 3^e, 4^e et 5^e années du secondaire et les sensibiliser à l'importance de la persévérance scolaire et à l'obtention d'un diplôme.

Également, le spécialiste américain du développement économique, Richard Florida, avec ses travaux et particulièrement son ouvrage *The Rise of the Creative Class*, a grandement contribué à sensibiliser les gouvernements et les acteurs de développement économique des grandes agglomérations de ce monde, aux enjeux du talent dans les économies du savoir. Il s'est notamment penché sur le cas particulier de Montréal en dévoilant, en janvier dernier, une étude sur le potentiel créateur de Montréal, mesuré par une variété d'indicateurs.

Ainsi, il ne fait aucun doute que le travail de réflexion et de sensibilisation est bien amorcé. Il est maintenant temps de faire un diagnostic lucide de la position de Montréal et d'identifier des pistes de solution qui se révéleront efficaces dans le contexte montréalais, et de soutenir davantage les initiatives dont les résultats sont probants. C'est ce à quoi nous consacrerons la suite de ce Bulletin de santé.

Chapitre 3 – Le diagnostic de la région montréalaise

© Tourisme Montréal, Stéphan Poulin



Cette section fait la synthèse de l'étude réalisée par les chercheurs de l'INRS et du sondage menée par CROP auprès des diplômés des universités montréalaises. L'objectif est donc de donner le portrait le plus complet possible de la santé de Montréal quant à la formation, l'attraction et la rétention du talent.

Formation : une force indéniable pour Montréal

La formation est le premier moyen par lequel une agglomération peut développer sa base de diplômés. La première édition du *Bulletin de santé de Montréal* (mai 2004) avait fait ressortir la position défavorable de Montréal par rapport aux onze autres villes étudiées en ce qui a trait à la part de sa population détenant un diplôme universitaire (tableau 1').

TABLEAU 1 – PART DES DIPLÔMÉS DANS LA POPULATION, 2000*

	Région urbaine	%
1	Boston	23,1 %
2	Seattle	21,2 %
3	Ottawa	20,9 %
4	Atlanta	20,5 %
5	New York	20,3 %
6	Chicago	18,4 %
7	Toronto	18,4 %
8	Philadelphie	17,7 %
9	Vancouver	17,0 %
10	Calgary	16,9 %
11	Miami	15,5 %
12	Montréal	14,7 %

* Baccalauréat et plus élevé. Année 2001 pour le Canada

¹ POLÈSE, Mario et Richard SHEARMUR, *La production, l'attraction et la rétention des diplômés universitaires – Étude comparative entre la région métropolitaine de Montréal et d'autres métropoles canadiennes et américaines*, Institut national de la recherche scientifique *Urbanisation, Culture et Société*, 2005.

Le texte intégral de cette étude est reproduit à l'annexe 2.

Il faudra attendre le prochain recensement, en 2006, pour pouvoir connaître la progression de Montréal par rapport à ses concurrentes. Cela dit, les données étudiées plus en profondeur cette année par les chercheurs de l'INRS permettent d'anticiper une certaine amélioration de la situation montréalaise.

En effet, la tendance indique que Montréal a développé, ces dernières années, une véritable force en formation de «talent local». La première manifestation de cette force est justement le fait que, durant la période allant de 1990 à 2000, Montréal a été la ville qui a connu la troisième plus forte croissance de la part de diplômés au sein de sa population (tableau 2²), ce qui veut dire que l'écart entre Montréal et les autres villes était encore plus grand en 1990 qu'il ne l'était en 2000.

TABLEAU 2 – CROISSANCE DE LA PART DES DIPLÔMÉS, 1990-2000

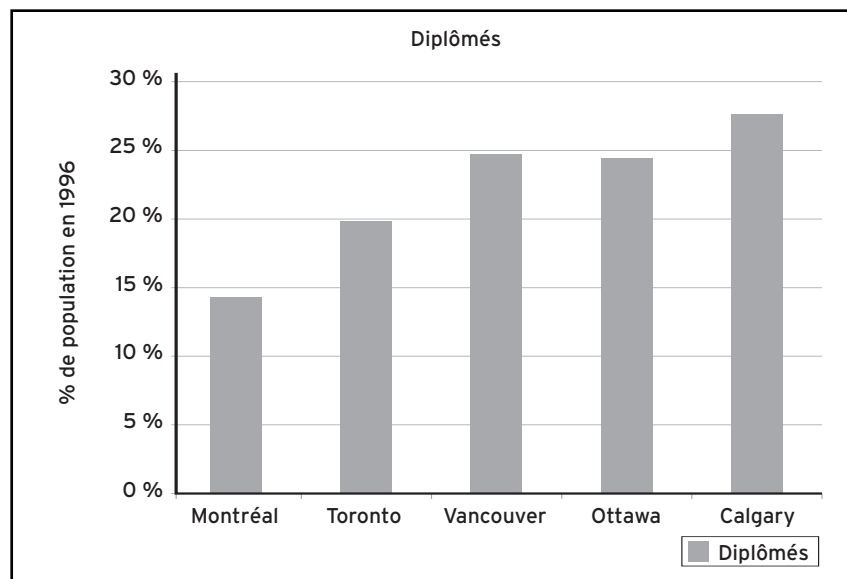
	Région urbaine	Croissance 1990-2000*
1	Vancouver	46,0 %
2	Toronto	37,2 %
3	Montréal	36,4 %
4	Calgary	33,1 %
5	Ottawa	30,0 %
6	Chicago	23,0 %
7	Atlanta	20,9 %
8	Miami	20,7 %
9	Philadelphie	19,2 %
10	Seattle	19,1 %
11	New York	17,9 %
12	Boston	13,9 %

* % de diplômés dans la population en 2000 / % en 1990

Or, comme nous le verrons plus loin, les diplômés que Montréal a ajoutés à sa population durant cette période sont principalement originaires de la région métropolitaine ou d'ailleurs au Québec. Ce n'est pas le cas des villes de Vancouver et de Toronto qui ont su combiner à la formation locale de diplômés un influx important d'immigrants diplômés (figure 1³). En d'autres termes, la progression montréalaise n'eût été possible sans un système d'éducation et un

réseau universitaire capable de susciter et de répondre à une demande accrue de la part des étudiants québécois. À cet égard, il est intéressant de remarquer qu'entre 1998 et 2002, le nombre absolu d'étudiants québécois inscrits dans les institutions montréalaises a fait un bond de 16 %, comparativement à 5 % pour les étudiants de l'extérieur du Québec⁴.

FIGURE 1 – IMMIGRANTS DIPLÔMÉS (ENTRANTS), 1996-2001



² Ibid.

³ Ibid. La population d'immigrants diplômés a progressé de 20% à Toronto, de 24,5% à Vancouver, et de 14% à Montréal entre 1996 et 2001.

⁴ Calculs basés sur les données présentées dans : Document de consultation de la Commission parlementaire sur la qualité, l'accessibilité et le financement des universités, Ministère de l'Éducation du Québec, 2003.

Cette capacité à produire des diplômés permet à Montréal d'occuper une position passablement avantageuse dans la catégorie des centres universitaires. Les données démontrent, en effet, que Montréal est une ville recherchée pour la qualité de la formation universitaire qui y est offerte, de sorte qu'en plus des étudiants québécois – qui sont de plus en plus nombreux à les fréquenter –, des étudiants d'ailleurs au Canada et du reste du monde viennent en grand nombre à Montréal afin d'obtenir un diplôme. En 2002, les universités montréalaises comptaient 27 970 inscrits de l'extérieur du Québec, soit 18 % de toutes les inscriptions (tableau 3⁵).

Cette combinaison de fréquentation grandissante par les étudiants québécois et la présence importante d'étudiants de l'extérieur du Québec font de Montréal l'un des plus importants centres d'activités universitaires parmi les 12 villes étudiées, comme en font foi les prochains tableaux. Déjà, en termes de nombres absolus, Montréal se situe en milieu de peloton pour le nombre d'étudiants inscrits à l'université et le nombre de diplômés décernés (tableaux 4 et 5⁶). Si l'on tient compte de la taille de Montréal, cette position est encore meilleure. À vrai dire, quand on regarde les classements pour l'émission de différents types de diplômes *per capita* (tableau 6⁷), on se rend compte que Montréal est l'une des villes ayant la plus haute productivité de diplômes universitaires !

TABLEAU 3 – NOMBRE ABSOLU D'ÉTUDIANTS INSCRITS À L'UNIVERSITÉ AU TRIMESTRE D'AUTOMNE 2002 DANS LES ÉTABLISSEMENTS MONTRÉALAIS

Établissements	Effectif ayant le statut de résident du Québec	Effectif canadien et international n'ayant pas le statut de résident du Québec	Total des effectifs	% des effectifs n'ayant pas le statut de résident du Québec
Université McGill	16 176	13 505	29 681	45,50 %
Université de Montréal	33 988	3 701	37 689	9,82 %
École Polytechnique	4 606	1 033	5 639	18,32 %
HEC Montréal	9 927	999	10 926	9,14 %
Université Concordia	23 711	5 360	29 071	18,44 %
Université du Québec à Montréal	34 682	3 193	37 875	8,43 %
École de technologie supérieure	4 134	179	4 313	4,15 %
TOTAL MONTRÉAL	127 224	27 970	155 194	18,02 %

⁵ *Ibid.*

⁶ *Polèse et Shearmur, op. cit.*

⁷ *Ibid.*

TABLEAU 4 –
ÉTUDIANTS INSCRITS À L'UNIVERSITÉ, 2001

	Région urbaine	Effectifs réels*
1	New York	505 692
2	Boston	237 846
3	Chicago	199 463
4	Philadelphie	176 837
5	Toronto	92 701
6	Montréal	88 601
7	Atlanta	87 408
8	Miami	65 573
9	Seattle	59 006
10	Vancouver	42 904
11	Ottawa	37 231
12	Calgary	22 899

* Équivalent temps plein

TABLEAU 5 –
DIPLOMES DÉCERNÉS 2001. BACC. ET PLUS ÉLEVÉ

	Région urbaine	Effectifs réels*
1	New York	119 156
2	Boston	61 956
3	Chicago	52 155
4	Philadelphie	44 819
5	Montréal	23 092
6	Toronto	22 425
7	Atlanta	19 430
8	Miami	17 001
9	Seattle	16 650
10	Vancouver	11 230
11	Ottawa	9 160
12	Calgary	5 005

TABLEAU 6 –
DIPLOMES DÉCERNÉS PAR HABITANT, 2001 **

	Région urbaine	Baccalauréat
1	Ottawa	0,70
2	Boston	0,62
3	Montréal	0,51
4	Philadelphie	0,49
5	Vancouver	0,45
6	Calgary	0,43
7	Toronto	0,39
8	New York	0,34
9	Chicago	0,33
10	Seattle	0,32
11	Atlanta	0,30
12	Miami	0,25

	Région urbaine	Maîtrise
Boston	0,41	
Chicago	0,23	
Philadelphie	0,21	
New Yor	0,21	
Miami	0,17	
Atlanta	0,15	
Montréal	0,14	
Ottawa	0,14	
Seattle	0,13	
Vancouver	0,09	
Calgary	0,09	
Toronto	0,08	

	Région urbaine	Doctorat
Boston	0,0328	
Montréal	0,0227	
Vancouver	0,0216	
Ottawa	0,0207	
Philadelphie	0,0204	
Miami	0,0194	
Chicago	0,0155	
Atlanta	0,0145	
New York	0,0143	
Toronto	0,0137	
Seattle	0,0134	
Calgary	0,0126	

	Région urbaine	Total
Boston		1,06
Ottawa		0,86
Philadelphie		0,72
Montréal		0,67
Chicago		0,57
Vancouver		0,57
New York		0,56
Calgary		0,53
Toronto		0,48
Atlanta		0,47
Seattle		0,47
Miami		0,44

** Multiplié par 100 pour faciliter la présentation.

En bref, la formation est un atout pour Montréal, non seulement parce que cela permet à la métropole d'accroître le nombre de diplômés originaires de Montréal, mais parce qu'elle est aussi une source «d'attraction» de futurs diplômés dans la métropole. Comme il le sera démontré dans les sections suivantes, ce pouvoir d'attraction auprès des étudiants étrangers constitue un atout précieux que Montréal aurait tout intérêt à exploiter davantage.

Attraction : Montréal, dans une classe à part à l'échelle canadienne

Les données colligées par les chercheurs de l'INRS présentent un portrait mitigé de la performance de Montréal en matière d'attraction de talents, à savoir la capacité de Montréal d'attirer des immigrants⁸ détenant un diplôme à s'établir dans la métropole. Pour ce portrait, les chercheurs ont comparé les données migratoires canadiennes de 1996 et 2001. Or, le premier constat qui ressort immédiatement est que Montréal n'accueille pas autant de diplômés qu'une ville de sa taille attirerait «normalement» dans le contexte canadien. C'est ce qu'illustre la figure 2⁹. Ce graphique démontre l'ampleur des flux de migration qui ne sont pas «expliqués» par le modèle de migration développé par l'INRS. Ce modèle est construit en prenant pour base que les flux normalement attribuables aux principaux facteurs de migration (la région, le type d'agglomération et leur taille) et comparant les résultats réels pour les différentes villes. Dans ce cas-ci, le résultat négatif de Montréal ne signifie pas que la métropole a perdu des diplômés, mais surtout qu'elle en attire moins que ce qu'aurait prévu le modèle. À l'inverse, les autres villes surpassent les prévisions du modèle.

⁸ Dans l'étude, le mot «immigrant» fait référence aux personnes qui viennent s'établir dans une région urbaine, peu importe qu'ils proviennent d'une autre région du même pays (par exemple, une personne de la Gaspésie qui vient d'installer dans la région de Montréal) ou de l'étranger.

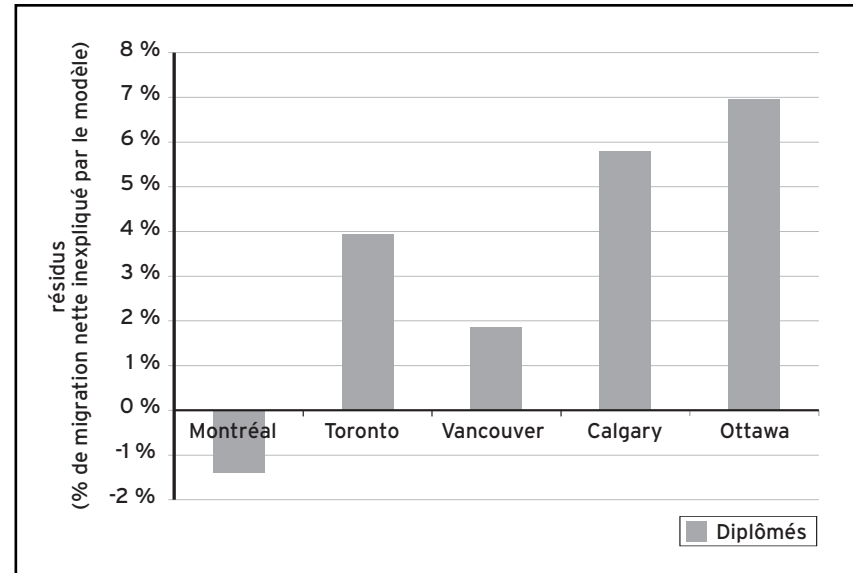
⁹ Polèse et Shearmur, op. cit.

¹⁰ Ibid.

¹¹ À noter que dans ce graphique, les pourcentages de croissance sont calculés en comparant une population (par exemple, immigrants internationaux diplômés) en 2001, par rapport à la même population en 1996. Ainsi, la catégorie des diplômés a connu une croissance plus importante que la population immigrante internationale dans son ensemble, parce que les diplômés comptaient pour une part passablement plus importante des immigrants internationaux entre 1996 et 2001 que dans la population immigrante résidant dans les villes canadiennes avant 1996.

FIGURE 2 – FLUX INEXPLIQUÉS PAR LE MODÈLE DE MIGRATION NETTE POUR LES DIPLÔMÉS

Modèle : Migration nette = f(6 régions) + f'(5 classes de ville) + f''(taille urbaine)



Ces résultats d'attraction plus modestes sont explicables principalement par le fait que Montréal a eu beaucoup moins de succès que les autres grandes villes canadiennes à attirer des immigrants internationaux, à savoir les personnes en provenance de l'extérieur du Canada. Comme l'illustre la figure 3¹⁰, Montréal est la ville canadienne dont la population d'immigrants internationaux diplômés a crû le moins rapidement. Cette croissance, comparativement à Toronto, était près de deux fois moindre. De plus, la figure 3 démontre aussi que ce n'est pas seulement la population immigrante internationale diplômée qui progresse moins rapidement à Montréal, mais tout simplement l'immigration internationale toutes catégories confondues.¹¹

FIGURE 3 – IMMIGRANTS (ENTRANTS) INTERNATIONAUX, 1996-2001

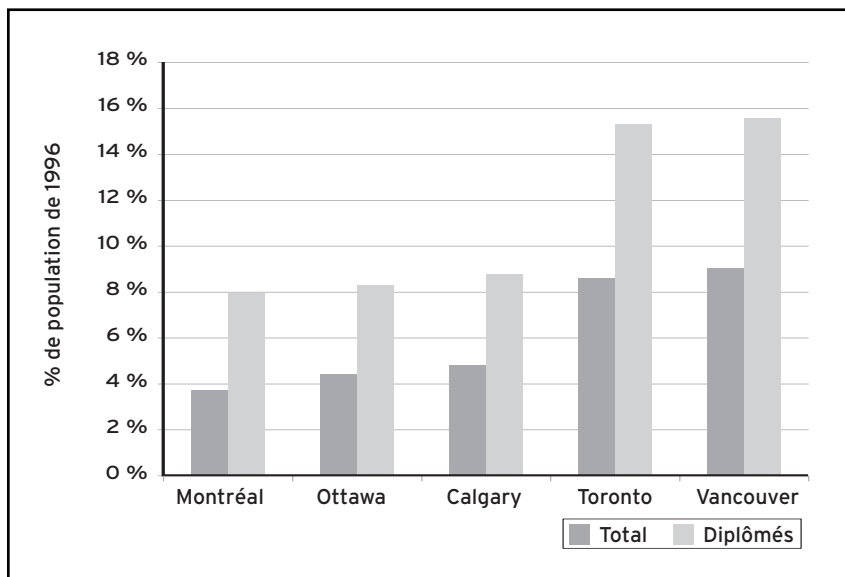
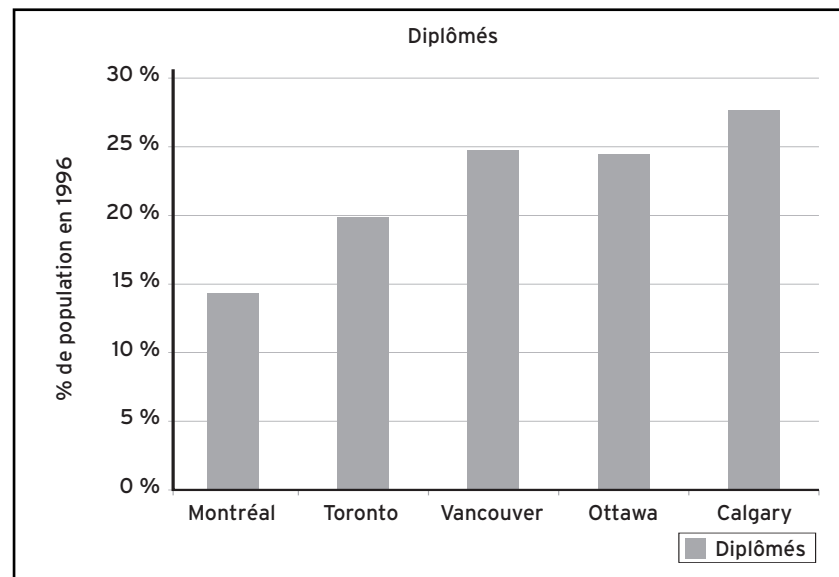


FIGURE 4 – IMMIGRANTS DIPLÔMÉS (ENTRANTS, DU CANADA ET DE L'ÉTRANGER), 1996-2001



Heureusement pour Montréal, l'écart qui la sépare des deux autres plus grandes villes canadiennes n'est pas aussi marqué lorsqu'on compare l'entrée de nouveaux diplômés en incluant les migrations internes des diplômés canadiens, tel que le présente la figure 4¹². En effet, lorsqu'on combine les mouvements entrants d'immigrants internationaux diplômés et des diplômés canadiens, on constate que la position de Montréal n'est plus si éloignée de celle de Toronto. Cela confirme que Montréal demeure un pôle important d'attraction à l'échelle régionale et, surtout, provinciale, et que l'attraction de ces diplômés lui permettent d'amoinrir les écarts creusés par Toronto et Vancouver grâce à l'immigration internationale. Par ailleurs, il est intéressant de remarquer que cette migration interne canadienne sert particulièrement bien les villes d'Ottawa et de Calgary et explique qu'elles aient des taux de croissance de leur population diplômée comparables ou supérieurs aux championnes de l'immigration internationale que sont Vancouver et Toronto.

Enfin, si l'ensemble de ces données confirment que Montréal est un pôle d'attraction qui, à l'échelle canadienne, possède une portée de moins grande envergure que les autres, celles-ci renforcent également le constat énoncé dans la partie précédente que la formation du talent constitue une force pour Montréal : en effet, des cinq agglomérations canadiennes qui figurent aux premiers rangs du classement du tableau 2, Montréal est celle qui fait le plus appel à la formation de talent local pour alimenter la croissance de sa population de diplômés.

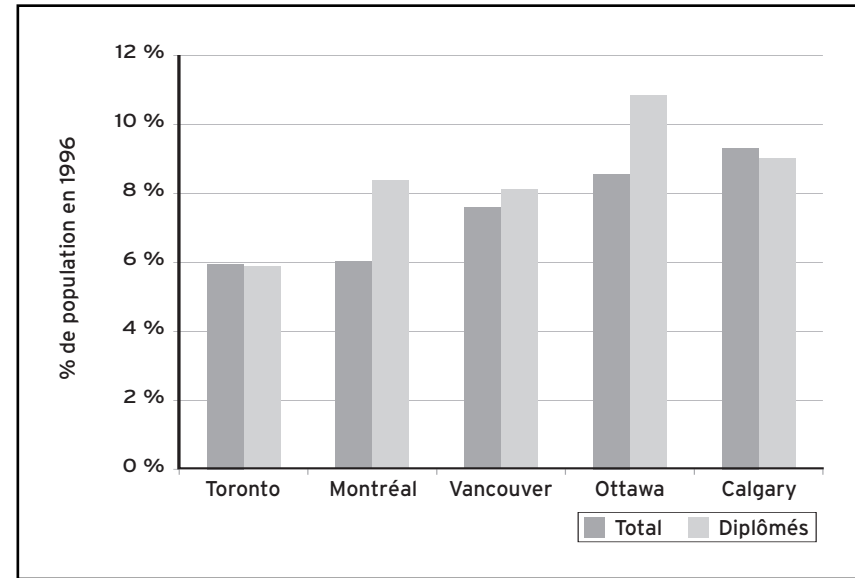
¹² Polèse et Shearmur, *op. cit.*

Rétention : Montréal, une métropole appréciée

Fort heureusement, si le pouvoir d'attraction de Montréal semble limité, sa capacité de retenir le talent, elle, n'a rien à envier aux autres grandes villes du pays. Loin de là.

À première vue, les données ne sont pas tout à fait rassurantes : en termes de diplômés émigrants (les diplômés ont quitté Montréal pour d'autres villes au pays, figure 5¹³), la perte pour Montréal est légèrement supérieure à la moyenne canadienne. Toutefois, il importe de mettre cette donnée dans le contexte montréalais où sont formés de nombreux diplômés, dont plusieurs proviennent de l'extérieur. Ainsi, la production de diplômés vient accentuer l'impression de fuite de cerveaux, puisque les étudiants qui viennent étudier à Montréal sont comptabilisés comme étant des immigrants non diplômés, mais ressortent en tant qu'émigrants diplômés. Aussi, il n'est pas surprenant qu'Ottawa, qui est la ville décernant le plus de diplômes de baccalauréat *per capita*, soit celle qui connaît le plus haut taux d'émigration de diplômés. Pour cette raison, il est intéressant de regarder également les taux d'émigration, toutes catégories confondues. Il apparaît alors que les taux de sortie de Montréal sont sous la moyenne canadienne et en ligne avec ceux de Toronto. Voilà qui est quelque peu rassurant pour Montréal. Néanmoins, cela suggère que les Montréalais sont aussi mobiles que les Torontois et qu'il serait faux de croire que les différences linguistiques sont encore aujourd'hui un obstacle réduisant significativement la mobilité du talent montréalais.

FIGURE 5 – ÉMIGRANTS (TOTAL ET DPLÔMÉS SORTANTS), 1996-2001



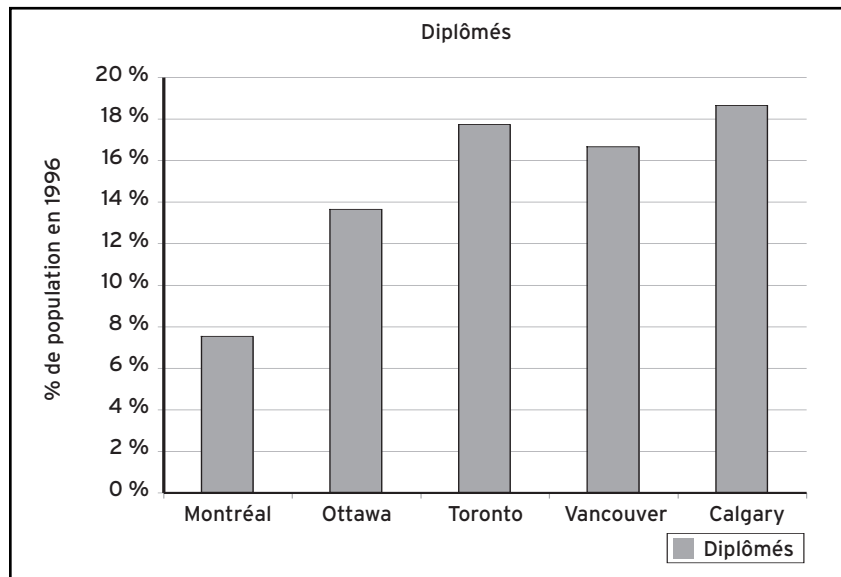
Malgré cette mobilité accrue et le pouvoir d'attraction restreint de Montréal, il n'en demeure pas moins que la métropole retient suffisamment bien le talent pour ne pas être aux prises avec un exode de cerveaux. Comme en fait foi la figure 6¹⁴, Montréal a quand même accueilli plus de diplômés entre 1996 et 2001 qu'elle en a perdu. Si l'écart entre Montréal et les autres villes demeure bien présent sur ce graphique, il est important de se rappeler qu'il est surtout attribuable à la plus faible attraction d'immigrants à Montréal, pas à la rétention.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ *Ibid.*

**FIGURE 6 – MIGRATION NETTE DES DIPLÔMÉS
(SANS LES DÉPARTS VERS L'ÉTRANGER), 1996-2001**

(un pourcentage positif signifie qu'il y a immigration [entrées] nette)



Le sondage réalisé par CROP auprès des diplômés des universités montréalaises nous permet d'ailleurs de constater que Montréal dispose de plusieurs atouts intéressants pour garder ces diplômés dans la région métropolitaine. En fait, les résultats du sondage démontrent que pour plusieurs étudiants – qu'ils soient originaires d'ailleurs au Québec, d'autres provinces canadiennes ou de l'étranger –, essayer Montréal, c'est bien souvent l'adopter.

Tel qu'il est mentionné précédemment, l'activité universitaire à Montréal permet d'y attirer du talent en formation. Parmi les étudiants sondés, 57 % habitaient la région métropolitaine de Montréal avant d'y entreprendre leurs études universitaires et 43 % provenaient de l'extérieur, dont 21 % d'ailleurs au Québec et 22 % d'ailleurs au Canada et de l'étranger –, ce qui offre un

portrait assez représentatif de la population étudiante dans les universités montréalaises (tableau 7¹⁵).

**TABLEAU 7 –
LIEU D'ORIGINE DES RÉPONDANTS AVANT D'ENTRER À L'UNIVERSITÉ**

Lieu d'origine	%
Montréal	57 %
Reste du Québec	21 %
Reste du Canada	11 %
États-Unis	4 %
Europe	2 %
Asie	2 %
Afrique	1 %
Amérique Latine	1 %
Moyen-Orient	1 %
Pas de réponse	1 %

Une fois leur diplôme obtenu, 70 % des répondants ont trouvé leur premier emploi dans la région de Montréal. Ainsi, sachant que 57 % d'entre eux résidaient déjà dans la région métropolitaine avant d'entreprendre leurs études, cela veut dire que Montréal est aussi parvenue à retenir des étudiants de l'extérieur de Montréal. Le tableau 8¹⁶ dresse le portrait complet des lieux du premier emploi des répondants en fonction du lieu où ils résidaient avant d'entrer à l'université. Ainsi, nous apprenons qu'un étudiant sur deux (52 %) qui provient de l'extérieur de Montréal, reste à Montréal pour un premier emploi au terme de ses études. Parmi eux, il n'est pas surprenant de constater que ce sont les étudiants d'ailleurs au Québec qui trouvent un premier emploi à Montréal dans la plus forte proportion, soit 65 %. Néanmoins, l'enquête de CROP démontre qu'une proportion significative d'étudiants d'ailleurs au Canada et de l'étranger choisissent également Montréal une fois diplômés, 46 % et 36 % respectivement. Autrement dit, Montréal peut attirer pour les études et retenir pour le travail, et cela même pour des étudiants provenant de parties du monde d'où Montréal attire relativement peu d'immigrants diplômés.

¹⁵ CROP, *Étude sur la migration des diplômés des universités montréalaises*, juin 2005.

Les résultats complets de cette étude sont reproduits à l'annexe 1.

¹⁶ *Ibid.*

TABLEAU 8 – LIEU DU PREMIER EMPLOI DES DIPLÔMÉS D'APRÈS LEUR LIEU DE RÉSIDENCE AVANT L'UNIVERSITÉ

1 ^{er} emploi	Total (n = 1227)	Lieu de résidence avant d'aller à l'université			
		Montréal (n = 669)	Ailleurs au Québec (n = 307)	Ailleurs au Canada (n = 118)	À l'étranger (n = 126)
Montréal	70 %	82 %	65 %	46 %	36 %
Ailleurs au Québec	9 %	5 %	25 %	2 %	3 %
Ailleurs au Canada	11 %	8 %	6 %	32 %	13 %
À l'étranger	11 %	4 %	4 %	21 %	48 %

À plus long terme, le sondage de CROP démontre que Montréal perd un peu plus de joueurs, puisqu'au moment de répondre au sondage, la proportion de répondants résidant toujours dans la région de Montréal avait baissé à 60 % (tableau 9¹⁷). Néanmoins, même à moyen terme, un étudiant d'ailleurs au Canada ou de l'étranger sur trois s'établit de façon durable à Montréal.

TABLEAU 9 - SITUATION ACTUELLE (LIEU D'EMPLOI) DES DIPLÔMÉS D'APRÈS LEUR LIEU DE RÉSIDENCE AVANT L'UNIVERSITÉ

Situation actuelle	Total (n = 1227)	Lieu de résidence avant d'aller à l'université			
		Montréal (n = 669)	Ailleurs au Québec (n = 307)	Ailleurs au Canada (n = 118)	À l'étranger (n = 126)
Montréal	60 %	70 %	56 %	36 %	33 %
Ailleurs au Québec	12 %	9 %	33 %	3 %	3 %
Ailleurs au Canada	15 %	14 %	6 %	36 %	16 %
À l'étranger	13 %	7 %	4 %	24 %	48 %

Ce phénomène, est particulièrement intéressant, d'une part, dans la mesure où les talents de l'extérieur du Québec qui demeurent à Montréal le font sans qu'une véritable stratégie concertée de rétention ne soit déployée. Or, dans la mesure où les raisons invoquées par les répondants, tant pour quitter Montréal que pour y demeurer, laissent entrevoir plus d'attachement envers la métropole que de rejet, il y a tout lieu de croire qu'un nombre encore plus grand de ces étudiants pourraient être retenus s'ils étaient l'objet d'efforts délibérés en ce sens.

Une des choses particulièrement intéressantes qui ressort du sondage est le fait que la réalité linguistique montréalaise ne constitue un obstacle ou une raison de quitter Montréal que pour relativement peu d'étudiants. Tout d'abord, les anglophones autant que les allophones (tous lieux de résidence avant l'université confondus) ont trouvé, en majorité (57 % dans les deux cas, tableau 10¹⁸), un premier emploi à Montréal. Dans la même veine, la barrière linguistique a été identifiée spontanément comme principale raison pour quitter Montréal par seulement 7 % des répondants de l'extérieur du Québec et comme raison secondaire par un autre 7 %.

TABLEAU 10 – LIEU DU PREMIER EMPLOI DES DIPLÔMÉS D'APRÈS LA LANGUE DES RÉPONDANTS

1 ^{er} emploi	Total (n = 1227)	Principale langue parlée		
		Français (n = 750)	Anglais (n = 408)	Autre langue (n = 69)
Montréal	70 %	78 %	57 %	57 %
Ailleurs au Québec	9 %	14 %	1 %	3 %
Ailleurs au Canada	11 %	5 %	21 %	11 %
À l'étranger	11 %	4 %	20 %	29 %

¹⁷ Ibid.

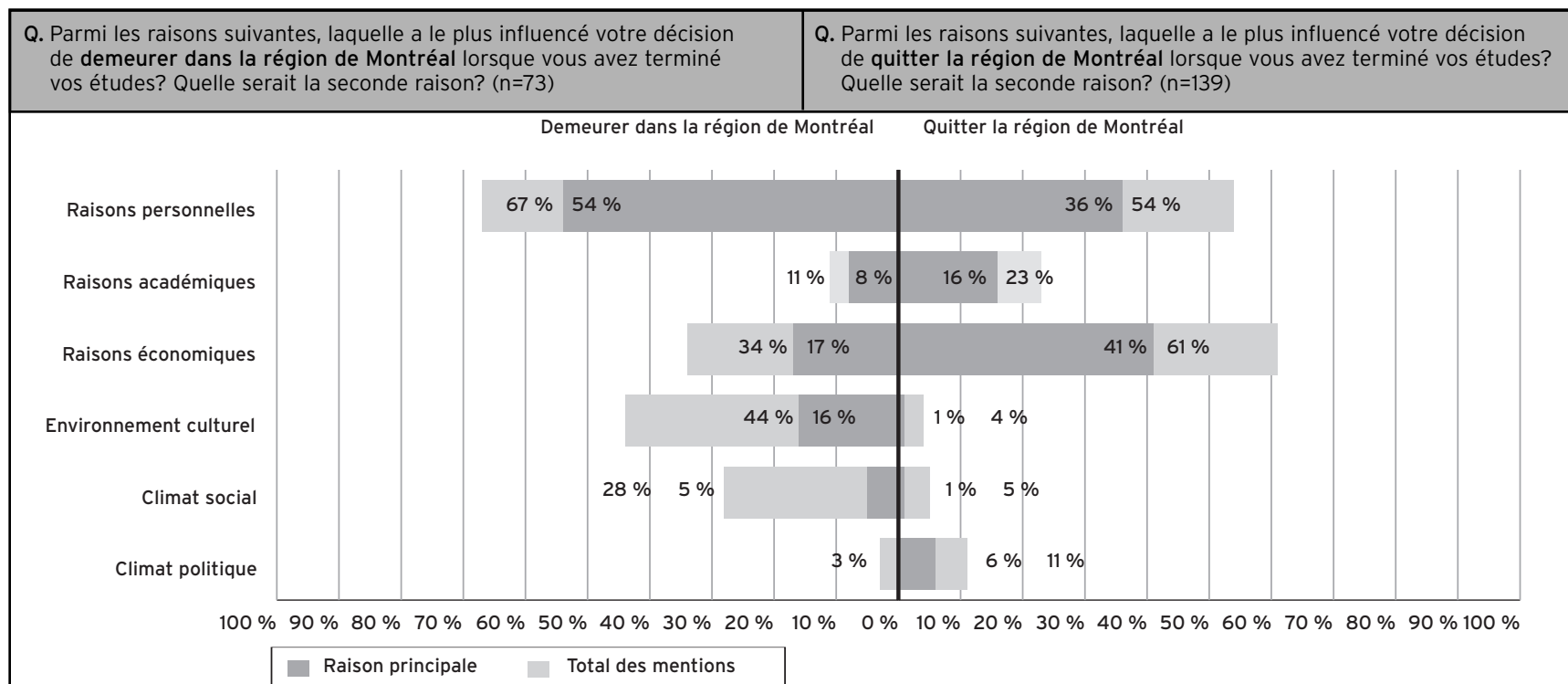
¹⁸ Ibid.

À vrai dire, quand on compare les raisons pour lesquelles les étudiants de l'extérieur du Québec ont quitté Montréal ou ont décidé d'y rester, il est tentant de conclure que c'est avec le cœur qu'on demeure à Montréal... et que c'est avec la raison qu'on la quitte (figure 7¹⁹). Sans surprises, les raisons personnelles sont importantes pour justifier autant un départ que la décision de rester. Toutefois, au-delà de ces considérations toutes naturelles, il est intéressant de remarquer que ce sont les raisons économiques qui priment chez ceux qui ont quitté Montréal (61 % en font mention comparativement à 34 % chez ceux qui restent). Outre les raisons personnelles, c'est l'environnement culturel qui est la raison la plus citée par ceux qui restent (44 % contre 4 % pour ceux qui sont partis), suivie par les raisons économiques et le climat social (28 % contre 5 %).

Que peut-on conclure à la lumière de ces résultats ? D'abord, que les étudiants apprécient Montréal et que ceux qui sont en mesure de le faire profitent de possibilités d'emploi dans la métropole pour en savourer la qualité de vie. Ceux qui partent le font souvent parce qu'ils avaient déjà l'intention de partir, mais plusieurs le font aussi parce qu'ils n'ont pas trouvé dans la métropole un défi économique à leur mesure. Voilà qui met en évidence deux choses : premièrement, la qualité de vie et la vitalité culturelle sont des composantes primordiales de la capacité de Montréal à retenir les individus; deuxièmement, qu'il faut cependant répondre aux besoins et aux aspirations économiques pour que la qualité de vie soit une chose que l'on puisse pleinement apprécier.

¹⁹ Ibid.

FIGURE 7 – RAISONS DE DEMEURER OU DE QUITTER MONTRÉAL DONNÉES PAR LES ÉTUDIANTS ORIGINAIRES DE L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC



Chapitre 4 – Les pistes d'action pour attirer, former et retenir le talent

L'attraction, la formation et la rétention du talent au service du développement

Mesures pour attirer le talent


Dans le contexte démographique québécois actuel, et notamment l'échéance de 2016 où la croissance nette de la main-d'œuvre sera alimentée à 100 % par l'immigration – pour laquelle il est nécessaire de se préparer et de se prévaloir d'un ensemble d'initiatives qui permettra d'y faire face – force est de constater que l'attraction de talents étrangers apparaît comme étant l'une des plus porteuses pour le Québec et sa métropole. Si de multiples initiatives peuvent être mises en place pour attirer ici le talent étranger afin qu'il contribue au développement de la métropole, au même titre que les citoyens montréalais ou les immigrants récemment établis, nous croyons à la Chambre, qu'une **attention particulière devrait être portée à l'attraction d'étudiants étrangers**. Comme il a été démontré précédemment, les universités montréalaises représentent déjà des éléments attractifs majeurs pour les talents étrangers et, aux yeux de la Chambre, cet axe en est un qu'il faut particulièrement explorer.

En effet, ces étudiants représentent des immigrants potentiels d'un très fort calibre puisque, au cours de leurs études à Montréal, ils auront l'occasion de se familiariser avec l'environnement particulier de la métropole, caractérisé notamment par le fait français et une qualité de vie enviée. Non seulement le fait d'étudier à Montréal avant de définitivement s'y établir permet-il d'acquérir une bonne connaissance de la métropole, mais les études effectuées ici permettent aussi de prévenir les problèmes de reconnaissance des diplômés et, surtout, de faciliter l'intégration des étudiants étrangers en leur permettant de créer aisément un réseau social qui leur servira tout au long de leur carrière professionnelle et de leur vie.

Or, dans ce contexte et pour attirer davantage d'étudiants de l'extérieur, il pourrait être de mise d'explorer la possibilité de créer, pour les universités établies sur le territoire de la métropole, un *branding* unique qui faciliterait leur promotion, sur la scène internationale, auprès des étudiants et des futurs étudiants universitaires. Cette initiative pourrait aussi être réalisée en collaboration avec les instances gouvernementales du Canada et du Québec responsables des processus d'immigration qui seraient d'autant facilités que les immigrants potentiels résident déjà au Québec pendant leurs études.

Dans le cadre de telles initiatives de promotion de séjours d'étude, et dans le but d'ajouter à l'attrait du Québec et de Montréal comme lieu favorisant la venue de talents, il pourrait être fort porteur que le processus d'octroi de la résidence permanente soit accéléré lorsque les étudiants étrangers au Québec prévoient travailler à Montréal une fois leurs études terminées. Il pourrait ainsi être intéressant d'explorer la possibilité d'**octroyer la résidence permanente aux personnes récemment diplômées** en échange d'une période de travail de 2 à 3 ans, par exemple, sur le territoire du Québec. Cet élément, s'il constitue un argument de rétention majeur, peut certainement favoriser l'attraction de nombreux étudiants potentiels à choisir Montréal et le Québec, plutôt que d'autres provinces où d'autres États, où les processus d'immigration sont parfois longs, ardues et dissuadants.

Aussi, si de nombreux **programmes d'échanges internationaux** existent déjà au sein des universités québécoises et montréalaises, notamment à HEC Montréal, à la Polytechnique et dans de nombreux départements des quatre universités de la métropole, ceux-ci facilitent la mobilité des chercheurs, des étudiants, ainsi que des professeurs provenant d'universités étrangères.



Aux yeux de la Chambre, ils pourraient certainement être multipliés dans la mesure où de tels échanges et ententes inter-universitaires permettent de positionner davantage les universités d'ici auprès des clientèles estudiantines étrangères, et ce, tout en créant des occasions supplémentaires de collaboration entre chercheurs. De plus, le fait d'impliquer un organisme voué à la promotion de la métropole tel que Tourisme Montréal contribuerait certainement à favoriser l'attrait de la métropole.

Il y aurait également peut-être lieu d'instaurer des **bourses d'excellence** par le biais d'une fondation ou d'un gouvernement pour encourager les étudiants étrangers à obtenir un diplôme universitaire dans une institution montréalaise. Cette initiative pourrait inciter les étudiants à s'établir ici, surtout si la bourse est attribuée en échange de quelques années à temps complet sur le marché du travail.

Si une attention particulière doit être portée à l'attraction des étudiants étrangers, il ne fait aucun doute que les talents expérimentés ne doivent pas demeurer en reste. À cet égard, il importe que la métropole puisse attirer des travailleurs étrangers et, notamment, des travailleurs de haut talent en mesure de combler des postes au sein des grandes entreprises, des organisations internationales ainsi que des sièges sociaux établis à Montréal. Nombreuses sont les initiatives qui peuvent être explorées pour y parvenir, dont certaines qui méritent plus d'attention. Ainsi, dans le domaine des affaires, les chambres de commerce ethniques situées à Montréal pourraient certainement faciliter l'attraction et la venue d'immigrants d'affaires – des pays avec qui elles sont en contact – qui seraient susceptibles de faire des affaires et, éventuellement, de s'établir à Montréal.


De plus, avec les possibilités qu'offrent maintenant les technologies de l'information pour l'envoi massif de documents – notamment le courriel –, il pourrait être judicieux de créer des ententes entre les instances gouvernementales et privées qui oeuvrent dans le domaine du recrutement de même que les services universitaires responsables du suivi avec leurs diplômés. Une telle initiative aurait le double avantage d'offrir aux diplômés des universités montréalaises qui ont quitté la métropole la possibilité de consulter les offres d'emploi offertes à Montréal et de favoriser le rapatriement de diplômés ayant acquis une expérience de travail à l'international.

Enfin, une des mesures de soutien les plus porteuses pour le développement du Québec et de sa métropole réside dans les crédits d'impôt provincial accordés à certains chercheurs et employés étrangers oeuvrant au Québec. Cette mesure, qui contribue considérablement à attirer des talents de renommée internationale à s'établir ici quelques années pour des raisons professionnelles, représente aussi une première étape pour retenir ces personnes de façon permanente.

Mesures pour former le talent

Dans la mesure où l'excellence des institutions universitaires de la métropole contribue largement à attirer des étudiants étrangers à Montréal et plus tard à s'y établir, il est certainement de mise, pour la Chambre, de réitérer l'importance d'un **financement adéquat des universités – stable, récurrent et prévisible** – pour assurer une qualité de la formation. Dans son mémoire sur le financement des universités, déposé le 17 février 2004 devant la Commission parlementaire sur la qualité, l'accessibilité et le financement des universités, la Chambre a insisté sur le fait qu'un réseau universitaire de calibre international est au cœur de la compétitivité économique de l'agglomération urbaine de Montréal. Le sous-financement bien réel auquel sont confrontées nos universités est un constat extrêmement préoccupant auquel il est impératif de réagir sans délai en faisant preuve de créativité. En ce sens, il importe de doter les institutions d'enseignement supérieur des moyens financiers et de la marge de manœuvre nécessaire pour attirer et retenir les professeurs, les chercheurs, ainsi que les étudiants les plus qualifiés. En outre, les universités sont confrontées à des mises à niveau pressantes de leurs infrastructures.

Ainsi, la contribution active de tous les acteurs concernés est une condition essentielle à la mise en place d'une nouvelle structure de financement durable et véritablement adaptée à la réalité à laquelle nous devons faire face collectivement. En demandant au gouvernement de **combler la moitié du déficit annuel d'exploitation** évalué par la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) à 375,3 millions de dollars, l'effort demandé au gouvernement demeure restreint : 187 millions de dollars de plus par année pour les universités, soit 0,36 % du budget total du gouvernement et 1,7 % du budget de l'ordre de 11 milliards de dollars alloués à l'éducation.



S'il ne fait aucun doute que le gouvernement doit accroître sa contribution, il est indispensable que **les entreprises fassent également leur part pour relever le financement des universités**. Là où la communauté des affaires peut faire une différence tangible, c'est par l'affirmation d'un plus grand leadership en matière d'éducation, de formation et de recherche. Au cours des dernières années, le secteur privé a souvent été parmi les contributeurs financiers les plus importants pour la réalisation de nouveaux investissements dans les universités de la métropole, notamment par le biais des fondations. En plus de poursuivre cette pratique, la communauté des affaires pourrait, selon la Chambre, donner encore plus de portée à cette implication. De même, la mise en place de nouveaux mécanismes par lesquels le secteur privé deviendrait partenaire des étudiants pour le paiement de frais de scolarité accrus serait également une option à développer.

Si le gouvernement et le secteur privé s'engagent à faire leur part, la Chambre se montre également favorable à ce que **les étudiants assument une part plus importante des coûts relatifs à leur formation** qui sont, de loin, les plus faibles de toutes les provinces canadiennes. Bien entendu, cela ne peut se faire que dans la mesure où cette contribution accrue ne représente pas, pour les moins nantis, un obstacle à leur accès à l'université.

Mesures pour retenir le talent

Le front de la rétention dans la grande bataille du talent est tout aussi important que celui de l'attraction ou de la formation. Il s'agit de déployer des mesures qui permettent de retenir le talent alors qu'il est de passage à Montréal. Les mesures proposées plus bas sont très variées : certaines peuvent être mises en place dès qu'il y aura une volonté dans ce sens; d'autres cependant pourront prendre davantage de temps. Quoi qu'il en soit, toutes méritent d'être étudiées et sopesées. Elles ont été divisées entre celles qui s'adressent à l'étudiant, qu'il soit étranger ou non, en train d'achever des études menant au diplôme et celles qui s'adressent aux immigrants qualifiés.

Concernant les étudiants en général, pour s'assurer que leur talent soit canalisé ici, il y aurait lieu de créer des **passerelles entre les entreprises privées et les étudiants**, notamment en favorisant l'embauche, par des entreprises privées, de futurs diplômés sur les campus des universités.


Également, des **foires de recrutement et des visites d'entreprises** pourraient être organisées plus souvent pour créer des occasions d'échanges entre les employeurs et les étudiants.

Enfin, le gouvernement du Québec pourrait étudier la possibilité d'autoriser le **remboursement**, par leurs employeurs, des **dettes d'études** des employés nouvellement diplômés et que ces montants soient admissibles à la loi du 1 % de formation de la main-d'œuvre des employés.

En plus des mesures destinées aux étudiants en général, il faut se pencher sur le cas des étudiants étrangers qu'il serait fort souhaitable de retenir ici, à Montréal. Comme nous l'avons vu précédemment, tout indique que les institutions de formation montréalaises semblent jouir d'une solide réputation à l'international. Ce sont quelque 15 000 étudiants étrangers, francophones ou non, qui choisissent de poursuivre une partie ou la totalité de leur scolarité universitaire dans notre métropole. Il y aurait avantage à retenir ici ce bassin de jeunes talents, en les intégrant bien à la vie étudiante montréalaise, pour que des affinités et des liens soient créés, et en leur proposant par la suite des façons d'intégrer le marché du travail.

Cela peut passer par le **jumelage ou le parrainage** systématique, pendant au moins un mois, des étudiants étrangers au moment de leur arrivée dans les établissements montréalais. Cela peut également passer par la création d'une **cité universitaire** où les étudiants québécois et étrangers résident, à frais modiques, et ce, dans un même établissement. Il nous apparaît important ici d'insister sur le caractère mixte de cette cité, pour que les étudiants se sentent accueillis et soutenus par leurs pairs québécois. Bref, les étudiants étrangers doivent vivre une expérience montréalaise. Et cette cité serait un projet structurant pour la métropole.

Il serait intéressant d'inciter les étudiants à considérer les **programmes coop** ou les programmes dans lesquels un stage est obligatoire dans le cursus académique. Ces programmes offrent l'avantage d'acquérir une première expérience de travail québécoise et d'intégrer plus facilement le marché du travail par la suite.



À la fin de leurs études à Montréal, il serait de mise d'offrir systématiquement **un suivi et du soutien** aux étudiants internationaux dans le cadre d'une campagne de rétention orchestrée conjointement par les universités et les services d'immigration. Ce suivi devrait permettre de répondre aux questions suivantes : Quels sont leurs projets ? Veulent-ils continuer leur scolarité ? Comptent-ils travailler ? Ont-ils besoin de soutien dans leurs démarches d'immigration ? En somme, il faudrait s'assurer que tout ait été mis en œuvre pour les encourager à rester, et qu'ils ne quittent pas Montréal par défaut.

Dans le cas où l'étudiant étranger souhaiterait rester à Montréal pour poursuivre des études supplémentaires et s'engager à y demeurer à moyen terme (une fois son échange interuniversitaire terminé ou son diplôme obtenu), ce dernier pourrait être encouragé par des mesures incitatives telles que, par exemple, des **frais de scolarité d'étudiant canadien** (qui sont entre 5 et 6 fois moins élevés que ceux imposés aux étrangers).

Pour que l'étudiant s'intègre bien à Montréal, il faudrait sans tarder lui permettre de travailler. Encore en ce moment, les étudiants qui arrivent à Montréal sont pourvus d'un visa qui ne leur permet pas de travailler, sauf à l'intérieur de l'enceinte universitaire. Cela constitue toutefois une exception à la règle générale car, dans les universités en région, les étudiants étrangers ne sont pas soumis à cette contrainte. Pour la Chambre, les lois de l'immigration devraient être assouplies en levant cette interdiction afin **que les étudiants internationaux à Montréal puissent obtenir un visa de travail en bonne et due forme, ce qui leur permettrait de travailler en dehors du campus universitaire**. Un stage (rémunéré ou non) ou un emploi à temps partiel leur permettra de se familiariser avec un milieu professionnel et de s'intégrer plus facilement sur le marché du travail, dès que l'occasion d'un emploi se présentera, car un employeur potentiel accorde plus de reconnaissance à une expérience de travail québécoise. De plus, faciliter le travail des étudiants étrangers permettra en retour à ces derniers de s'engager plus facilement dans les démarches coûteuses d'obtention de leur **résidence permanente** et de se trouver un emploi d'autant plus facilement à Montréal.

En ce qui concerne plus particulièrement les étudiants étrangers dans les facultés de médecine, ils sont, comme leurs camarades québécois, fortement encouragés à aller pratiquer en région pendant plusieurs années, une fois leur diplôme en poche. S'ils choisissent de rester à Montréal, ils toucheront alors un salaire qui est bien en deçà de la moyenne dans cette profession. Il serait donc important de songer à **ne pas contraindre les étudiants étrangers nouvellement diplômés, par exemple les étudiants en médecine, de travailler en région**, car ces derniers pourraient opter pour s'établir ailleurs.

En plus des mesures qui s'adressent aux étudiants étrangers – car ils représentent une clientèle de choix à l'immigration (ils sont déjà ici et ils sont déjà formés ici) – il ne faut pas non plus oublier les immigrants qualifiés. En choisissant de s'établir à Montréal, ces derniers doivent relever plusieurs défis dont celui de s'adapter à une nouvelle culture, un nouvel environnement et, ultimement, à un nouvel emploi. Mais avant même de pouvoir travailler, ils doivent surmonter un obstacle considérable : celui de faire reconnaître leur diplôme pour pouvoir être employés dans leur domaine. Dans de très nombreux cas, la reconnaissance des acquis n'est pas automatique – même loin de l'être –, et ce, particulièrement dans les milieux syndiqués ou gérés par des ordres professionnels. Bien que ce ne soit pas des domaines fermés, les étrangers doivent surmonter de nombreux obstacles avant de pouvoir pratiquer leur métier : apprentissage du français, cours d'appoint ou, dans certains cas, diplôme d'appoint, examen de connaissances, etc. Il serait donc à propos de s'assurer que toutes ces étapes ne sont pas protectionnistes, mais bien nécessaires pour la sécurité des citoyens et l'équilibre des marchés et qu'au bout du compte, **les acquis (diplôme et/ou expérience de travail) soient reconnus** pour que le talent puisse être mis à profit rapidement et efficacement. Sinon, c'est une autre métropole qui bénéficiera de la présence de ces immigrants qualifiés, et il y a fort à parier que ces derniers ne feront pas les meilleurs ambassadeurs pour Montréal. Pour une ville qui cherche à attirer le talent, ces résultats sont doublement négatifs.

Annexe 1 – Étude sur la migration des diplômés des universités montréalaises – CROP



Contexte et objectifs

Ce rapport d'analyse présente les résultats d'une étude réalisée par CROP pour la Chambre de commerce du Montréal métropolitain sur les processus de migration des diplômés universitaires montréalais.

Plus précisément, cette étude vise à :

- > tracer le parcours professionnel des diplômés montréalais après l'obtention de leur diplôme;
- > définir les facteurs qui les incitent à rester ou à quitter Montréal après l'obtention de leur diplôme;
- > découvrir les plans de migration des diplômés au cours des deux prochaines années;
- > comparer le portrait des diplômés québécois qui ont quitté le Québec au portrait de ceux qui y sont restés.

Ce sondage a été rendu possible grâce à la collaboration de :



Méthodologie

Population d'étude

- > Les diplômés universitaires de quatre universités montréalaises : l'Université de Montréal, l'Université McGill, l'Université Concordia et l'Université du Québec à Montréal et son institution affiliée, l'École de technologie supérieure.
- > 10 000 courriels d'invitation ont été envoyés aux diplômés, soit 2 000 pour chaque institution.

Collecte des données

- > La collecte de données a été effectuée par CROP au moyen d'un sondage Web réalisé du 5 au 9 juin 2005.
- > Les courriels d'invitation ont été envoyés soit par CROP, soit par l'université auprès de ses propres diplômés.

Résultats administratifs

- > Au total, 1 329 répondants ont donné suite au questionnaire en ligne soit :
 - Université de Montréal : 367
 - Université McGill : 216
 - Université Concordia : 324
 - Université du Québec à Montréal : 184
 - École de technologie supérieure : 238
- > La marge d'erreur maximale est de plus ou moins 0,98 %, 19 fois sur 20.

Traitement des données

- > Les résultats pour lesquels la taille de l'échantillon est inférieure à 30 doivent être interprétés avec prudence. Ils sont présentés uniquement à titre indicatif. À cet effet, aucune inférence statistique ne doit être faite à partir de ces données.
- > Le total de certains résultats n'égalise pas toujours 100 % puisque les calculs sont basés sur des pourcentages arrondis.
- > Lorsque cela est pertinent, des différences statistiquement significatives sont indiquées par des chiffres dans une bulle ◻ ou un cercle ○
- > Lorsqu'un sous-groupe de répondants est proportionnellement plus nombreux que le reste de la population à afficher une certaine attitude, et ce, de façon statistiquement significative, on parle de «surreprésentation».
- > Les données sont pondérées en fonction du bassin d'étudiants de chaque université afin que l'échantillon reflète le poids statistique réel de l'opinion de ces groupes dans l'ensemble de la population étudiée.
- > La base de pondération est la suivante :
 - Université de Montréal : 37 150
 - Université McGill : 32 143
 - Université Concordia : 30 931
 - Université du Québec à Montréal : 42 257
 - École de technologie supérieure : 4 500

Principaux constats

Les universités de Montréal représentent-elles une force d'attraction auprès des populations étudiantes ?

- > Oui, puisque 43 % des répondants habitaient à l'extérieur de Montréal avant d'entreprendre leurs études universitaires

Par contre, la rétention des étudiants diplômés n'est pas à son plus fort :

- > 70 % trouvent un emploi dans la région métropolitaine de Montréal après leurs études
- > Mais 30 % quittent Montréal après l'obtention de leur diplôme
- > Cette proportion atteint autour de 60 % chez les diplômés qui résidaient ailleurs au Canada ou à l'étranger avant leurs études

Les motivations pour quitter Montréal sont de nature économique, et particulièrement reliées à l'emploi :

- > Occasions d'emploi ailleurs
- > Difficulté de trouver un emploi à Montréal

Les raisons personnelles représentent la seconde motivation :

- > Retour dans sa région ou son pays d'origine

Spontanément, la barrière linguistique et le climat politique ne semblent pas être des raisons déterminantes pour expliquer le départ de la majorité de ceux qui quittent Montréal après leurs études.

D'autre part, les forces de rétention de Montréal résident également dans des aspects économiques :

- > Possibilités d'emploi à Montréal (ceux qui demeurent ailleurs au Québec - francophones)
- > Coût de la vie (anglophones, allophones, nés à l'étranger)

Mais ces forces sont aussi reliées à l'attachement familial et sentimental à Montréal :

- > La famille et les amis y résident
- > Parce qu'on aime y vivre (réponse spontanée de 30 % des répondants)

Ainsi, qu'à la qualité de vie montréalaise :

- > Un des trois raisons les plus importantes pour expliquer la motivation à demeurer à Montréal (question assistée)

La migration se poursuit après les années qui suivent l'obtention du diplôme, et ce processus semble défavorable pour Montréal :

- > De 70 % qu'ils étaient à avoir trouvé un emploi à Montréal après leurs études, cette proportion glisse à 60 % aujourd'hui (certains qui avaient trouvé un emploi à Montréal n'y sont plus)
- > Et cette tendance pourrait potentiellement se poursuivre dans l'avenir (manifestée par 12 % des répondants résidant présentement au Québec qui envisageraient de quitter le territoire québécois au cours des deux prochaines années)

Et la principale raison qui expliquerait un éventuel départ de ce sous-groupe :

- > Une carrière plus intéressante hors de Montréal

Notons toutefois que parmi ceux qui ne résident pas à Montréal actuellement, 21 % envisageraient d'y revenir au cours des deux prochaines années :

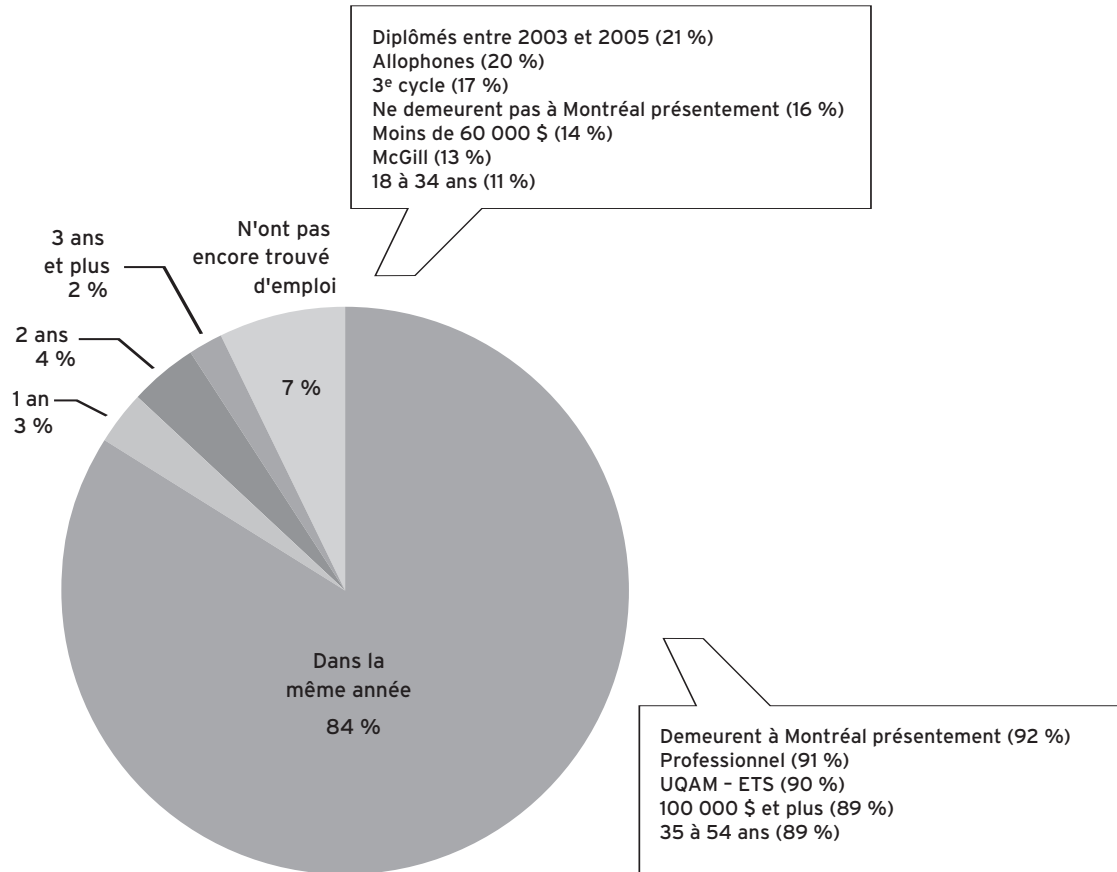
- > Certains ont mentionné vouloir y revenir comme touriste uniquement

Analyse des résultats

Parcours des diplômés après l'obtention de leur diplôme

Recherche d'emploi après l'obtention du diplôme

Q. Combien de temps après avoir obtenu votre diplôme avez-vous trouvé un emploi ?



n = 1329

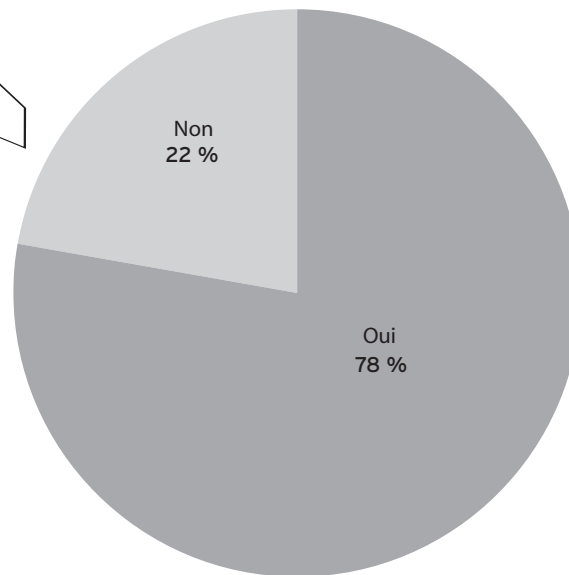
Analyse des résultats

Parcours des diplômés après l'obtention de leur diplôme

Emploi dans le domaine d'étude

Q. Avez-vous trouvé un emploi dans le domaine dans lequel vous avez étudié ?

Employés de bureau (47 %)
Anglophones (33 %)
Concordia (33 %)
Diplômés avant 1985 (32 %)
Demeuraient ailleurs au Canada avant d'aller à l'université (32 %)
Demeuraient à l'étranger avant d'aller à l'université (31 %)
McGill (29 %)
Baccalauréat (28 %)



3^e cycle (92 %)
Université de Montréal (90 %)
Demeuraient ailleurs au Québec avant d'aller à l'université (87 %)
Professionnels (85 %)
Francophones (83 %)

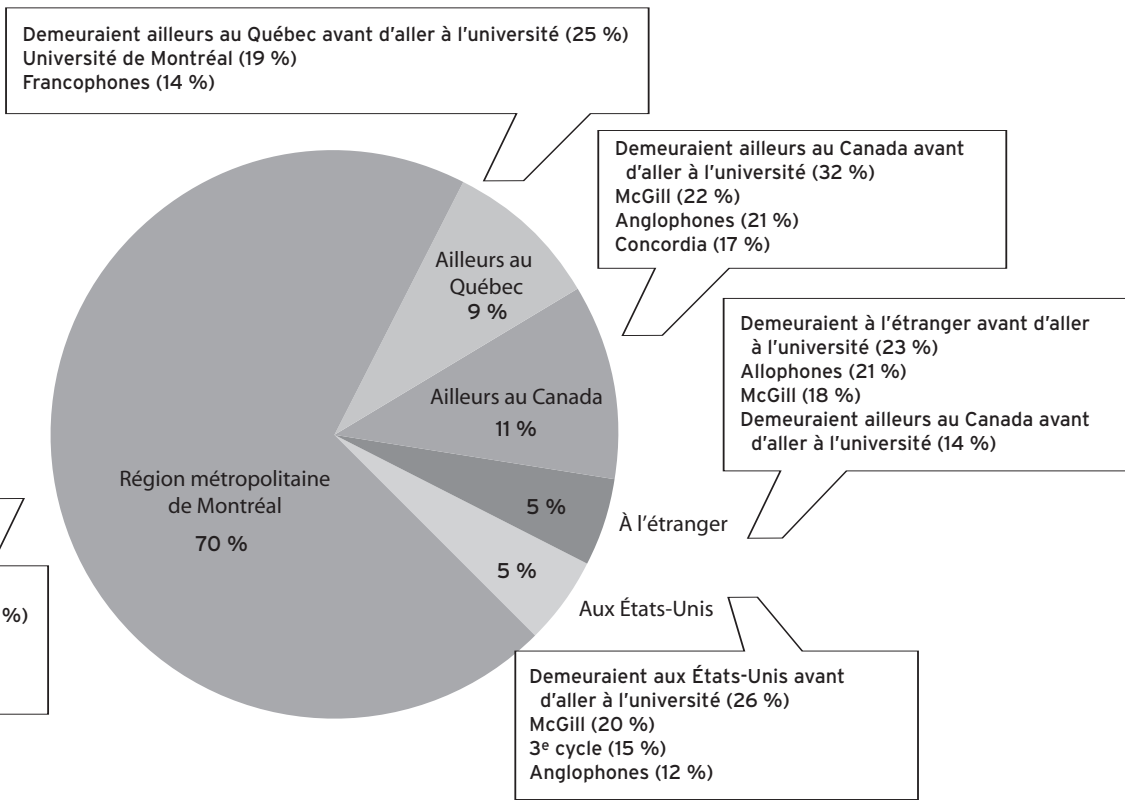
n = 1227
Parmi les répondants ayant trouvé un emploi

Analyse des résultats

Parcours des diplômés après l'obtention de leur diplôme

Emploi dans le domaine d'étude

Q. Le premier emploi que vous avez trouvé était-il dans la région métropolitaine de Montréal ? Sinon, précisez la région du Québec, la province canadienne, l'État américain ou le pays.



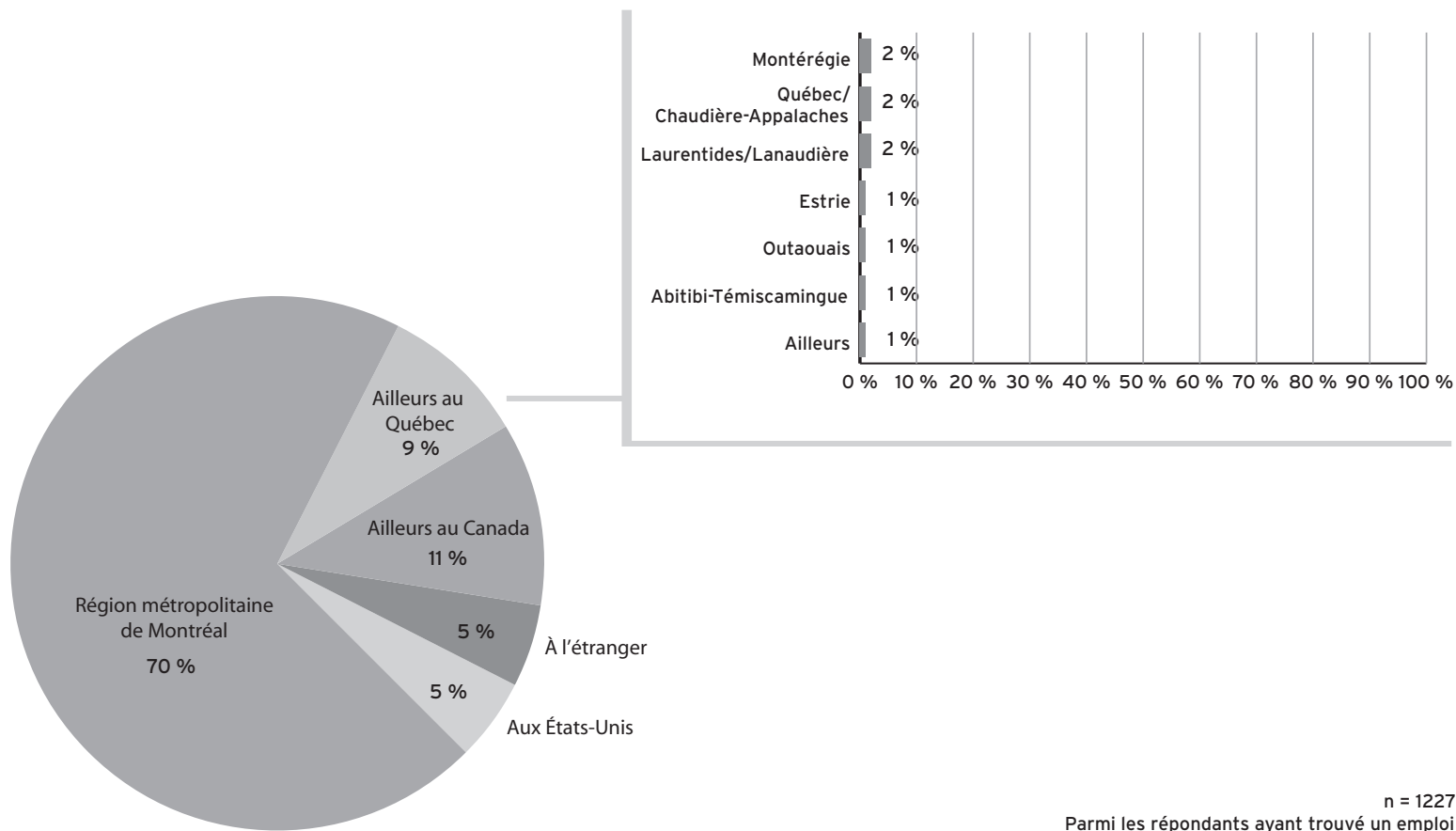
n = 1227
Parmi les répondants ayant trouvé un emploi

Analyse des résultats

Parcours des diplômés après l'obtention de leur diplôme

Emploi dans le domaine d'étude - Migration au Québec

Q. Le premier emploi que vous avez trouvé était-il dans la région métropolitaine de Montréal ? Sinon, précisez dans quelle région du Québec.

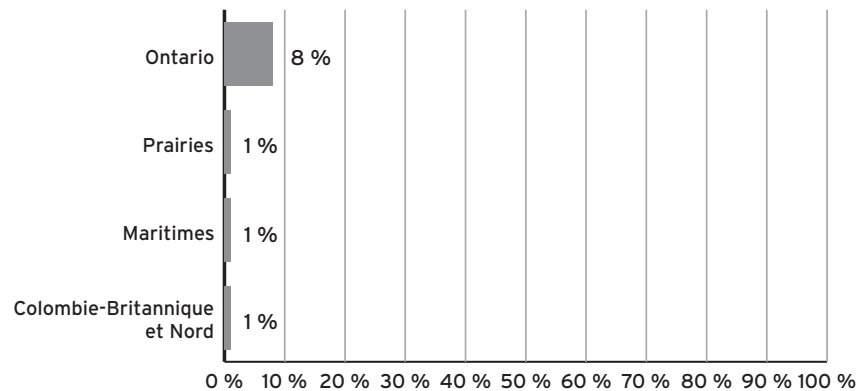
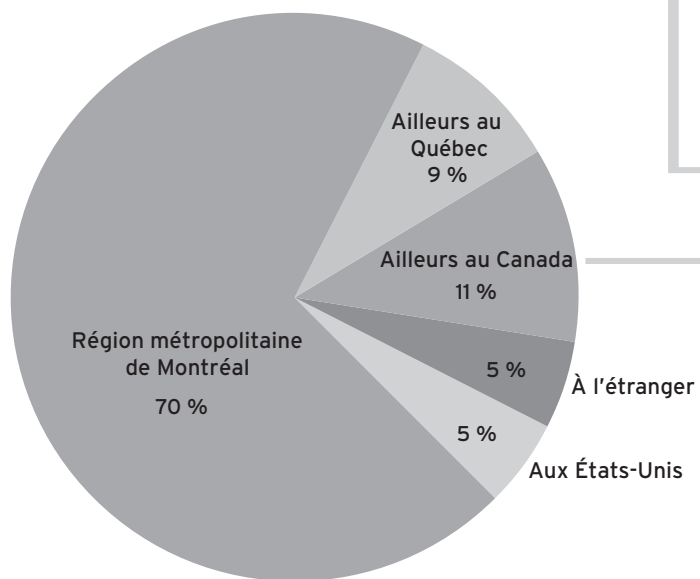


Analyse des résultats

Parcours des diplômés après l'obtention de leur diplôme

Emploi dans le domaine d'étude - Migration au Canada

Q. Le premier emploi que vous avez trouvé était-il dans la région métropolitaine de Montréal ? Sinon, précisez dans quelle province canadienne.



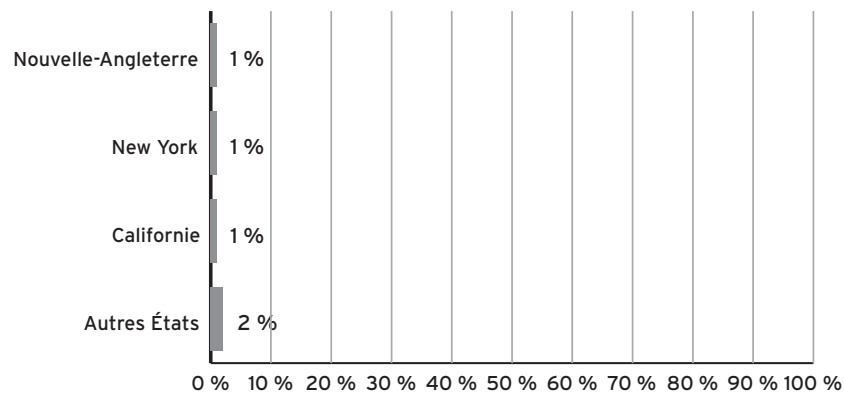
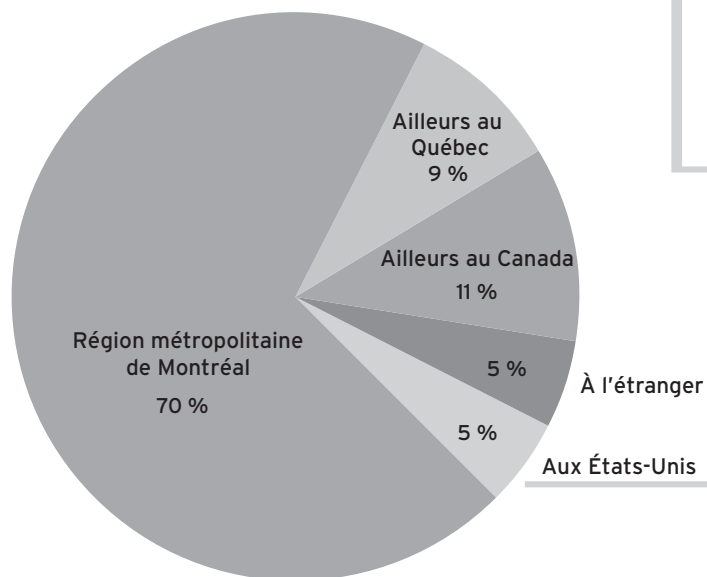
n = 1227
Parmi les répondants ayant trouvé un emploi

Analyse des résultats

Parcours des diplômés après l'obtention de leur diplôme

Emploi dans le domaine d'étude - Migration aux États-Unis

Q. Le premier emploi que vous avez trouvé était-il dans la région métropolitaine de Montréal ? Sinon, précisez dans quel État américain.



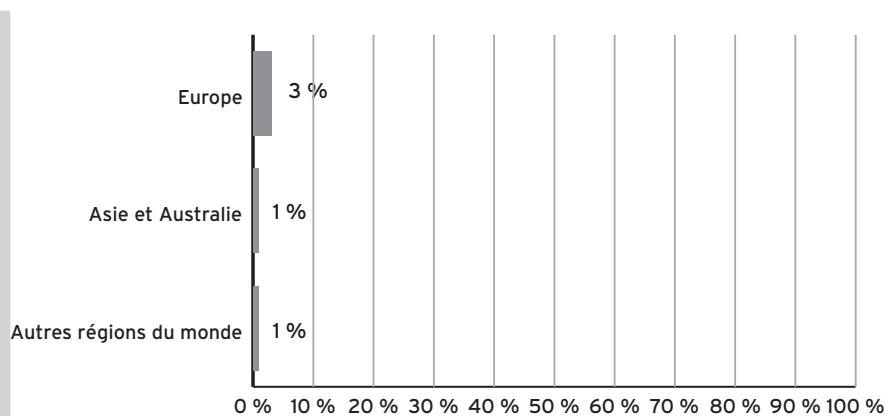
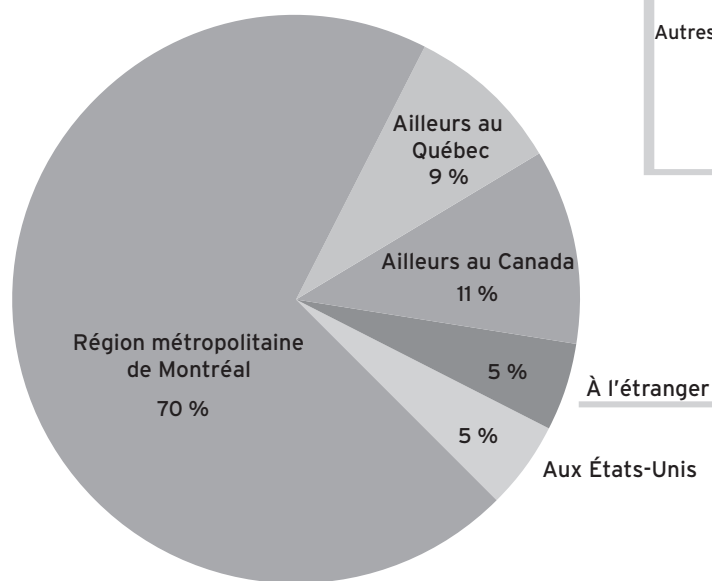
n = 1227
Parmi les répondants ayant trouvé un emploi

Analyse des résultats

Parcours des diplômés après l'obtention de leur diplôme

Emploi dans le domaine d'étude - Migration à l'étranger

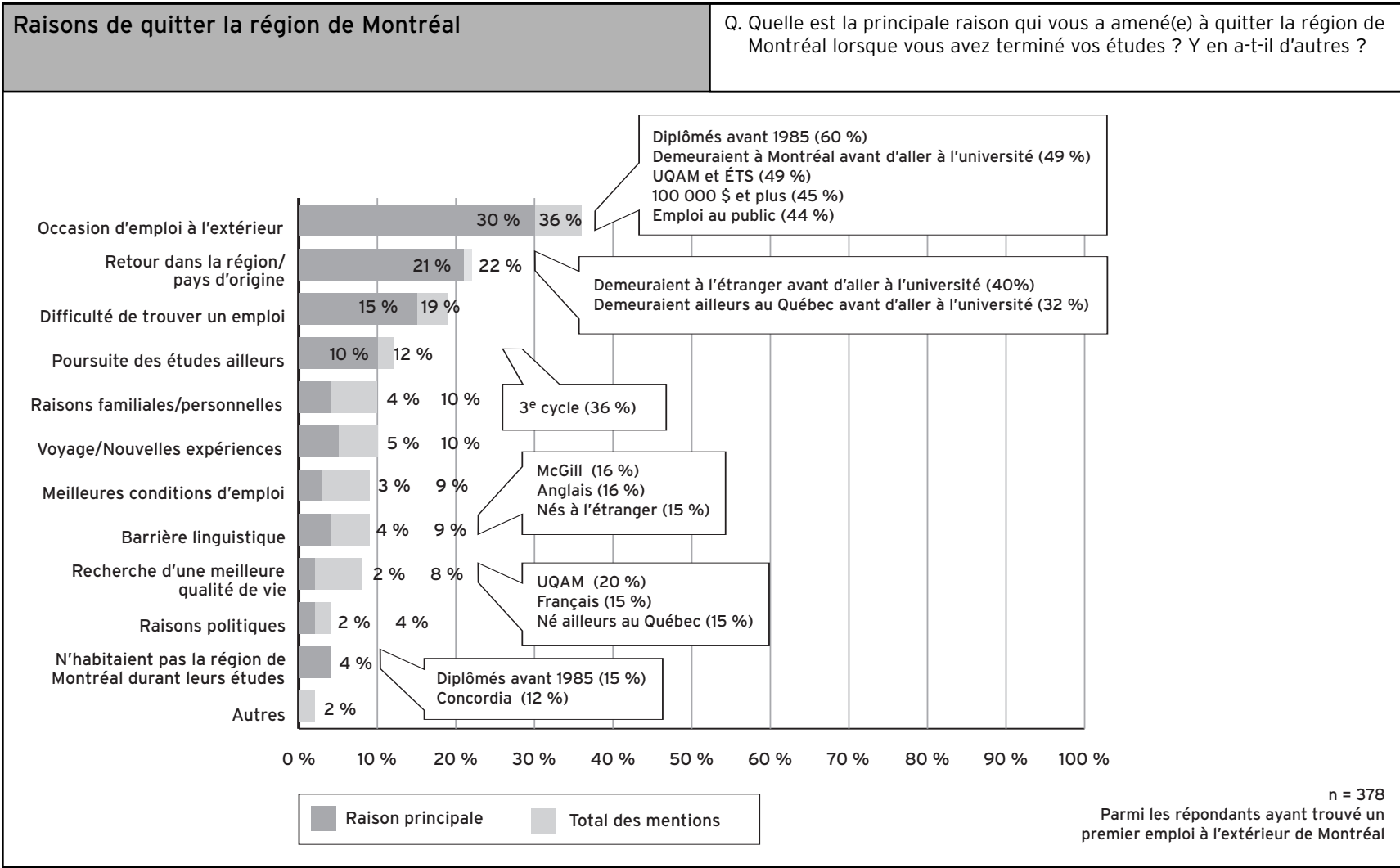
Q. Le premier emploi que vous avez trouvé était-il dans la région métropolitaine de Montréal ? Sinon, précisez dans quel pays.



n = 1227
Parmi les répondants ayant trouvé un emploi

Analyse des résultats

Répondants qui ont quitté Montréal après l'obtention d'un premier emploi

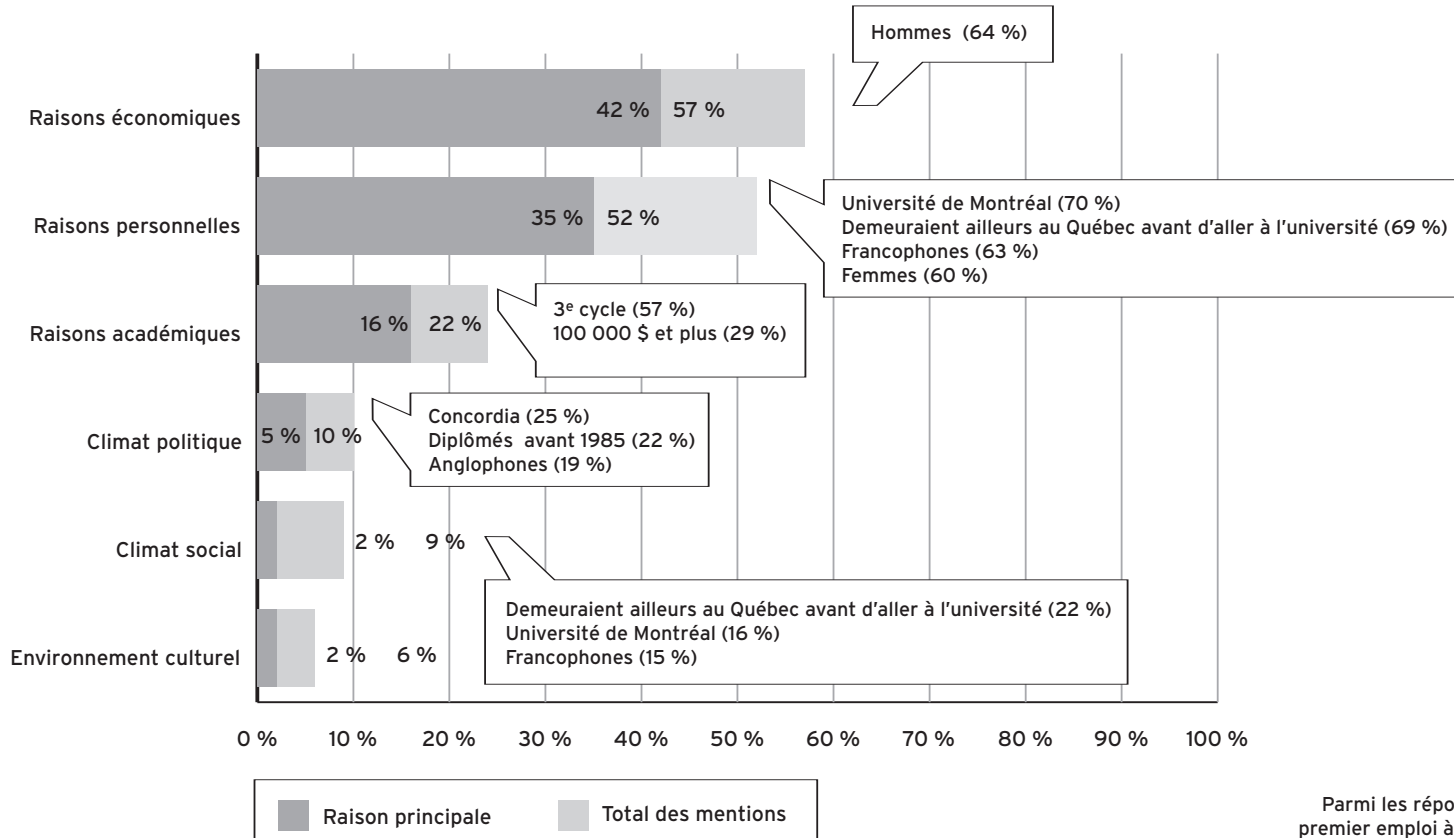


Analyse des résultats

Répondants qui ont quitté Montréal après l'obtention d'un premier emploi

Raisons de quitter la région de Montréal

Q. Parmi les raisons suivantes, laquelle a le plus influencé votre décision de quitter la région de Montréal lorsque vous avez terminé vos études ?
Quelle serait la seconde raison ?



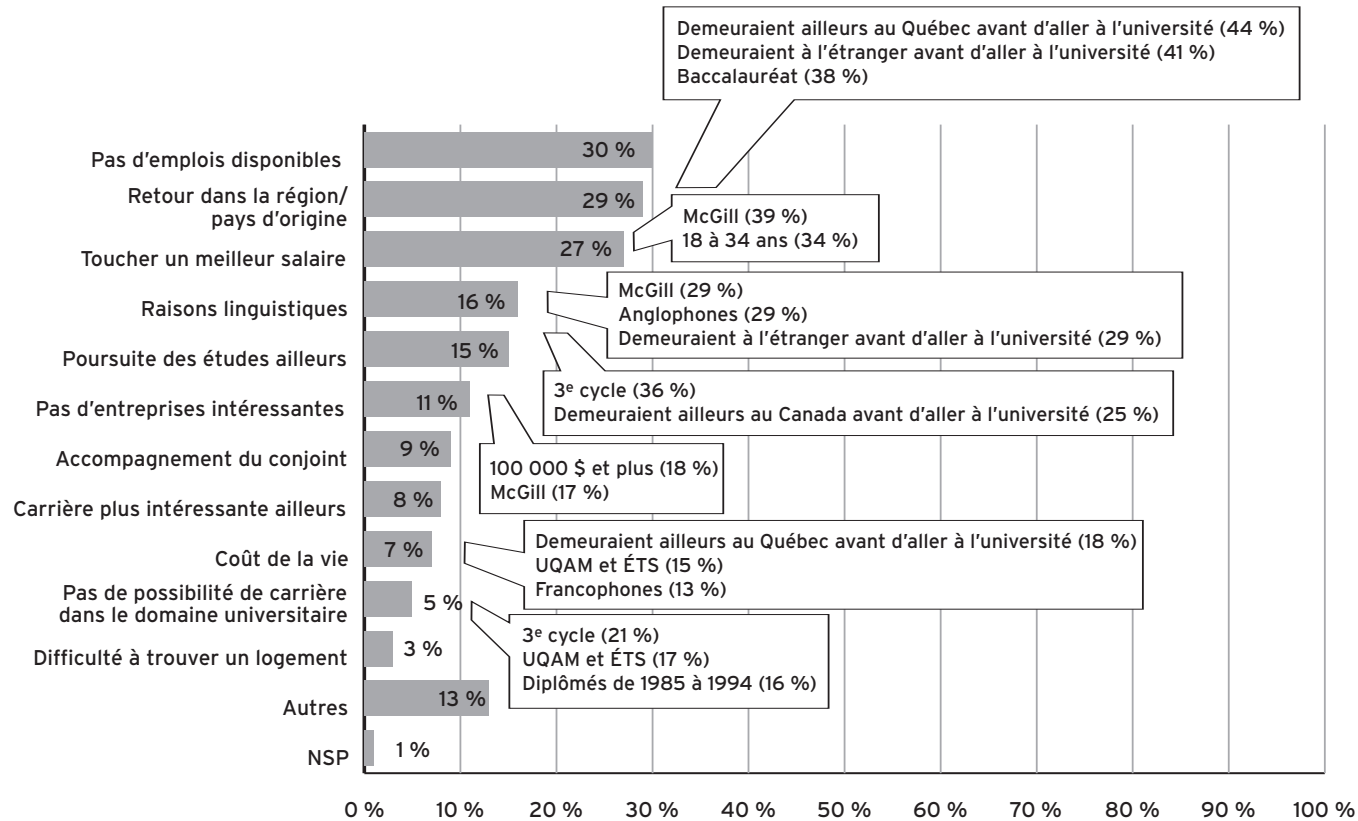
n = 378
Parmi les répondants ayant trouvé un premier emploi à l'extérieur de Montréal

Analyse des résultats

Répondants qui ont quitté Montréal après l'obtention d'un premier emploi

Raisons de quitter la région de Montréal

Q. Parmi les raisons plus précises suivantes, lesquelles s'appliquent pour expliquer votre décision d'avoir quitté la région de Montréal lorsque vous avez terminé vos études ?



■ Raison principale

n = 378
Parmi les répondants ayant trouvé un premier emploi à l'extérieur de Montréal

Analyse des résultats

Répondants qui ont quitté Montréal après l'obtention d'un premier emploi

Toutes raisons confondues

- > Concordia, McGill
- > Anglophones, allophones
- > Nés à l'étranger ou ailleurs au Canada
- > Résidaient à l'étranger ou ailleurs au Canada avant d'aller à l'université
- > 3^e cycle
- > 18 à 34 ans
- > Diplômés entre 2000 et 2002 ou avant 1985

Raisons économiques

Incluant occasions et conditions d'emploi, difficulté de trouver un emploi, salaires offerts et intérêt à l'égard des carrières et des entreprises

- > UQAM et ÉTS, McGill
- > 100 000 \$ et plus, de 60 000 à 100 000 \$
- > Résidaient à Montréal avant d'aller à l'université
- > 2^e et 3^e cycles
- > 18 à 34 ans, 35 à 54 ans
- > Hommes
- > Diplômés avant 1985
- > Employeur public

Raisons académiques

Incluant poursuite des études ailleurs et possibilité de faire carrière dans le milieu universitaire

- > 3^e cycle
- > 100 000 \$ et plus
- > Demeuraient ailleurs au Canada avant d'aller à l'université

Raisons personnelles

Incluant retour dans région/pays d'origine, raisons familiales et personnelles, voyages et nouvelles expériences, barrière linguistique

- > McGill
- > Femmes
- > Nés ailleurs au Québec et y résidaient avant d'aller à l'université
- > Résidaient à l'étranger avant d'aller à l'université
- > UQAM et ÉTS, Université de Montréal
- > Baccalauréat
- > Francophones
- > Employeur privé

Climat politique

- > Concordia
- > Diplômés avant 1985
- > Anglophones
- > Demeuraient à Montréal avant d'aller à l'université

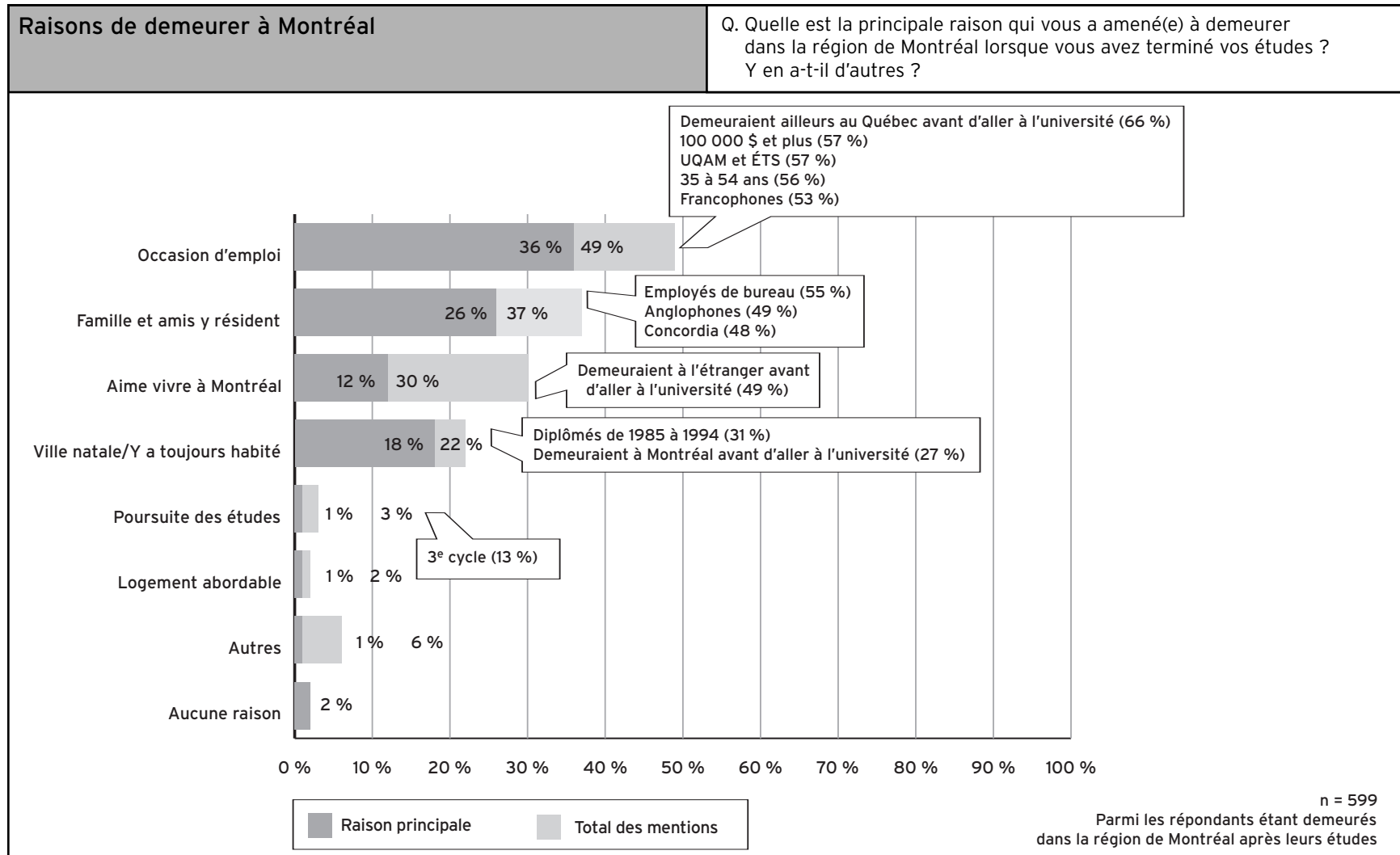
Climat social

Incluant qualité de vie et coût de la vie

- > UQAM et ÉTS, Université de Montréal
- > Nés ailleurs au Québec
- > Demeuraient ailleurs au Québec avant d'aller à l'université
- > Francophones

Analyse des résultats

Répondants qui sont restés à Montréal après l'obtention d'un premier emploi

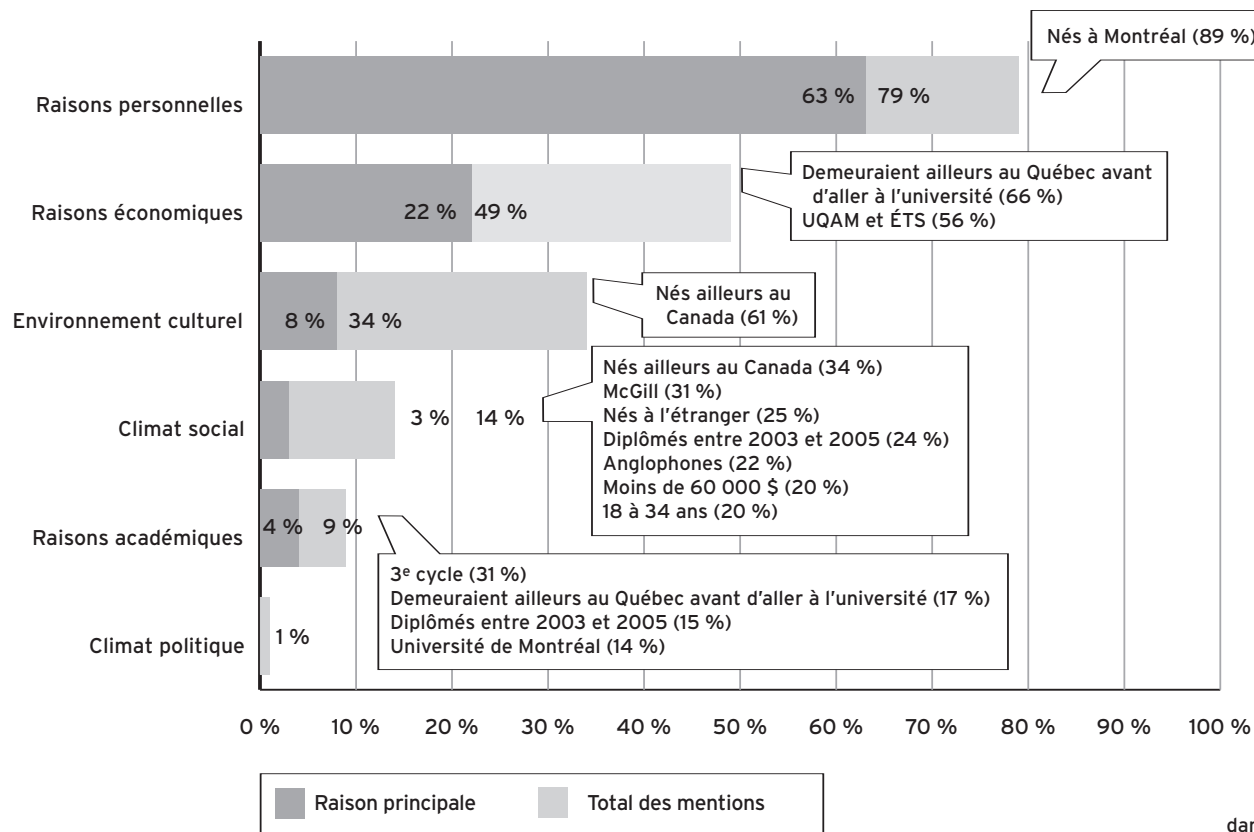


Analyse des résultats

Répondants qui sont restés à Montréal après l'obtention d'un premier emploi

Raisons de demeurer à Montréal

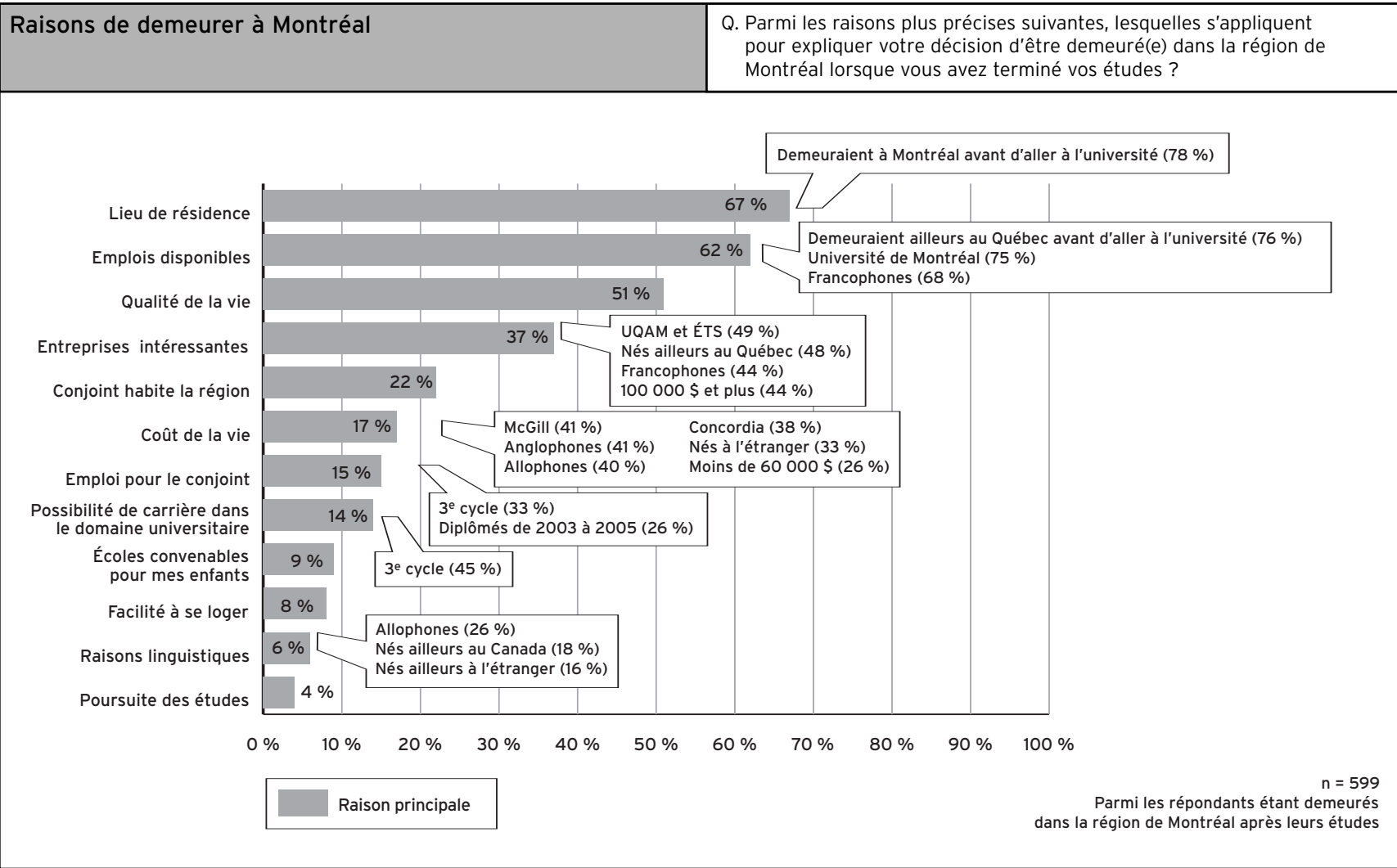
Q. Parmi les raisons suivantes, laquelle a le plus influencé votre décision de demeurer dans la région de Montréal lorsque vous avez terminé vos études ? Quelle serait la seconde raison ?



n = 599
Parmi les répondants étant demeurés dans la région de Montréal après leurs études

Analyse des résultats

Répondants qui sont restés à Montréal après l'obtention d'un premier emploi



Analyse des résultats

Situation actuelle

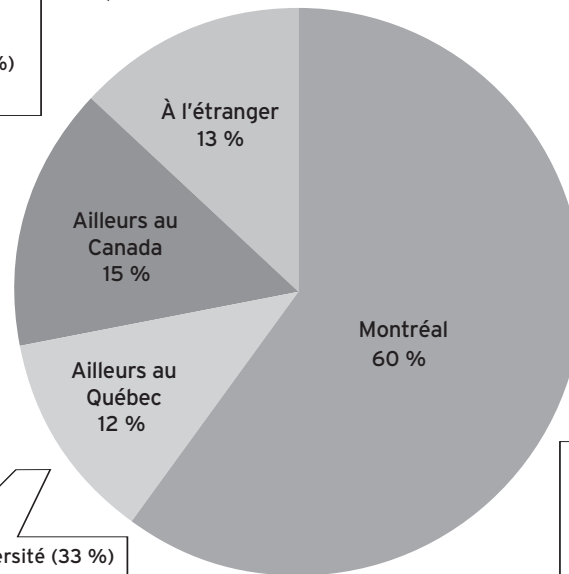
Situation actuelle

Q. Êtes-vous toujours dans la même ville où vous étiez lorsque vous avez débuté votre emploi après l'université ?

Demeuraient à l'étranger avant d'aller à l'université (48 %)
 McGill (40 %)
 Allophones (34 %)
 Demeuraient ailleurs au Canada avant d'aller à l'université (24 %)
 Anglophones (25 %)
 3^e cycle (22 %)
 Diplômés entre 2000 et 2002 (21 %)
 18 à 34 ans (20 %)

Demeuraient ailleurs au Canada avant d'aller à l'université (36 %)
 Concordia (36 %)
 Anglophones (35 %)
 Diplômés avant 1985 (32 %)
 55 ans et plus (31 %)
 McGill (23 %)

Demeuraient ailleurs au Québec avant d'aller à l'université (33 %)
 Université de Montréal (25 %)
 Francophones (19 %)
 Employeur public (16 %)



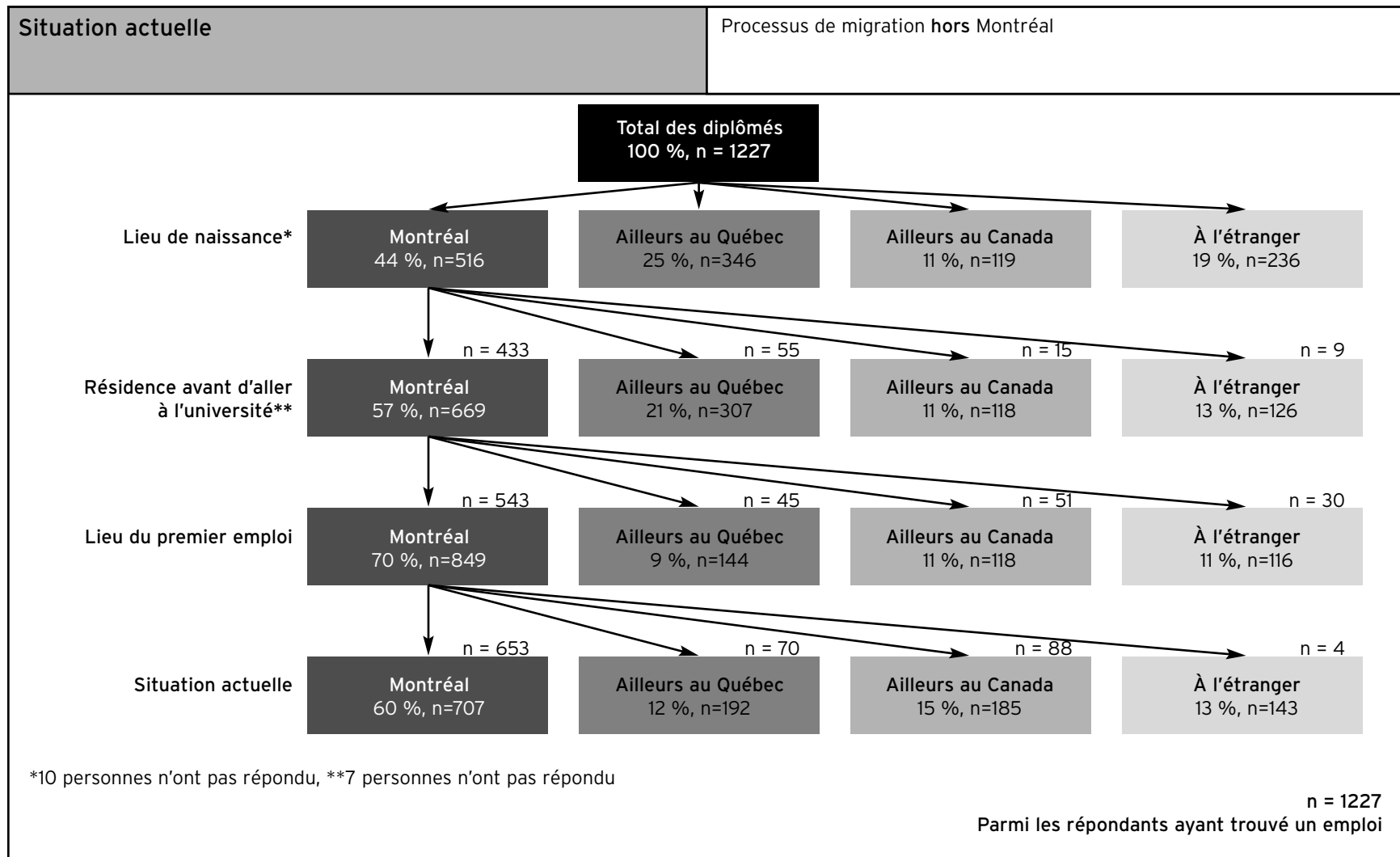
UQAM et ÉTS (80 %)
 Diplômés de 1985 à 1994 (74 %)
 Francophones (73 %)
 Demeuraient à Montréal avant d'aller à l'université (70 %)
 35 à 54 ans (68 %)

n = 1227

Parmi les répondants ayant trouvé un emploi

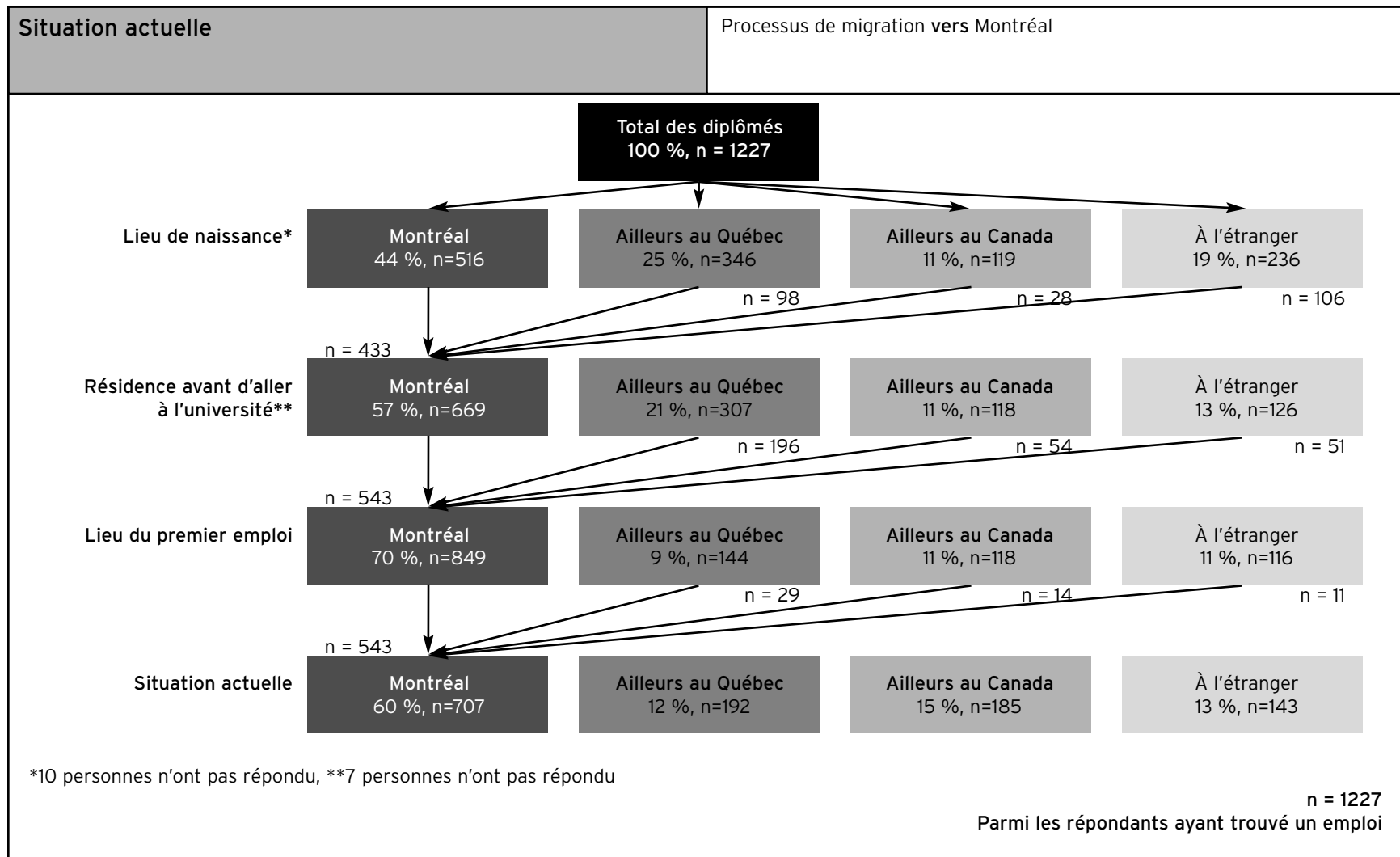
Analyse des résultats

Situation actuelle



Analyse des résultats

Situation actuelle



Analyse des résultats

Situation actuelle

Situation actuelle des diplômés d'après leur lieu de résidence avant l'université

Une forte majorité (70 %) des diplômés qui demeuraient à Montréal avant d'aller à l'université habitent toujours cette ville présentement, tandis que le tiers des diplômés qui résidaient ailleurs au Canada ou à l'étranger y sont toujours. Pour chacun de ces deux derniers groupes, environ 60 % des répondants sont maintenant établis ailleurs au Canada ou à l'étranger.

Lieu de résidence avant d'aller à l'université

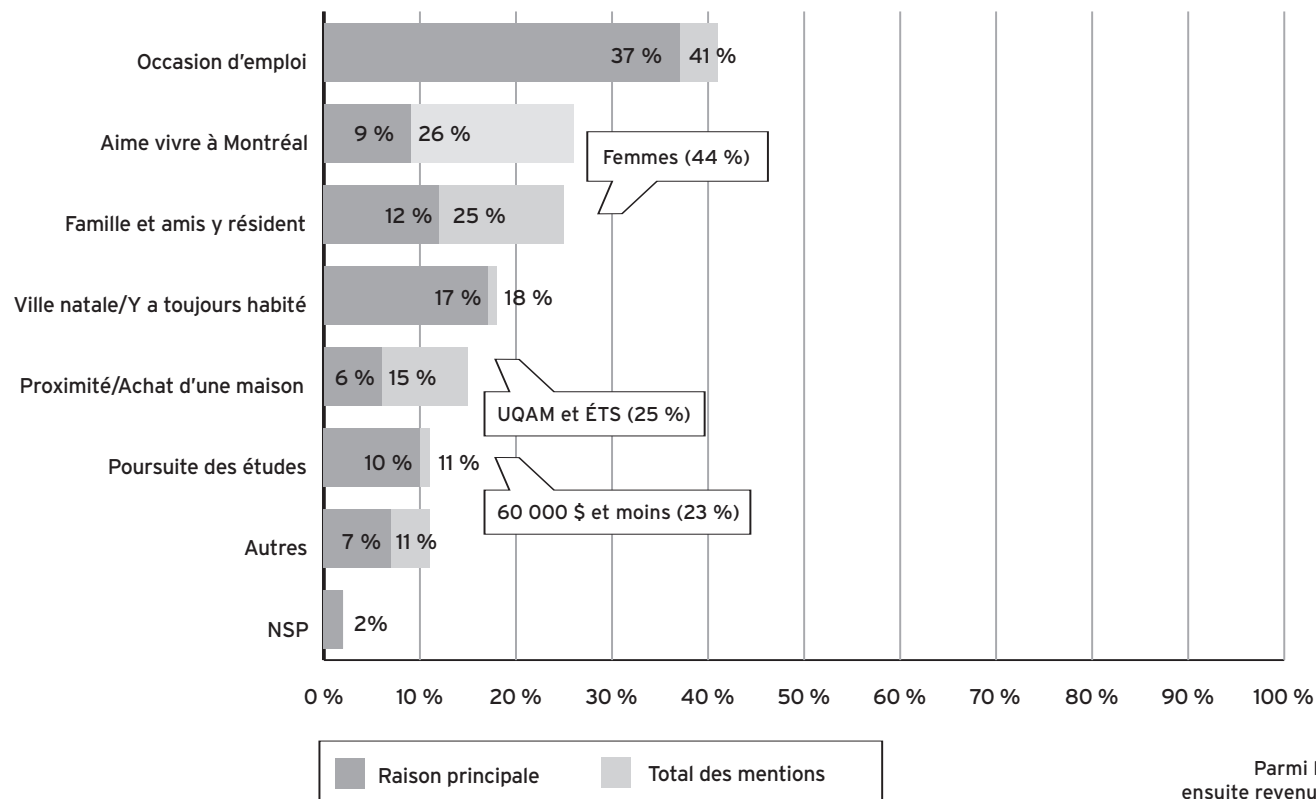
	Total n = 1227	Montréal n = 669	Ailleurs au Québec n = 307	Ailleurs au Canada n = 118	À l'étranger n = 126
Situation actuelle					
Montréal	60 % 707	70 % 449	56 % 168	36 % 41	33 % 45
Ailleurs au Québec	12 % 192	9 % 64	33 % 112	3 % 10	3 % 6
Ailleurs au Canada	15 % 185	14 % 105	6 % 16	36 % 41	16 % 20
À l'étranger	13 % 143	7 % 12	4 % 11	24 % 26	48 % 55

Analyse des résultats

Situation actuelle

Raisons de revenir à Montréal

Q. Quelle est la principale raison qui vous a amené(e) à revenir habiter dans la grande région de Montréal ? Y en a-t-il d'autres ?



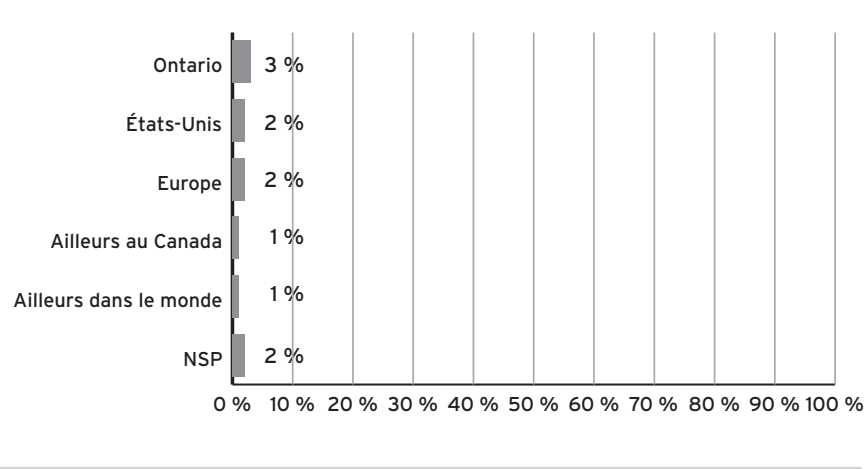
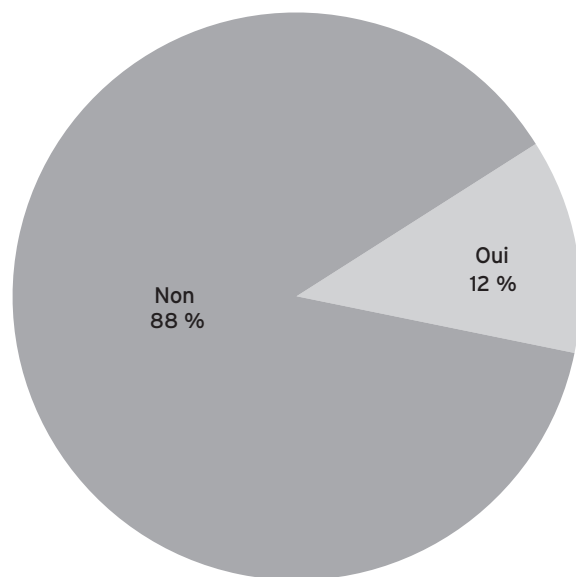
n = 108
 Parmi les répondants qui ont quitté et sont ensuite revenus habiter dans la région de Montréal

Analyse des résultats

Migration potentielle

Migration potentielle au cours des deux prochaines années

Q. D'ici les deux prochaines années, envisagez-vous de quitter le Québec pour trouver un emploi dans une autre province canadienne, aux États-Unis ou dans un autre pays ?



Diplômés entre 2003 et 2005 (36 %)
Anglophones (33 %)
Demeuraient à l'étranger avant d'aller à l'université (25 %)
Demeuraient ailleurs au Canada avant d'aller à l'université (24 %)
60 000 \$ et moins (21 %)

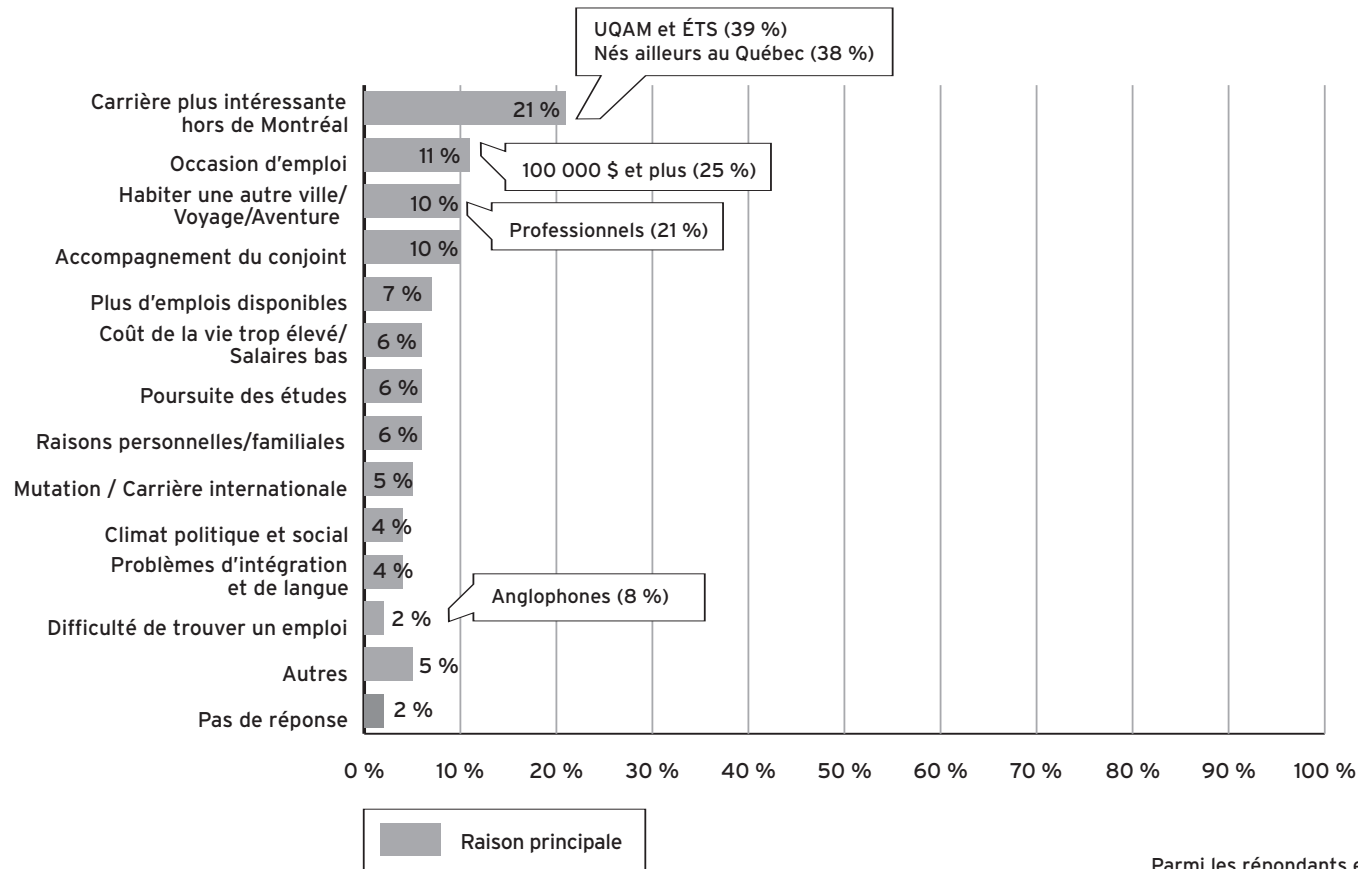
n = 899
Parmi les répondants résidant présentement au Québec

Analyse des résultats

Migration potentielle

Décision de quitter le Québec

Q. Quelle serait la principale raison qui expliquerait ce choix éventuel ?

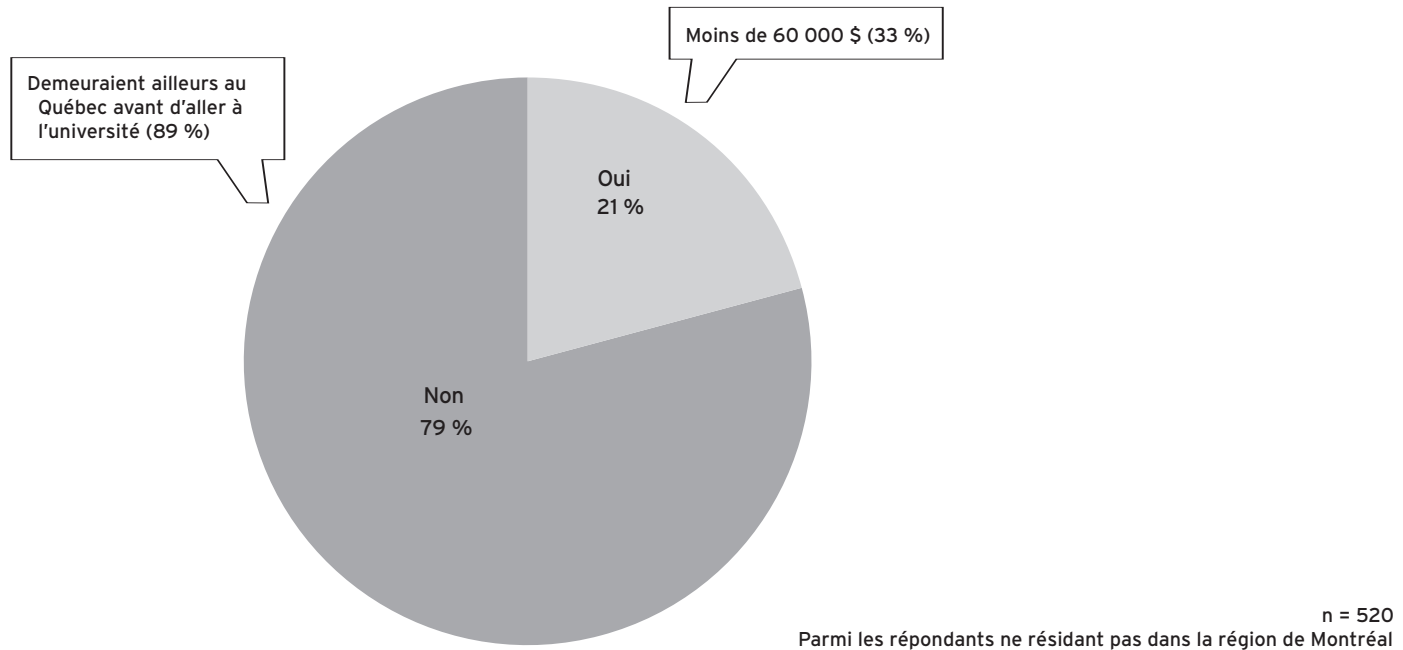


Analyse des résultats

Migration potentielle

Retour potentiel à Montréal au cours des deux prochaines années

Q. Envisagez-vous de revenir dans la grande région de Montréal au cours des deux prochaines années ?

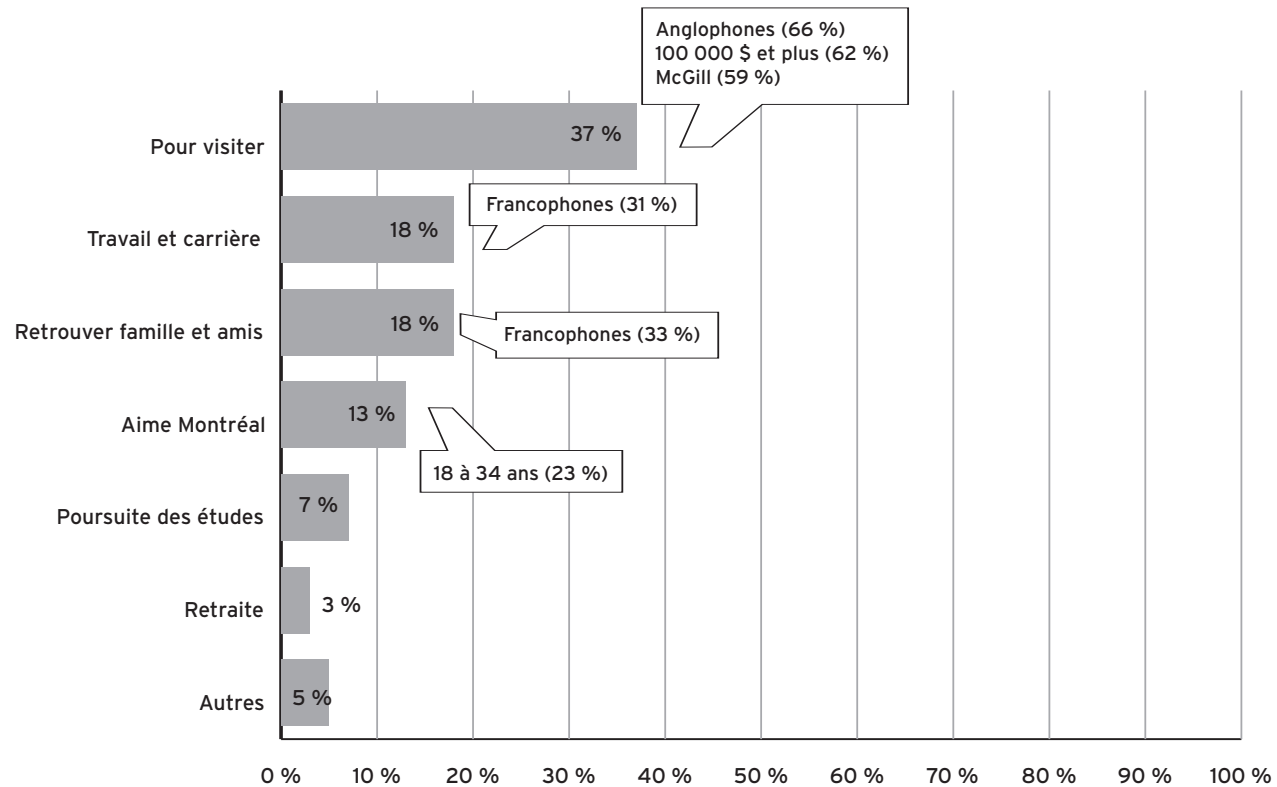


Analyse des résultats

Migration potentielle

Répondants envisageant de revenir dans la grande région de Montréal

Q. Quelle est la principale raison ?



Raison principale

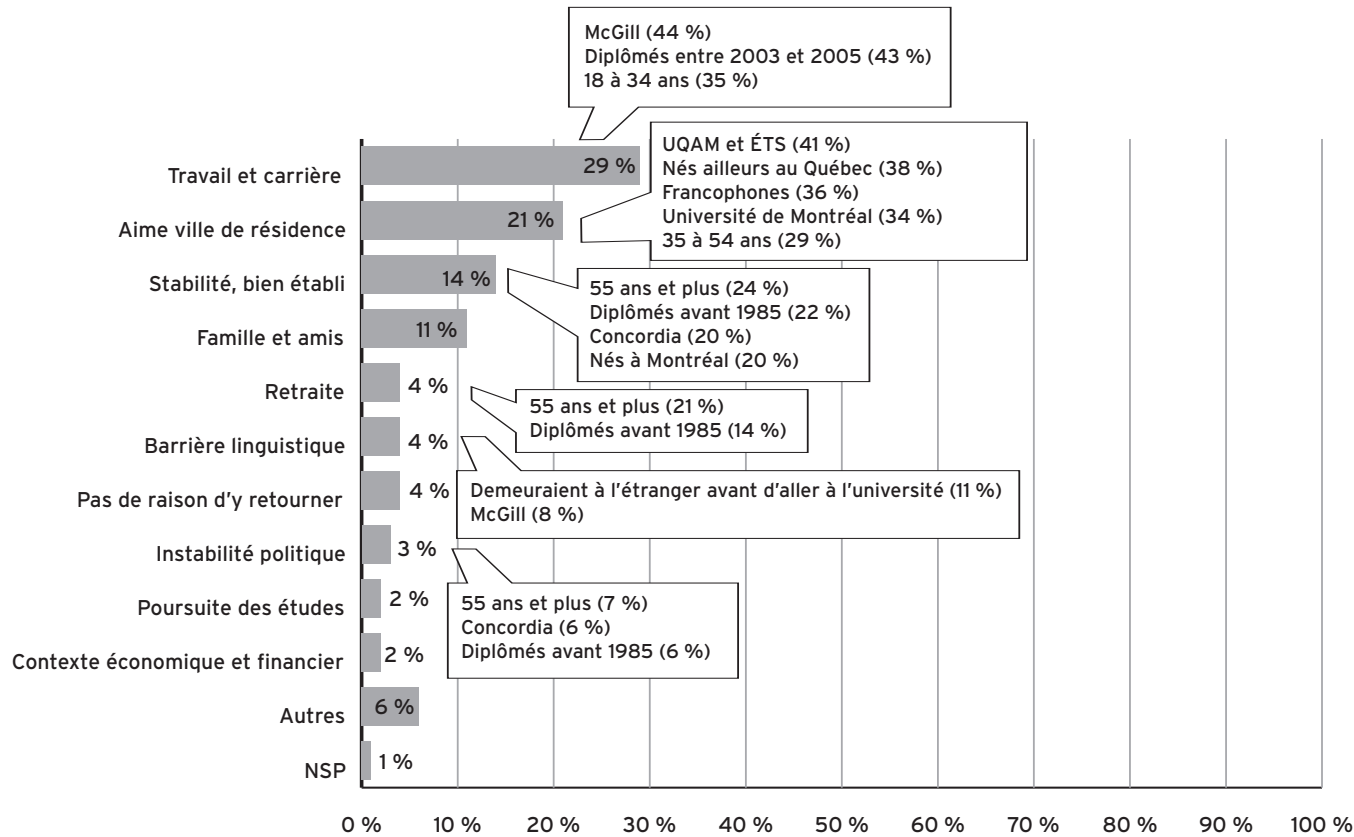
n = 99
Parmi les répondants envisageant de revenir dans la grande région de Montréal

Analyse des résultats

Migration potentielle

Répondants n'envisageant pas revenir dans la grande région de Montréal

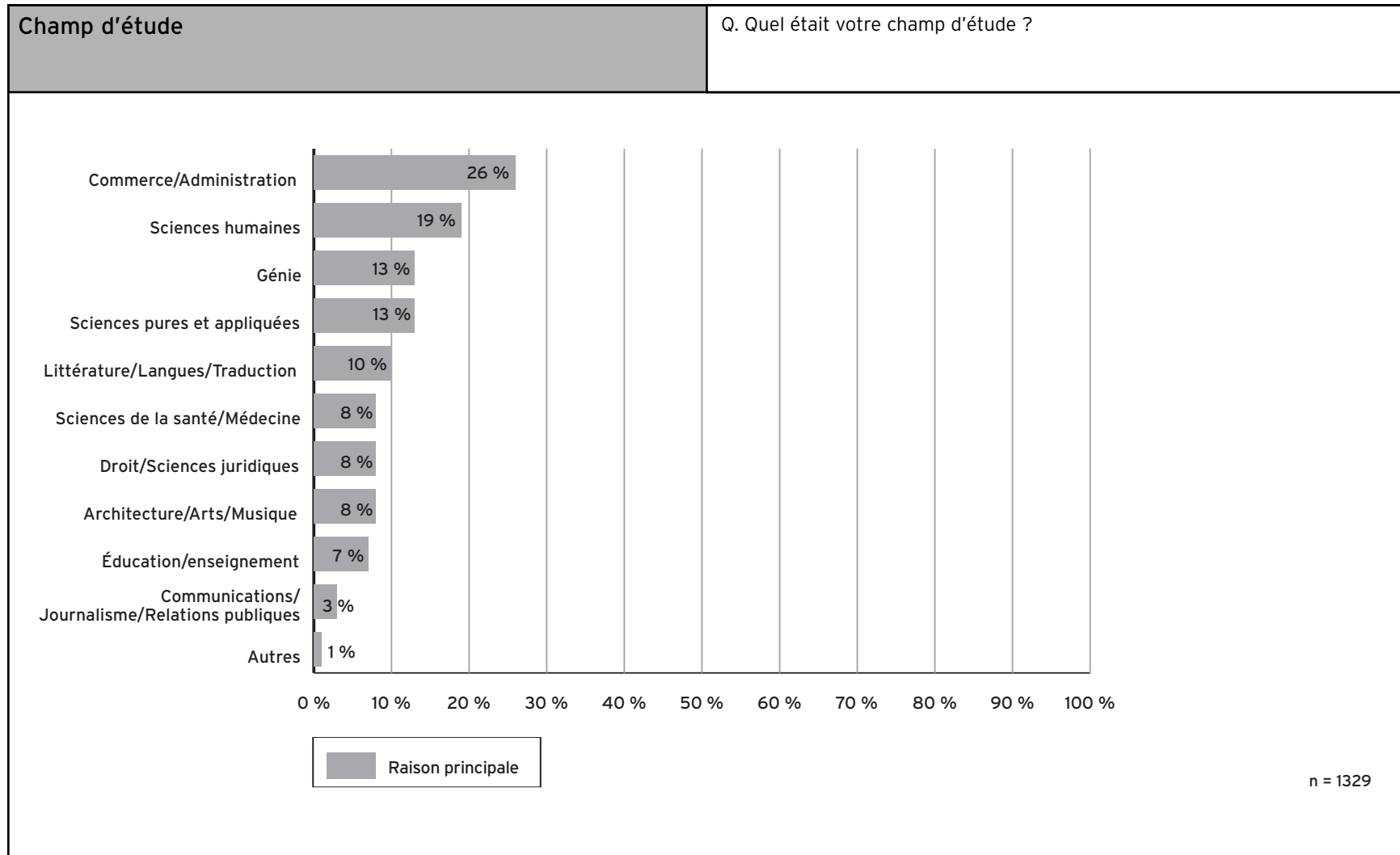
Q. Quelle est la principale raison ?



■ Raison principale

n = 421
Parmi les répondants n'envisageant pas revenir dans la grande région de Montréal

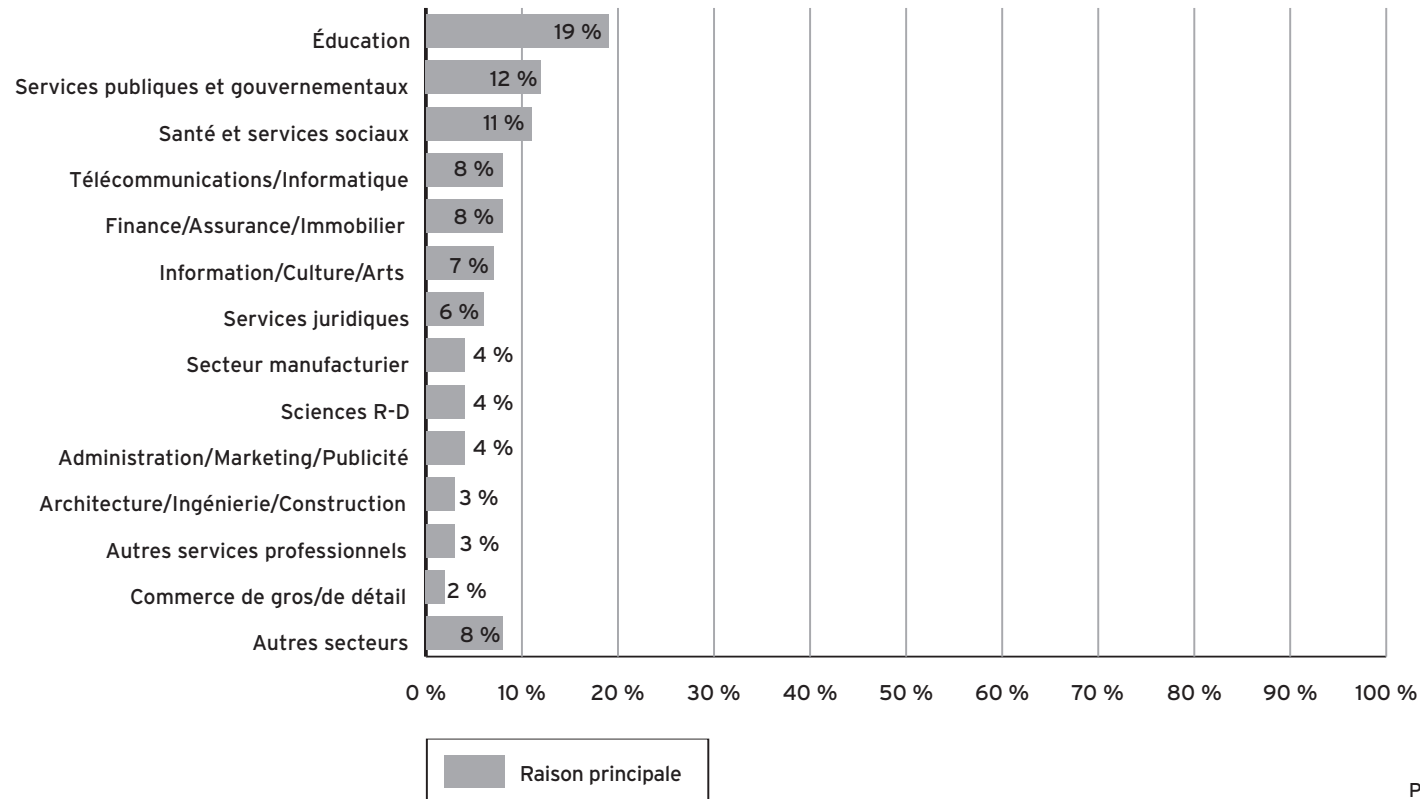
Profil des répondants



Profil des répondants

Secteur d'activité

Q. Parmi les secteurs d'activité suivants, dans lequel se classe l'entreprise pour laquelle vous travaillez ?



Profil des répondants

Profil des répondants			<i>*Après pondération</i>		
	n = 1329	%*		n = 1329	%*
Universités fréquentées			Année d'obtention du diplôme		
Université Concordia	328	22	Entre 2003 et 2005	303	19
Université de Montréal	419	32	2000 et 2002	304	22
UQAM	217	30	1995 et 1999	321	26
Université McGill	259	25	1985 et 1994	182	17
ÉTS	240	3	Avant 1985	219	17
Universités québécoises	36	4			
Universités canadiennes	42	3			
Universités américaines	21	2			
Autres universités	43	3			
	n = 1329	%*		n = 1329	%*
Scolarité			Catégorie d'emploi		
Baccalauréat en partie	23	2	Emploi à temps plein	1021	76
Baccalauréat complété	607	41	Emploi à temps partiel	75	6
2 ^e cycle en partie	141	11	Étudiant	103	8
2 ^e cycle complété	406	34	À la maison	37	3
3 ^e cycle en partie	69	5	À la retraite	40	3
3 ^e cycle complété	83	7	En chômage, à la recherche d'un emploi	53	4

Profil des répondants

Profil des répondants

*Après pondération
 **Parmi la population active

	n = 1149**	%*
Catégorie d'employeur		
À mon compte	125	12
Entreprise privée	458	32
Entreprise publique	490	49
Autre	76	7

	n = 1149**	%*
Occupation principale		
Professionnel	868	73
Propriétaire ou administrateur d'une grande entreprise	21	2
Technicien ou semi-professionnel	43	4
Propriétaire ou administrateur d'une petite entreprise	53	5
Employé de bureau, service ou vendeur	140	14
Ouvrier de métier, spécialisé ou col bleu	13	1
Autre	8	1
Pas de réponse	3	0

Profil des répondants

Profil des répondants			<i>*Après pondération</i>		
	n = 1329	%*		n = 1329	%*
Sexe			Lieu d'origine - naissance		
Homme	745	50	Montréal	553	44
Femme	584	50	Reste du Québec	376	25
			Reste du Canada	126	11
			Europe	93	6
			États-Unis	46	4
			Asie	39	3
			Afrique	30	2
			Moyen-Orient	28	2
			Amérique Latine	23	2
			Autre	3	0
			Pas de réponse	12	1
	n = 1329	%*		n = 1329	%*
Âge			Lieu d'origine - avant d'aller à l'université		
18 à 34 ans	715	48	Montréal	714	57
35 à 54 ans	455	39	Reste du Québec	335	21
55 ans et plus	155	12	Reste du Canada	127	11
Refus	4	0	États-Unis	44	4
			Europe	38	2
			Asie	20	2
			Afrique	16	1
			Amérique Latine	16	1
			Moyen-Orient	12	1
			Pas de réponse	7	1
	n = 1329	%*			
Revenu annuel du ménage					
Moins de 60 000 \$	424	30			
De 60 000 à 100 000 \$	437	32			
100 000 \$ et plus	468	37			
	n = 1329	%*			
Langue					
Français	812	60			
Anglais	432	33			
Autre	85	6			

Profil des répondants

Dans mes différentes activités quotidiennes, il est très important pour moi de me sentir créatif(ve).

Créativité

	Montréal 3SC* 2004 %	Total %	Québécois restés %	Québécois partis %	Non Québécois %
Tout à fait d'accord	21	49	49	49	50
Plutôt d'accord	56	43	43	41	43
Plutôt en désaccord	21	7	7	9	6
Tout à fait en désaccord	2	1	0	1	1

Vous sentez-vous proche des gens créatifs qui ont de l'imagination ?

Créativité

	Montréal 3SC* 2004 %	Total %	Québécois restés %	Québécois partis %	Non Québécois %
Tout à fait proche	32	40	41	40	37
Plutôt proche	50	48	48	43	51
Assez éloigné(e)	17	11	11	16	11
Très éloigné(e)	1	1	0	1	1

La société devrait considérer comme un couple marié deux personnes du même sexe qui vivent ensemble.

Tolérance

	Montréal 3SC* 2004 %	Total %	Québécois restés %	Québécois partis %	Non Québécois %
Tout à fait d'accord	24	46	47	45	45
Plutôt d'accord	31	31	31	34	28
Plutôt en désaccord	24	12	12	10	14
Tout à fait en désaccord	20	11	10	12	14

Les autres cultures ont beaucoup à nous apporter, leurs influences nous enrichissent.

Tolérance

	Montréal 3SC* 2004 %	Total %	Québécois restés %	Québécois partis %	Non Québécois %
Tout à fait d'accord	28	63	56	76	76
Plutôt d'accord	44	33	39	22	20
Plutôt en désaccord	19	3	3	1	3
Tout à fait en désaccord	8	1	1	1	1

* Le 3SC, le Système CROP de Suivi des Courants Socioculturels, est un programme de recherche et de consultation stratégique s'appuyant sur l'étude du changement socioculturel.

Le 3SC décrit les consommateurs et les citoyens à partir de 100 cordes sensibles, valeurs, motivations et phénomènes de société. Ces dimensions sont mesurées à partir d'environ 300 questions administrées à un échantillon représentatif de 2 600 Canadiens âgés de 15 ans et plus (dont 1 000 Québécois).

Profil des répondants

J'apprends beaucoup en rencontrant des gens très différents de moi.

Apprentissage social

	Montréal 3SC* 2004 %	Total %	Québécois restés %	Québécois partis %	Non Québécois %
Tout à fait d'accord	37	56	51	65	63
Plutôt d'accord	54	41	45	31	35
Plutôt en désaccord	8	3	4	4	2
Tout à fait en désaccord	1	0	0	0	0

Une façon essentielle d'apprendre, c'est d'être en contact et d'échanger avec des gens très différents.

Apprentissage social

	Montréal 3SC* 2004 %	Total %	Québécois restés %	Québécois partis %	Non Québécois %
Tout à fait d'accord	38	55	54	54	58
D'accord	51	39	40	40	36
Plutôt en désaccord	9	5	5	5	4
Tout à fait en désaccord	1	1	1	0	1

Je me fixe à moi-même des buts difficiles que je m'efforce d'atteindre.

Besoin de défis personnels

	Montréal 3SC* 2004 %	Total %	Québécois restés %	Québécois partis %	Non Québécois %
Tout à fait d'accord	14	41	37	45	48
Plutôt d'accord	50	46	48	48	40
Plutôt en désaccord	30	12	14	4	10
Tout à fait en désaccord	5	1	1	2	2

Dans la vie, pour arriver à ce qui me plaît, je serais prêt(e) à prendre de gros risques.

Ouverture face au risque

	Montréal 3SC* 2004 %	Total %	Québécois restés %	Québécois partis %	Non Québécois %
Tout à fait	5	14	10	21	20
Assez	17	45	45	46	47
Un peu	43	32	36	24	25
Pas du tout	35	9	9	9	8

* Le 3SC, le Système CROP de Suivi des Courants Socioculturels, est un programme de recherche et de consultation stratégique s'appuyant sur l'étude du changement socioculturel.

Le 3SC décrit les consommateurs et les citoyens à partir de 100 cordes sensibles, valeurs, motivations et phénomènes de société. Ces dimensions sont mesurées à partir d'environ 300 questions administrées à un échantillon représentatif de 2 600 Canadiens âgés de 15 ans et plus (dont 1 000 Québécois).

Profil des répondants

Ça na me gêne pas de vivre parmi les incertitudes et les imprévus de la vie actuelle.

Capacité de vivre avec l'incertitude

	Montréal 3SC 2004 %	Total %	Québécois restés %	Québécois partis %	Non Québécois %
Tout à fait	10	19	19	21	18
Assez	32	44	44	46	41
Un peu	36	27	28	22	30
Pas du tout	22	9	8	11	11

J'aime bien chercher à tirer profit des imprévus, des occasions qui se présentent.

Opportunisme dans l'incertitude

	Montréal 3SC 2004 %	Total %	Québécois restés %	Québécois partis %	Non Québécois %
Tout à fait	11	45	44	49	43
Assez	37	44	44	43	45
Un peu	35	10	11	7	10
Pas du tout	15	1	1	1	2

* Le 3SC, le Système CROP de Suivi des Courants Socioculturels, est un programme de recherche et de consultation stratégique s'appuyant sur l'étude du changement socioculturel.

Le 3SC décrit les consommateurs et les citoyens à partir de 100 cordes sensibles, valeurs, motivations et phénomènes de société. Ces dimensions sont mesurées à partir d'environ 300 questions administrées à un échantillon représentatif de 2 600 Canadiens âgés de 15 ans et plus (dont 1 000 Québécois).

Annexe 1-A – Questionnaire

La Chambre de commerce du Montréal métropolitain, en collaboration avec l'Université du Québec à Montréal (et son institution affiliée, l'ÉTS), l'Université Concordia, l'Université de Montréal et l'Université McGill, a mandaté la firme de sondage CROP (Centre de recherche sur l'opinion publique) pour réaliser une enquête en vue d'établir le portrait des

diplômés des grandes universités de Montréal et d'identifier leur niveau de migration au cours des dernières années. L'enquête a été réalisée auprès des diplômés universitaires de la région de Montréal. Nous reproduisons ici intégralement le questionnaire administré aux répondants.

La maison CROP, Centre de recherche sur l'opinion publique, a été mandatée par votre université pour réaliser une enquête auprès de l'ensemble de ses diplômés. Nous aimerions que vous puissiez répondre aux questions en suivant les différentes instructions.

1. En quelle année avez-vous terminé l'université ?
Indiquer l'année de délivrance du diplôme _____
- 2a. Combien de temps après avoir obtenu votre diplôme avez-vous trouvé un emploi ?
Dans la même année1
Plus d'un an2 > PàQ2b
- 2b. Indiquez le nombre d'années _____
3. Avez-vous trouvé un emploi dans le domaine dans lequel vous avez étudié ?
Oui1
Non2
4. Le premier emploi que vous avez trouvé était-il dans la région de Montréal ?
Oui1 > PàQ11
Non2 > PàQ5
5. Cet emploi était-il situé...
Au Québec
(précisez la région _____)1 > PàQ7
À l'extérieur du Québec2 > PàQ6
6. Était-il...
Au Canada, (précisez la province _____) ...
Aux États-Unis (précisez l'État _____) ...
Dans une autre région du monde
(précisez le pays _____)
- 7a. Quelle est la principale raison qui vous a amené(e) à quitter la région de Montréal lorsque vous avez terminé vos études ? (une seule réponse)
Raison (précisez) : _____
- 7b. Y en a-t-il d'autres ? (plusieurs réponses possibles)
Raisons (précisez) : _____

8. Parmi les raisons suivantes, laquelle a le plus influencé votre décision de quitter la région de Montréal lorsque vous avez terminé vos études ? (une seule réponse)
Raisons personnelles ou familiales1
Raisons académiques2
Raisons économiques3
Environnement culturel4
Climat social5
Climat politique6



9. Quelle serait la seconde raison qui a le plus influencé votre décision de quitter la région de Montréal lorsque vous avez terminé vos études ? (une seule réponse)

Raisons personnelles ou familiales	1
Raisons académiques	2
Raisons économiques	3
Environnement culturel	4
Climat social	5
Climat politique	6

10. Parmi les raisons plus précises suivantes, lesquelles s'appliquent pour expliquer votre décision d'avoir quitté la région de Montréal lorsque vous avez terminé vos études ? (plusieurs réponses possibles)

Retourné vivre où j'habitais avant d'aller à l'université	01
Pas d'emplois disponibles dans mon domaine d'étude	02
Pas de compagnies intéressantes où trouver un emploi	03
Pas de possibilité d'emploi pour ma ou mon conjoint(e)	04
Pas de possibilité d'écoles convenables pour mes enfants	05
Pas de possibilité de poursuivre une carrière dans le domaine universitaire	06
Possibilité de faire un meilleur salaire ailleurs	07
Parce que j'ai accompagné ma ou mon conjoint(e) dans une autre ville	08
À cause du coût de la vie dans la grande région de Montréal	09
Pas de possibilité de trouver un logement ou une maison facilement	10
Pour des raisons linguistiques	11
Autres (précisez) :	96

11. Êtes-vous toujours dans la même ville où vous étiez lorsque vous avez débuté votre emploi après l'université ?

Oui	1
Non	2

> PàQ12

12. Dans quelle ville habitez-vous présentement ?
Ville _____ (précisez la province ou pays)

Questions applicables à ceux qui sont revenus habiter dans la grande région de Montréal

13. Quelle est la principale raison qui vous a amené(e) à revenir habiter dans la grande région de Montréal ? (une seule réponse possible)
Raison (précisez) : _____

14. Y en a-t-il d'autres ? (plusieurs réponses possibles)
Raisons (précisez) : _____
_____ .96

Questions applicables à ceux qui sont demeurés dans la grande région de Montréal après leurs études universitaires

- 15a. Quelle est la principale raison qui vous a amené(e) à demeurer dans la région de Montréal lorsque vous avez terminé vos études ? (une seule réponse)
Raison (précisez) : _____ .96

- 15b. Y en a-t-il d'autres ? (plusieurs réponses possibles)
Raisons (précisez) : _____
_____ .96

16. Parmi les raisons suivantes, laquelle a le plus influencé votre décision de demeurer dans la région de Montréal lorsque vous avez terminé vos études ? (une seule réponse)

Raisons personnelles ou familiales	1
Raisons académiques	2
Raisons économiques	3
Environnement culturel	4
Climat social	5
Climat politique	6

17. Quelle serait la seconde raison qui a le plus influencé votre décision de demeurer dans la région de Montréal lorsque vous avez terminé vos études ? (une seule réponse)

- Raisons personnelles ou familiales1
- Raisons académiques2
- Raisons économiques3
- Environnement culturel4
- Climat social5
- Climat politique6

18. Parmi les raisons plus précises suivantes, lesquelles s'appliquent pour expliquer votre décision d'être demeuré(e) dans la région de Montréal lorsque vous avez terminé vos études ? (plusieurs réponses possibles)

- Lieu de résidence personnelle ou celle d'un proche01
- Emplois disponibles dans mon domaine d'étude02
- Compagnies intéressantes où trouver un emploi03
- Possibilité d'emploi pour ma ou mon conjoint(e)04
- Possibilité d'écoles convenables pour mes enfants05
- Possibilité de poursuivre une carrière dans le domaine universitaire06
- À cause de la qualité de vie dans la grande région de Montréal07
- À cause du coût de la vie dans la grande région de Montréal08
- Parce que ma ou mon conjoint(e) habitait dans la grande région de Montréal09
- Possibilité de trouver un logement ou une maison facilement10
- Pour des raisons linguistiques11
- Autres (précisez) : _____96

Questions applicables à ceux qui habitent actuellement au Québec

19. D'ici les 2 prochains années, envisagez-vous quitter le Québec pour trouver un emploi dans une autre province canadienne, aux États-Unis ou dans un autre pays ?

- Oui1
- Non2 > Q22

Si oui

20. Précisez...

- La province canadienne _____
- L'État américain _____
- Le pays _____

21. Quelle serait la principale raison qui expliquerait ce choix éventuel? (une seule réponse)

- Raison (précisez) _____96

Nous aimerions avoir quelques renseignements généraux qui nous permettraient de regrouper vos réponses avec celles des autres répondants qui participent à cette enquête.

22. Voici une série d'opinions souvent entendues : pour chacune d'elles, indiquez si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou tout à fait en désaccord, en choisissant le chiffre correspondant à votre opinion.

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord
a) Les autres cultures ont beaucoup à nous apporter, leurs influences nous enrichissent	1	2	3	4
b) Dans mes différentes activités quotidiennes, il est très important pour moi de me sentir créatif(ve)	1	2	3	4
c) La société devrait considérer comme un couple marié deux personnes du même sexe qui vivent ensemble	1	2	3	4
d) J'aime beaucoup voir des gens dont les manières de vivre empruntent à des cultures totalement différentes	1	2	3	4
e) Une façon essentielle d'apprendre, c'est d'être en contact et d'échanger avec des gens très différents	1	2	3	4
f) Je me fixe à moi-même des buts difficiles que je m'efforce d'atteindre ..	1	2	3	4
g) J'apprends beaucoup en rencontrant des gens très différents de moi	1	2	3	4

23. Voici une phrase qui décrit un type de gens. Indiquez si vous vous sentez tout à fait proche, assez proche, assez éloigné ou très éloigné de ce type de gens.

	Tout à fait proche	Assez proche	Assez éloigné	Très éloigné
a) Des gens créatifs qui ont de l'imagination	1	2	3	4

24. Voici une série d'opinions souvent entendues : pour chacune d'elles, indiquez si elle s'accorde tout à fait, assez bien, un peu ou pas du tout à ce que vous pensez ou faites vous-même :

	Tout à fait	Assez bien	Un peu	Pas du tout
a) J'aime bien chercher à tirer profit des imprévus, des occasions qui se présentent	1	2	3	4
b) Ça ne me gêne pas de vivre parmi les incertitudes et les imprévus de la vie actuelle	1	2	3	4
c) Dans la vie, pour arriver à ce qui me plaît, je serais prêt(e) à prendre de gros risques	1	2	3	4

25. Incluant vous-même, combien de personnes habitent votre foyer ?

1 personne seule (le répondant)	1
2 personnes	2
3 personnes	3
4 personnes	4
5 personnes	5
6 personnes et plus	6

26. Et de ce nombre, combien sont âgés de 18 ans et plus ?

- 1 personne seule (le répondant)1
- 2 personnes2
- 3 personnes3
- 4 personnes4
- 5 personnes5
- 6 personnes et plus6

27. Combien sont âgés de moins de 18 ans ?

- 1 personne seule (le répondant)1
- 2 personnes2
- 3 personnes3
- 4 personnes4
- 5 personnes5
- 6 personnes et plus6

28. Pourriez-vous indiquer quel âge vous avez exactement ?

Âge _____

29. Quel est le plus haut niveau d'études que vous avez atteint ?

- Baccalauréat universitaire en partie1
- Baccalauréat universitaire complété2
- 2^e cycle universitaire en partie3
- 2^e cycle universitaire complété4
- 3^e cycle universitaire en partie5
- 3^e cycle universitaire complété6

30. En quelle année avez-vous terminé l'université ?

Année _____

31. De quel université êtes-vous diplômé(e) ?

- Université Concordia1
- Université de Montréal2
- Université du Québec à Montréal3
- Université McGill4

32. Laquelle des différentes catégories suivantes décrit le mieux votre emploi actuel ?

- Emploi à temps plein1
- Emploi à temps partiel2
- À la maison à temps plein3
- Étudiant4
- À la retraite5
- Chômage, à la recherche d'un emploi6

33. Quelle est habituellement votre occupation principale ?

- Professionnel01
- Propriétaire ou administrateur de grande entreprise02
- Technicien ou semi-professionnel03
- Propriétaire ou administrateur de petite entreprise04
- Employé de bureau (col blanc), service, vendeur05
- Ouvrier de métier, spécialisé, semi-spécialisé ou col bleu ...06
- Autres (précisez)96

34. Habituellement, travaillez-vous à votre compte, pour une entreprise privée ou pour une entreprise publique ou parapublique ?

- À mon compte1
- Entreprise privée2
- Entreprise publique ou parapublique3
- Autre4

35. Parmi les secteurs d'activité suivants, dans lequel se classe l'entreprise pour laquelle vous travaillez ? (une mention possible)

Agriculture et pêche	01
Foresterie	02
Mines	03
Secteur manufacturier, fabrication	04
Construction	05
Transport et entreposage	06
Services publics (électricité, gaz, eau, déchets, etc.)	07
Commerce de gros	08
Commerce de détail	09
Finance et assurances	10
Immobilier	11
Information et culture (radio, télévision, édition, etc.)	12
Télécommunications	13
Services professionnels, scientifiques et techniques :	
- marketing, publicité ou relations publiques	14
- administration (gestion, comptabilité, ressources humaines, etc.)	15
- services juridiques	16
- informatique	17
- architecture, ingénierie	18
- sciences (recherche et développement)	19
- autres	20
Services gouvernementaux (judiciaire, taxation, sécurité publique, gestion des services publics, etc.)	21
Éducation	22
Santé et services sociaux	23
Hébergement et restauration	24
Arts, spectacles et loisirs	25
Autres (services personnels, services domestiques, associations et organisations, etc.)	26

36. Êtes-vous propriétaire ou locataire de l'habitation où vous vivez présentement ?

Propriétaire	1
Locataire	2

37. Quelle langue parlez-vous le plus souvent à la maison ?

Français	1
Anglais	2
Autre (précisez) :	6

38. Dans quel pays êtes-vous né(e). Indiquez également la ville ?

Pays : _____ Ville : _____

39. Dans quel pays habitiez-vous avant d'entrer à l'université Indiquez également la ville ?

Pays : _____ Ville : _____

40. Laquelle des différentes catégories suivantes décrit le mieux le revenu total, avant impôts, de tous les membres de votre foyer pour l'année dernière ?

Moins de 20 000 \$	1
20 000 \$ à 39 999 \$	2
40 000 \$ à 59 999 \$	3
60 000 \$ à 79 999 \$	4
80 000 \$ à 99 999 \$	5
100 000 \$ à 149 000 \$	6
150 000 \$ et plus	7

41. Inscrire si vous êtes un homme ou une femme

Homme	1
Femme	2

42. Accepteriez-vous de parler à un journaliste au sujet de la migration des diplômés de la région de Montréal ?

Oui	1
Non	2

**Former, attirer et retenir
les diplômés universitaires**
Étude comparative entre la région
métropolitaine de Montréal et d'autres
métropoles canadiennes et américaines

Table des matières

Former, attirer et retenir les diplômés universitaires	70	
1. La migration des diplômés universitaires dans le système urbain canadien, de 1996 à 2001	71	
1.1 Un modèle simple de flux migratoires	71	Annexe 2-A : Résultats de l'analyse General Linear Model (GLM)
1.1.1 Les résultats	72	88
1.1.2 Autres facteurs explicatifs	72	
1.2 Les grandes agglomérations canadiennes	73	Annexe 2-B : Ajout de variables explicatives au modèle
1.2.1 L'immigration	73	94
1.2.2 Immigration internationale	74	
1.2.3 Émigration	74	Annexe 2-C : Notes méthodologique sur les sources et les calculs à la base des tableaux de la partie 2 ..
1.2.4 Migration nette	75	96
1.3 La situation de Montréal : explications possibles	76	
1.4 Conclusion	77	Annexe 2-D : Le bilan migratoire des cerveaux
		97
2. Étude comparative du nombre de diplômés universitaires (inscriptions et diplômes décernés) pour douze métropoles nord-américaines	78	
2.1 Mise en garde méthodologique	78	
2.2 Évolution 1990-2000 de la population diplômée	81	
2.3 La formation locale de diplômés	83	
2.4 Bilan	86	
Conclusion générale	87	
Références	87	

Liste des tableaux

Tableau 1 : Part des diplômés dans la population, 2000	80
Tableau 2 : Croissance (en %) du nombre des diplômés, 1990-2000	80
Tableau 3 : Croissance de la part des diplômés, 1990-2000	80
Tableau 4 : Étudiants inscrits à l'université, 2001	82
Tableau 5 : Étudiants inscrits à l'université, 2001	82
Tableau 6 : Diplômes décernés 2001 – bac et plus élevé	84
Tableau 7 : Diplômes décernés par habitant, 2001	85
Tableau 8 : Doctorats décernés en sciences et génie, 2000	85
Tableau 9 : Doctorats décernés en sciences et génie, 2000	85
Tableau 10 : Région métropolitaine et indice d'attraction relative	85

Liste des figures

Figure 1 : Immigrants (entrants), 1996-2001	73
Figure 2 : Immigrants (entrants) internationaux, 1996-2001	74
Figure 3 : Émigrants (sortants), 1996-2001	74
Figure 4 : Migration nette (sans les départs vers l'étranger), 1996-2001	75
Figure 5 : Flux inexplicables par le modèle de migration nette	76

Responsabilité scientifique : Richard Shearmur et Mario Polèse,
en collaboration avec Philippe Chenard, doctorant
Richard.Shearmur@ucs.inrs.ca
Mario.Polese@ucs.inrs.ca
Philippe_Chenard@ucs.inrs.ca
Institut national de la recherche scientifique
Urbanisation, Culture et Société

Diffusion :
Institut national de la recherche scientifique
Urbanisation, Culture et Société
3465, rue Durocher, Montréal (Québec) H2X 2C6
Téléphone : (514) 499-4000 Télécopieur : (514) 499-4065
www.inrs-ucs.quebec.ca

Former, attirer et retenir les diplômés universitaires

L'étude qui suit comprend deux parties : la première porte sur les mouvements migratoires des diplômés universitaires pour 136 agglomérations urbaines canadiennes et la deuxième, sur les effectifs universitaires (étudiants inscrits) et les diplômes décernés pour douze métropoles nord-américaines. Dans les deux cas, les données pour les agglomérations canadiennes reposent sur des compilations spéciales de Statistique Canada, faites pour le compte de l'INRS Urbanisation, Culture et Société¹. Plus d'information, davantage détaillée, sur les sources et sur les transformations des données, se trouvent dans l'annexe 3.

Mise en situation : un aperçu théorique

La théorie du capital humain suggère que, pour un individu, l'éducation est une forme de capital qui produit des bénéfices tangibles sous forme de revenus plus élevés (Fields, 2003). Au niveau macro-économique, cette même théorie avance que, plus un état ou une région possède de gens qualifiés, plus sa croissance sera rapide (Romer, 1989).

Ces idées se sont traduites plus récemment par la supposition qu'il existe une population de personnes «talentueuses» – souvent, mais pas nécessairement, en possession de qualifications formelles – sur laquelle repose la prospérité de villes ou de régions (Florida, 2004). Cela devient d'autant plus important que l'économie se transforme en économie de savoir, là où ce sont les connaissances et les formes de capital intangibles (capital social, capital humain) qui seraient fondamentales à la croissance (Castells, 1996). Sur le plan politique, les villes et les régions devraient donc – si ces théories sont acceptées – faire tout leur possible pour attirer et retenir cette population talentueuse. Florida (2004) suggère, entre autres, que la présence d'un milieu culturel fort et d'institutions universitaires serait un facteur d'attraction et de rétention de cette population. Angell (2000) souligne qu'il y a une compétition féroce à l'échelle mondiale pour attirer et retenir ce talent.

Malgré la rhétorique importante qui entoure ces idées, elles reposent souvent sur des bases empiriques peu solides, surtout lorsqu'elles sont appliquées à l'échelle régionale. Bien qu'il soit indéniable que, pour un individu, le talent et les qualifications soient des atouts considérables pour assurer une prospérité individuelle, la généralisation de ce constat à l'échelle d'une région ou d'une ville est loin d'être évidente.

Si les gens ne bougent pas, la multiplication de diplômés dans un lieu donné peut mener tout autant à une dévalorisation des diplômes qu'à une augmentation de la valeur ajoutée locale (Wolf, 2002). Mais, par définition, une région ou une ville est ouverte. Les personnes sont mobiles, et les personnes instruites le sont d'autant plus : les liens de causalité entre éducation et croissance locale sont donc difficiles à établir (Shearmur, 1998). Même si on trouve des corrélations fortes entre nombre de diplômés et prospérité locale, cela ne nous dit pas si c'est la prospérité qui attire les diplômés ou si ce sont les diplômés qui produisent la prospérité. De plus, plusieurs facteurs sont fortement liés entre eux : la population instruite varie avec la taille de la ville et la proximité des grandes métropoles. Donc, une corrélation entre population instruite et croissance pourrait simplement refléter le lien bien établi entre taille urbaine (économies d'agglomération) et croissance : si tel est le cas, les liens causaux entre instruction et croissance seraient très complexes et conditionnels. Notamment, ils dépendraient d'infrastructures et de marchés locaux que l'on ne trouve que dans certaines grandes métropoles. En somme, il est fort possible que l'instruction ou le «talent» mène à la croissance locale, mais uniquement sous certaines conditions - conditions qui n'ont pas de lien direct avec l'instruction ou le talent.

1. La banque de données *loge*, plus précisément, au Laboratoire d'analyse spatiale et d'économie régionale (LASER). Pour plus d'information, voir le site de l'INRS-UCS: <http://www.inrs-ucs.quebec.ca/>



1.

La migration des diplômés universitaires dans le système urbain canadien, de 1996 à 2001

Dans les sections qui suivent, nous explorons brièvement, pour les agglomérations canadiennes, les flux de migration de la population détenant un diplôme universitaire. L'étude de ces flux nous permet de mieux comprendre les facteurs d'attraction et de répulsion de «talents», dans la mesure où l'on accepte que la population diplômée soit un indicateur acceptable pour la population «talentueuse». Le but de cette analyse est d'établir s'il existe certaines caractéristiques géographiques qui attirent les diplômés vers les agglomérations canadiennes, notamment les plus grandes. Les caractéristiques étudiées sont choisies afin de tester certaines hypothèses concernant la direction et les causes des flux migratoires.

1.1 Un modèle simple de flux migratoires

Avant de tester des hypothèses tirées de théories concernant les facteurs attractifs pour le «talent», nous allons d'abord vérifier certains facteurs structurels qui pourraient influencer sur les flux migratoires. Deux types de facteurs structurels sont à observer. D'une part, la région canadienne : les flux migratoires sont plus orientés vers certaines régions que d'autres, et ce, pour des raisons complexes liées à l'histoire, à la conjoncture économique régionale et aux liens qui peuvent exister entre des communautés diverses à travers le Canada. D'autre part, *la localisation en périphérie ou proche d'une métropole* (agglomération de plus de 500 000 habitants). En effet, les flux ont tendance à aller de la périphérie vers le centre, et ce, surtout depuis le début des années 1980.

Notre analyse porte sur 136 agglomérations canadiennes, entre 1996 et 2001, qui correspondent en gros à celles qui comptaient plus de 10 000 habitants en 1991 et qui se trouvaient au sud du 55° parallèle : des changements de limites municipales font qu'il nous a été impossible de reconstituer l'ensemble des 144 agglomérations dont la population était de plus de 10 000 habitants en 1991. Chaque agglomération est classée selon deux critères :

1. sa région d'appartenance : six régions sont analysées, soit le Canada atlantique, le Québec, l'Ontario, les Prairies (Manitoba et Saskatchewan), l'Alberta et la Colombie-Britannique;
2. le type d'agglomération : métropoles (plus de 500 000 habitants); grandes agglomérations centrales (entre 50 000 et 500 000 habitants, situées à moins de 150 km d'une métropole); petites agglomérations centrales (entre 10 000 et 50 000 habitants, à moins de 150 km d'une métropole); grandes agglomérations périphériques (entre 50 000 et 500 000 habitants, à plus de 150 km d'une métropole), petites agglomérations périphériques (entre 10 000 et 50 000 habitants, à plus de 150 km d'une métropole).

L'effet de la taille urbaine est aussi inséré dans le modèle : on y introduit le logarithme de la population totale.

Dans cette analyse, nous vérifions l'effet de chaque dimension sur les flux de migration nette pour quatre populations différentes, soit :

- > la population totale;
- > la population de 20 à 34 ans sans diplôme;
- > la population de 20 à 34 ans avec diplôme;
- > l'ensemble de la population diplômée.

1.

La migration des diplômés universitaires dans le système urbain canadien, de 1996 à 2001

1.1.1 Les résultats

L'effet de chaque facteur (région, type d'agglomération, taille) est étudié en contrôlant l'effet des deux autres types de facteurs (voir annexe 1). Par exemple, la méthode d'analyse utilisée (un modèle économétrique basé sur le General Linear Model (GLM)), nous permet d'évacuer l'effet des régions et du type d'agglomération pour ne nous pencher que sur l'effet de la taille urbaine.

Effet de la taille urbaine - Le facteur le plus déterminant pour comprendre les flux de migration est la taille urbaine. Plus une ville est grande, plus elle a tendance à attirer vers elle des migrants. Cela est vrai quelle que soit la population étudiée, mais l'effet est le plus fort pour les jeunes diplômés : si le log de la population augmente de 1 (par exemple, si la population passe de 100 000 à 1 000 000), le flux net de jeunes diplômés augmente de 10 %. Les valeurs sont plus basses pour les autres types de population : 1,9 % pour la population totale, 4,4 % pour les jeunes non diplômés, et 4,9 % pour tous les diplômés.

La centralité - La centralité joue aussi un rôle important : les flux totaux de jeunes non diplômés et de diplômés sont sensiblement plus forts vers les petites et grandes agglomérations centrales que vers les métropoles. Les flux nets sont de 5 à 10 % plus élevés vers les agglomérations centrales que vers les métropoles ou les agglomérations en périphérie. La seule catégorie pour laquelle ce résultat ne tient pas est celle des jeunes diplômés : pour eux, à taille et région comparables, il n'y a pas de surplus d'immigration vers les agglomérations centrales. Par contre, ce sont les grandes agglomérations périphériques qui sont les plus grandes perdantes en jeunes diplômés.

La région - De manière systématique, ce sont les agglomérations québécoises qui ont les flux de migration nets les plus bas. Pour la population totale, ces flux sont de 2 à 7 % inférieurs à ceux des cinq autres régions. En ce qui concerne les jeunes diplômés, les flux québécois sont semblables (bien que légèrement inférieurs) à ceux des Prairies, de l'Ontario et de l'Alberta, mais inférieurs à ceux de la Colombie-Britannique. Pour les diplômés dans leur ensemble, les agglomérations québécoises ont des flux nettement inférieurs à ceux de l'Alberta et de la Colombie-Britannique.

Dans l'ensemble, ce modèle simple de migration a un bon pouvoir explicatif : pour la population totale, les jeunes non diplômés et les diplômés, le modèle explique entre 30 et 50 % de la variance. Par contre, pour les jeunes diplômés, les résultats sont moins forts, bien que significatifs : seulement 18 % de la variance totale est expliquée.

1.1.2 Autres facteurs explicatifs

Richard Florida (2004) avance que les personnes «talentueuses» seraient attirées par une vie culturelle intense et par la présence d'institutions de savoir comme les universités. Une approche alternative voudrait que les personnes hautement qualifiées soient attirées par des activités économiques de pointe comme les services supérieurs et les emplois manufacturiers de haute technologie (Wolf, 2002).

Il se trouve que ni l'une ni l'autre des ces théories n'est confirmée par notre analyse (annexe 2).

La culture - La plus forte présence d'activités culturelles (mesurée par le pourcentage d'emplois dans le théâtre, la production de films, les loisirs et les activités sportives) ne s'accompagne pas d'une plus forte migration nette, et ce, quelle que soit la catégorie de population analysée.

Les universités - La présence d'universités est mesurée par le pourcentage d'emplois universitaires dans chaque agglomération. De manière apparemment paradoxale, une plus forte présence d'emplois universitaires est un facteur répulsif pour la migration des jeunes, des jeunes diplômés, et des diplômés dans leur ensemble. Cependant, le paradoxe n'est qu'apparent. En effet, notre mesure de migration est construite à partir de réponses obtenues en 2001 à la question «Où viviez-vous cinq ans auparavant ?». Les personnes qui ont obtenu un diplôme universitaire dans une ville universitaire et qui sont ensuite allées travailler dans une ville non universitaire contribuent à cet effet négatif : les villes universitaires sont des «villes productrices» de diplômés, et ces diplômés se dispersent ensuite sur l'ensemble du territoire.

1. La migration des diplômés universitaires dans le système urbain canadien, de 1996 à 2001

Le fait que la présence d'emplois universitaires augmente les flux de sortie, surtout pour les jeunes diplômés, est un signe que les universités font leur travail. Elles produisent des diplômés qui quittent souvent la ville dans laquelle ils ont fait leurs études.

Les emplois de services supérieurs - La présence d'emplois de services supérieurs n'a pas d'effet statistiquement significatif sur les flux migratoires nets. Cependant, surtout pour les jeunes diplômés et les diplômés dans leur ensemble, les résultats laissent entendre qu'il existe peut-être des effets attractifs, mais que ces effets sont brouillés par d'autres facteurs qui n'ont pas été envisagés dans notre modèle simple.

Les emplois manufacturiers de haute technologie - La présence d'emplois manufacturiers de haute technologie n'a pas d'effet statistiquement significatif sur les flux migratoires nets. Cependant, pour les jeunes (qu'ils soient diplômés ou non), nos résultats laissent entendre qu'il existe peut-être un effet attractif.

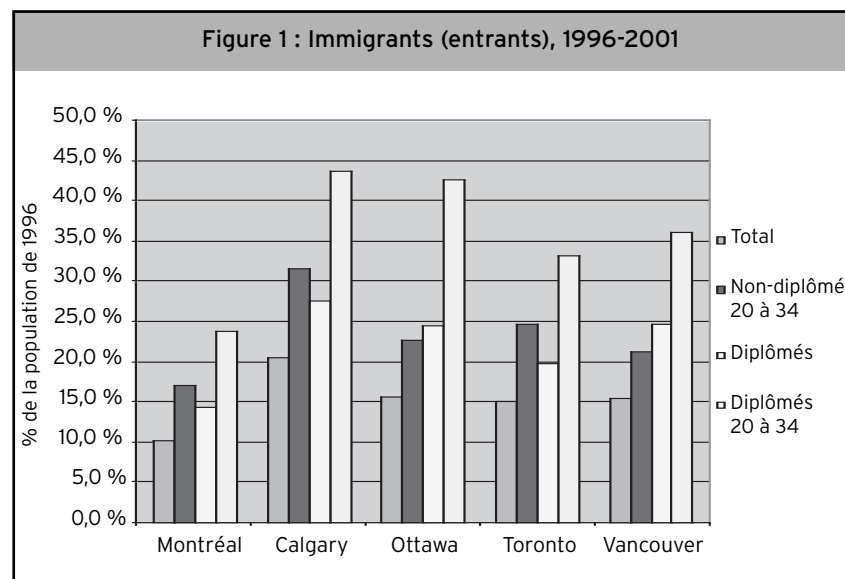
En somme, nous ne parvenons pas à identifier de facteurs attractifs autres que les facteurs structurels déjà décrits. Cela ne signifie pas que les théories de Florida, ou celles qui mettent en avant le pouvoir attractif de secteurs de pointe, soient nécessairement fausses. Cela signifie plutôt que ces théories ne sont pas généralisables, et qu'il est fort probable qu'au sein du système urbain canadien, des effets multiples et complexes influent à la marge sur la valeur des flux migratoires. Autrement dit, une fois qu'on a reconnu l'existence de certains effets simples (l'effet de la taille urbaine, de la région et du type d'agglomération), il faut se pencher plus en détail sur chaque cas particulier. Une théorie générale des flux de migration comme celle que l'on pourrait tirer des thèses de Richard Florida est trop simple pour rendre compte de la réalité des flux observés.

1.2 Les grandes agglomérations canadiennes

1.2.1 L'immigration

La figure 1 illustre le taux d'immigration de chacune des cinq plus grandes agglomérations canadiennes, c'est-à-dire le nombre de personnes qui sont

arrivées de l'extérieur de l'agglomération au cours de la période 1996 à 2001, divisé par le nombre de personnes qui y résidaient en 1996. Ce taux est calculé séparément pour chaque type de population.



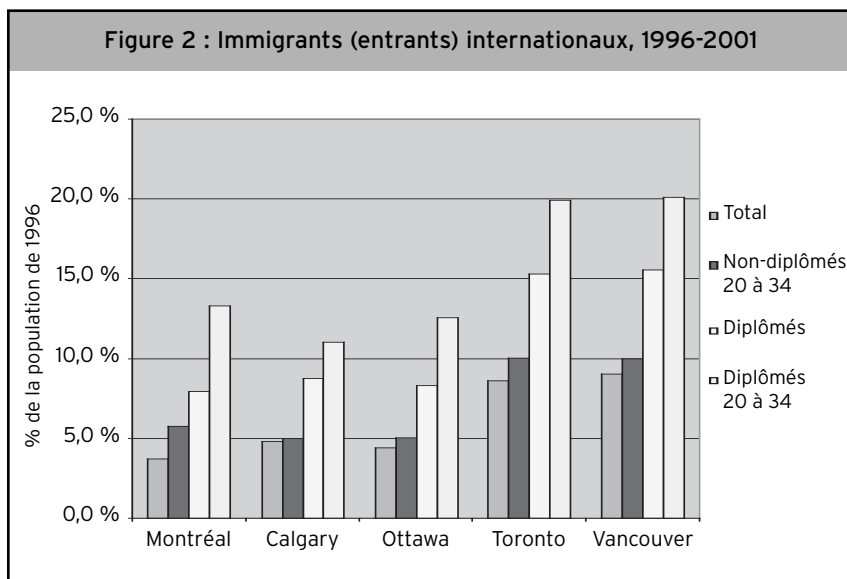
On voit que Montréal a un taux d'immigration de population totale nettement inférieur à ceux de Toronto et de Vancouver. Calgary, ville centrale d'une région en pleine expansion, connaît un taux de migration très fort. Ottawa – sans doute à cause de son rôle gouvernemental et de la présence de la fonction publique, mais aussi de son dynamisme économique récent – bénéficie de taux d'immigration très élevés pour les jeunes diplômés.

Quant à Toronto, elle bénéficie d'un taux de migration des jeunes non diplômés plus fort que Vancouver, Montréal et Ottawa.

1. La migration des diplômés universitaires dans le système urbain canadien, de 1996 à 2001

1.2.2 Immigration internationale

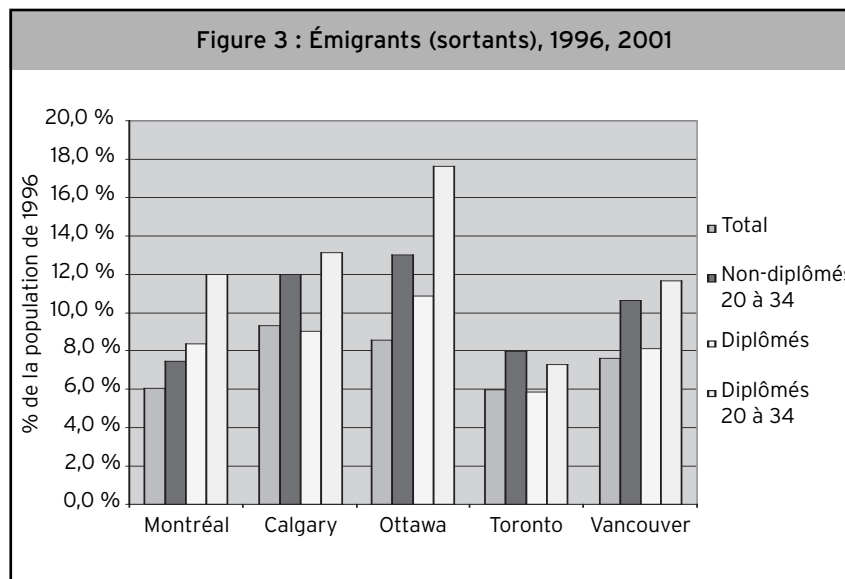
Si l'on décompose l'immigration pour en faire ressortir la portion internationale (figure 2), on voit que les taux de Montréal sont aussi très bas par rapport à ceux de Toronto et de Vancouver.



Montréal n'attire proportionnellement que le même nombre de diplômés internationaux qu'Ottawa et Calgary. Ce sont les agglomérations de Toronto et de Vancouver qui bénéficient d'une migration internationale très forte, et ce, pour tous les types de population, en particulier les diplômés jeunes et moins jeunes. De manière plus générale, ces résultats indiquent que Montréal est surtout attractif localement (et, l'on suppose, principalement pour les régions du Québec), tandis que le rayonnement de Toronto et de Vancouver est véritablement international.

1.2.3 Émigration

Pour des raisons statistiques évidentes, les flux d'émigration (de sortie) ne peuvent pas tenir compte directement des flux qui sortent du Canada : en effet, le recensement ne peut tenir compte que des personnes résidant au Canada en 2001. Ceux qui sont partis ne laissent pas de trace dans le recensement. Il est donc important de se souvenir que les flux d'émigration sont des flux partiels. Cependant, l'émigration vers l'extérieur du Canada étant beaucoup moins importante que l'immigration internationale, nous pensons que nos conclusions générales restent valides.



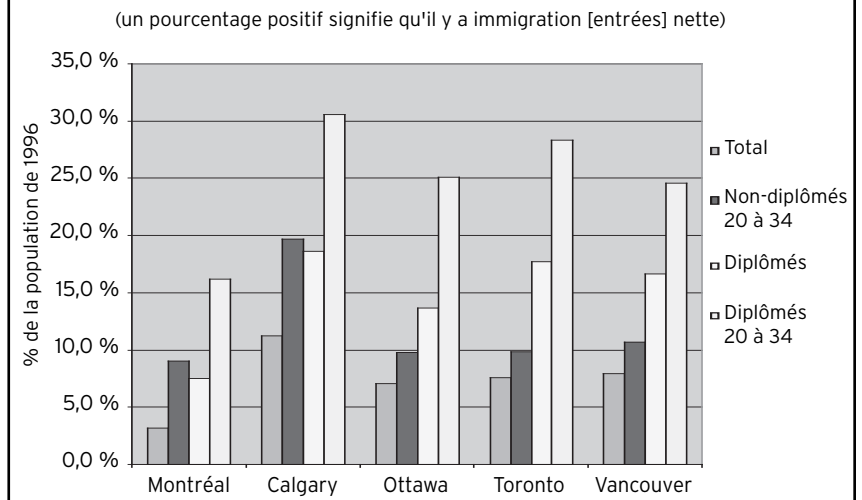
1. La migration des diplômés universitaires dans le système urbain canadien, de 1996 à 2001

Si l'on regarde les flux de population totale (figure 3), on remarque que plus les agglomérations sont petites, plus les flux de sortie sont grands : cela est en accord avec les résultats de notre modèle. Cependant, la situation est différente pour les diplômés, et surtout pour les jeunes diplômés. Le graphique montre que Montréal ne parvient pas à retenir ni ses diplômés, ni ses jeunes diplômés, aussi bien que Toronto ou Vancouver. Le taux de départ de ces derniers est équivalent à celui de Calgary, et seul Ottawa en perd à un rythme nettement plus grand que Montréal.

1.2.4 Migration nette

Si l'on combine ces flux, on obtient la migration nette (figure 4). Notre mesure de migration nette est approximative, car elle ne tient pas compte des départs vers l'étranger : nous estimons que ce biais – qui est mineur – aura tendance à privilégier les agglomérations qui sont les moins internationales (car elle sous-estime leur migration de départ), et privilégiera donc Montréal par rapport à Vancouver et Toronto. Malgré ce biais, nous constatons que les flux migratoires nets, surtout ceux des diplômés et des jeunes diplômés, sont bien plus bas pour Montréal que pour les quatre autres principales agglomérations canadiennes.

Figure 4 : Migration nette (sans les départs vers l'étranger), 1996-2001

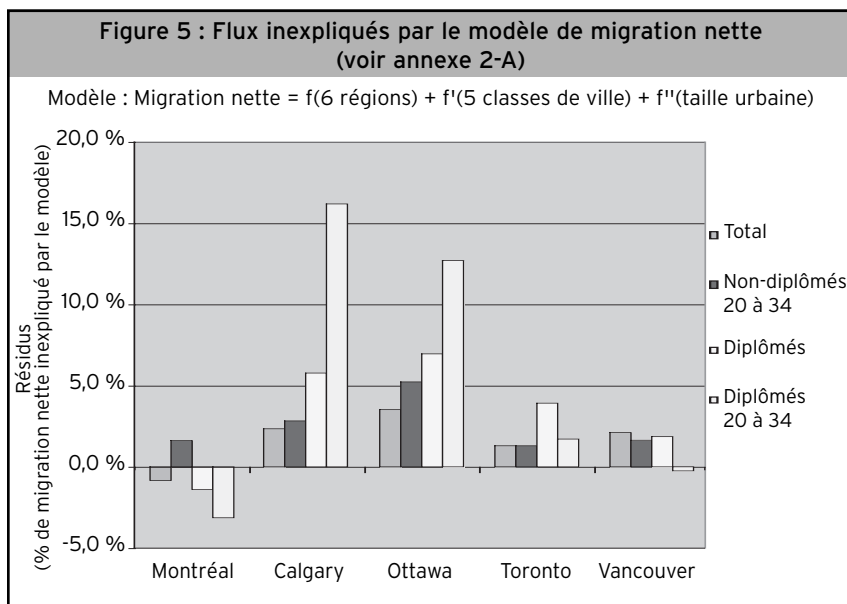


Ces flux nets ne sont tout de même pas négatifs pour Montréal qui gagne plus de population, et surtout de diplômés, qu'elle n'en perd. Mais son attractivité semble être beaucoup moins grande que celle des autres grandes agglomérations canadiennes.

1. La migration des diplômés universitaires dans le système urbain canadien, de 1996 à 2001

1.3 La situation de Montréal : explications possibles

Nous avons vu que plusieurs facteurs pourraient expliquer les flux migratoires observés : la région, le type d'agglomération et leur taille. Une partie des différences observées entre les cinq agglomérations canadiennes pourrait être attribuable à ces facteurs. Il est donc utile d'analyser les flux qui ne sont pas prédits par notre modèle : autrement dit, nous analysons les flux résiduels une fois soustraits les flux attribuables à la taille urbaine, à la région d'appartenance et au type d'agglomération.


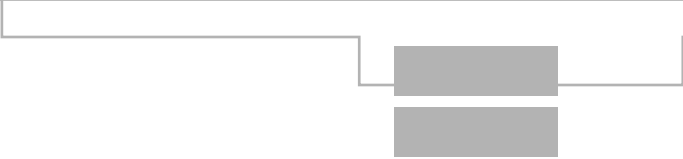


Ces flux sont illustrés à la figure 5 : nous constatons que Calgary et Ottawa attirent des flux nets – surtout des flux de diplômés et de jeunes diplômés – bien supérieurs à ce à quoi on s'attendrait si seuls leur taille, leur type et leur région d'appartenance jouaient un rôle. Toronto et Vancouver attirent des flux légèrement supérieurs aux attentes du modèle. Toronto semble particulièrement attractive pour les diplômés dans leur ensemble, et Vancouver l'est un peu moins que prévu pour les jeunes diplômés.

Seule Montréal performe en dessous des attentes du modèle : mis à part la migration des jeunes non diplômés, les flux migratoires nets de Montréal sont inférieurs à ceux qui seraient prévisibles, compte tenu de sa taille et de son appartenance au Québec. Étant donné que l'appartenance au Québec ajuste déjà vers le bas les attentes en termes de flux migratoires nets, l'attractivité de Montréal semble particulièrement faible.

Les différences de flux migratoires entre Toronto et Montréal se situent surtout autour du nombre d'immigrants (figure 1), et plus particulièrement du nombre d'immigrants internationaux (figure 2). En effet, les flux d'émigrants sont semblables pour ces deux agglomérations, sauf en ce qui concerne les jeunes diplômés qui partent plus facilement de Montréal (figure 3). Montréal est donc moins attractive que Toronto, mais elle parvient, en gros, à retenir sa population – sauf les jeunes diplômés – de manière proportionnelle à sa taille et à sa situation géographique (le fait qu'elle soit au Québec).

Nous ne pouvons qu'avancer des hypothèses explicatives, et non des explications. Les tendances observées sont compatibles avec un rôle migratoire plus local (québécois) pour Montréal, tandis que Toronto et Vancouver ont un rôle plus international. Calgary et Ottawa, qui n'attirent pas beaucoup d'immigrants internationaux, ont un rayonnement d'attraction à la hauteur du Canada. Les jeunes non diplômés ainsi que les diplômés plus âgés ont tendance à rester à Montréal, peut-être à cause de barrières linguistiques et culturelles. Ces barrières seraient moins présentes pour les jeunes diplômés qui semblent prêts à quitter Montréal dans des proportions sensiblement plus importantes que celles observées pour Toronto : ceci se traduit d'ailleurs pour Montréal par un solde migratoire négatif pour les jeunes diplômés une fois pris en compte les effets de taille, de région et de type d'agglomération (figure 5).



1. La migration des diplômés universitaires dans le système urbain canadien, de 1996 à 2001

1.4 Conclusion

Les résultats de cette analyse n'ont rien de très surprenant. Ils illustrent le fait que malgré les régularités repérées dans les flux de migration (annexe 1), chaque agglomération doit aussi être comprise individuellement. Calgary, capitale économique d'une région en pleine expansion durant la deuxième moitié des années 1990, est un grand attracteur pour les migrants canadiens. Toronto et Vancouver sont les portes d'entrée privilégiées de l'immigration internationale, mais attirent aussi une part importante de la migration intracanadienne. Ottawa, qui a connu un fort essor économique entre 1996 et 2001, est aussi la capitale nationale. En tant que telle, elle concentre les flux de migration liés à la fonction publique fédérale, surtout ceux des diplômés. On y constate de forts flux d'entrée et de sortie, qui pourraient en partie correspondre aux divers placements temporaires qui caractérisent la fonction publique, mais qui sont également le reflet du rôle d'Ottawa-Gatineau comme «productrice» de diplômés (voir partie 2).

Finalement, Montréal a connu une bonne croissance économique entre 1996 et 2001, sans toutefois dépasser celle des autres grandes métropoles canadiennes. Cependant, son attractivité migratoire internationale et nationale est quelque peu limitée. Ces limites sont-elles reliées aux choix linguistiques et sociaux de la société québécoise (imposition élevée, «modèle québécois», fait français, etc.) ? Ces choix, acceptés et voulus par la société québécoise, ne sont peut-être pas aussi attrayants pour les migrants qui portent un regard extérieur sur Montréal. Toutefois, Montréal demeure un attracteur net de migrants – à la fois sur le plan national et international. Ses taux de migration nets, tout en étant moins forts que ceux des autres villes canadiennes, restent positifs. Sa situation est donc loin d'être inquiétante, et elle reflète la réalité économique et les choix de société qui ont été faits.

2. Étude comparative du nombre de diplômés universitaires (inscriptions et diplômes décernés) pour douze métropoles nord-américaines

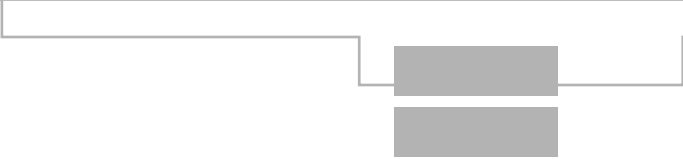
Au plan de la scolarisation de sa population, la position peu enviable de la région métropolitaine de Montréal est bien connue. La région compte, toutes proportions gardées, moins de diplômés universitaires que la plupart des autres métropoles du continent. La part des diplômés universitaires dans la population métropolitaine (soit 14,7 %) était en 2001 la plus faible des onze métropoles de référence² : voir tableau 1. L'explication réside en partie, nous l'avons vu dans la partie précédente, dans le plus faible pouvoir d'attraction de la métropole, du moins par rapport à ses principales rivales canadiennes. Cependant, comme nous le verrons, le poids des diplômés progresse plus rapidement à Montréal que dans la plupart des autres métropoles : résultat attribuable surtout à la très bonne performance de Montréal en matière de production locale des diplômés.

Dans cette partie, nous examinerons d'autre information pour la RMR de Montréal, en prenant comme points de comparaison onze métropoles nord-américaines, soit les cinq plus grandes du Canada (celles présentées dans la partie précédente) plus sept des États-Unis. La définition des métropoles et les problèmes de comparaison entre régions urbaines (RMR) canadiennes et régions urbaines (MSA/CMSA) américaines sont traités dans Polèse et Shearmur (2004). Dans les tableaux présentés dans cette partie, les régions urbaines sont toujours classées en ordre décroissant, selon la valeur de l'indicateur en cause.

2.1 Mise en garde méthodologique

Avant de procéder, une mise en garde s'impose sur l'utilisation des données présentées. De l'information supplémentaire sur les sources et sur certains calculs se trouve dans l'annexe 3. Les données sur les étudiants inscrits à l'université et sur les diplômes universitaires décernés par région urbaine comportent des limites importantes. Même si les données brutes reposent sur des sources fiables, aux États-Unis comme au Canada, il ne s'agit pas de données normalisées, au sens strict du terme. L'information «Nombre d'étudiants inscrits à l'université dans la région urbaine x», à titre d'exemple, ne constitue pas une donnée standard, normalisée, publiée régulièrement par des agences statistiques. Il s'agit toujours de compilations spéciales qui reposent sur des assemblages d'information par établissement universitaire. L'échelle de base, qui sert à organiser l'information, est l'établissement universitaire. Cela pose problème dès que l'on cherche à attribuer les inscriptions (ou diplômes) à une région urbaine précise pour des universités qui possèdent plusieurs campus, écoles, facultés, etc., localisés dans des villes différentes. À titre d'illustration, dans le cas de la région de Montréal, l'ENAP, l'INRS et l'Université de Sherbrooke, pour ne nommer que celles-là, sont présentes sur son territoire. Cependant, l'inscription et l'attribution des diplômes se font à l'échelle de l'institution universitaire; si bien que les étudiants inscrits dans ces trois institutions, mais localisées à Montréal, ne figurent pas, comme tels, dans l'information compilée par Statistique Canada pour la RMR de Montréal, car les sièges des institutions universitaires se trouvent à l'extérieur de la région montréalaise. Des situations semblables se présentent sans doute dans toutes les métropoles. Il est impossible d'en tenir compte sans un accès direct à l'information détaillée pour chaque établissement universitaire dans chaque métropole; et encore là, il n'est pas certain qu'elle soit disponible.

2. Les onze métropoles sont celles retenues, pour fins de comparaison, par le *Bulletin de santé de Montréal de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain*. Les mêmes métropoles sont examinées dans Polèse et Shearmur (2004).



2. Étude comparative du nombre de diplômés universitaires (inscriptions et diplômes décernés) pour douze métropoles nord-américaines

Au problème décrit dans le paragraphe précédent s'en ajoutent d'autres. Le concept «d'étudiant à temps partiel» est très élastique : il peut englober une grande variété de réalités. Or, l'information sur les inscriptions est, comme le veut la pratique universitaire, exprimée en «équivalent temps plein», sans tenir compte des différences entre institutions ou personnes³. De plus, l'information sur les inscriptions et les diplômes suppose, implicitement, que nous traitons partout des mêmes réalités. En d'autres mots, à titre d'exemple, une maîtrise décernée exprime partout la même réalité. Nous savons pertinemment que ce n'est pas le cas. Les études pour obtenir une maîtrise peuvent varier, selon l'institution, la discipline et la juridiction – d'un à trois ans, avec ou sans mémoire... – selon le cas. Nous verrons plus loin (voir tableau 7) que Montréal fait moins bonne figure pour les maîtrises décernées, comme d'ailleurs l'ensemble des villes canadiennes. Il est raisonnable de penser que cela est le reflet de différences de philosophie et de fonctionnement entre le système universitaire québécois (et canadien dans son ensemble) et le système universitaire américain.

Nos données ne tiennent pas compte, non plus, des diplômes universitaires intermédiaires, dont il existe une variété imposante (DESS, certificats, etc.). Là encore, les pratiques peuvent beaucoup varier d'une institution à l'autre, et d'un État, d'une province ou d'un pays à l'autre. Nous avons, en ce sens, mis de côté les données sur les «First Professional Degrees», contenues dans les séries américaines, car nous n'avons pas des données équivalentes pour les universités canadiennes. Il est possible (mais difficile à vérifier) que cela introduise un léger biais à la baisse pour les inscriptions totales (tableaux 4 et 5) attribuées aux villes américaines. Finalement, qui peut prétendre que tous les diplômes, même s'ils portent le même grade, ont la même valeur sur le marché ? Il faut bien reconnaître, sans vouloir blesser personne, qu'un diplôme de Harvard ou de MIT a plus de valeur sur le marché que le diplôme de certaines institutions moins prestigieuses.

Bref, l'information sur les inscriptions et sur les diplômes décernés doit être traitée avec beaucoup de prudence⁴. Celle présentée dans les tableaux qui suivent (à l'exception des tableaux 1 à 3) doit être vue comme des approximations et non comme des données fermes. Le lecteur ne doit donc pas porter trop d'attention à des petites différences. Avec cette mise en garde à l'esprit, passons maintenant à l'analyse de nos résultats.

3. *Dans les données américaines et canadiennes, un étudiant régulier compte en principe pour 3,5 étudiants à temps partiel. Nous avons cependant dû faire un ajustement pour normaliser les deux séries. (Voir annexe 2-C).*

4. *Cette mise en garde ne s'applique pas, toutefois, aux données de population (niveaux de scolarisation), tirées des recensements, qui sont à la base des analyses de la partie 1 et des tableaux 1 à 3.*

2.
Étude comparative du nombre de diplômés
universitaires (inscriptions et diplômes décernés)
pour douze métropoles nord-américaines

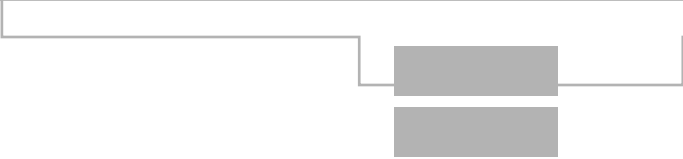
Tableau 1	
Part des diplômés dans la population, 2000*	
Région urbaine	%
1 Boston	23,1 %
2 Seattle	21,2 %
3 Ottawa	20,9 %
4 Atlanta	20,5 %
5 New York	20,3 %
6 Chicago	18,4 %
7 Toronto	18,4 %
8 Philadelphie	17,7 %
9 Vancouver	17,0 %
10 Calgary	16,9 %
11 Miami	15,5 %
12 Montréal	14,7 %

* Baccalauréat et plus élevé. Année 2001 pour le Canada

Tableau 2	
Croissance (en %) du nombre de diplômés, 1990-2000	
Région urbaine	Croissance 1990-2000
1 Vancouver	81,3 %
2 Atlanta	75,4 %
3 Calgary	67,8 %
4 Seattle	65,4 %
5 Toronto	64,9 %
6 Boston	58,9 %
7 Ottawa	48,0 %
8 Miami	46,6 %
9 Montréal	44,8 %
10 Chicago	39,7 %
11 New York	38,2 %
12 Philadelphie	25,0 %

Tableau 3	
Croissance de la part des diplômés, 1990-2000	
Région urbaine	Croissance 1990-2000*
1 Vancouver	46,0 %
2 Toronto	37,2 %
3 Montréal	36,4 %
4 Calgary	33,1 %
5 Ottawa	30,0 %
6 Chicago	23,0 %
7 Atlanta	20,9 %
8 Miami	20,7 %
9 Philadelphie	19,2 %
10 Seattle	19,1 %
11 New York	17,9 %
12 Boston	13,9 %

* % de diplômés dans la population en 2000 / % en 1990



2. Étude comparative du nombre de diplômés universitaires (inscriptions et diplômes décernés) pour douze métropoles nord-américaines

2.2 Évolution 1990-2000 de la population diplômée

Montréal se positionne au dernier rang pour ce qui est de la proportion des diplômés universitaires dans sa population (tableau 1). Cependant, le portrait s'améliore dès que nous regardons l'évolution de 1990 à 2000 (1991 à 2001 pour les villes canadiennes). La croissance réelle du nombre des diplômés (exprimée en % au tableau 2) est largement le reflet de la croissance globale de la ville. Il n'est donc pas étonnant de trouver en tête de liste des villes à croissance rapide comme Vancouver, Atlanta, Calgary et Seattle, toutes des villes situées au sud ou à l'ouest du continent. Nous savons par ailleurs que Calgary et Vancouver sont des villes d'immigration importantes (revoir la figure 1). Même si Montréal n'est pas une ville à croissance rapide, comparée à d'autres villes du continent, la croissance du nombre des diplômés (en %) y était néanmoins plus importante qu'à New York, Chicago et Philadelphie, ce qui laisse croire que *la part* des diplômés y croît plus rapidement que dans d'autres villes.

Cette intuition est confirmée par le tableau 3. Lorsqu'on regarde la croissance de *la part* des diplômés dans la population, Montréal se hisse au troisième rang, ce qui constitue, somme toute, une très bonne performance. Montréal est en train, il faut l'espérer, de rattraper son retard. Cependant, un deuxième regard sur le tableau 3 nous apprend que ce rattrapage touche toutes les villes canadiennes. Il s'agit donc d'un mouvement généralisé de rétrécissement de l'écart entre villes américaines et canadiennes, dont profite aussi Montréal. Si Montréal se trouve au troisième rang pour ce qui est de la croissance de la part des diplômés dans la population, c'est que la croissance est encore plus forte à Vancouver et à Toronto. En d'autres mots, si l'écart par rapport aux métropoles américaines (et à certaines villes canadiennes) se rétrécit, ce qui est une bonne nouvelle, il est cependant en train de s'agrandir par rapport aux deux autres grandes métropoles canadiennes. Nous avons vu que l'immigration nette des diplômés à Toronto et à Vancouver, entre 1996 et 2001 (tendance qui se confirme sans doute pour la période 1991-1996), y était, toutes proportions gardées, sensiblement plus élevée que pour la région de Montréal (revoir la figure 4).

2.
Étude comparative du nombre de diplômés
universitaires (inscriptions et diplômes décernés)
pour douze métropoles nord-américaines

Tableau 4	
Étudiants inscrits à l'université, 2001	
Région urbaine	Effectifs réels*
1 New York	505 692
2 Boston	237 846
3 Chicago	199 463
4 Philadelphie	176 837
5 Toronto	92 701
6 Montréal	88 601
7 Atlanta	87 408
8 Miami	65 573
9 Seattle	59 006
10 Vancouver	42 904
11 Ottawa	37 231
12 Calgary	22 899

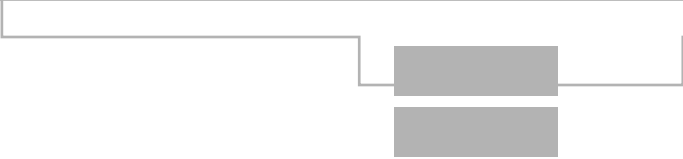
* Équivalent temps plein

Tableau 5	
Étudiants inscrits à l'université, 2001*	
Région urbaine	Par habitant
1 Boston	4,09
2 Ottawa	3,50
3 Philadelphie	2,86
4 Montréal	2,59
5 Calgary	2,41
6 New York	2,39
7 Chicago	2,18
8 Vancouver	2,16
9 Atlanta	2,13
10 Toronto	1,98
11 Miami	1,69
12 Seattle	1,66

* multiplié par 100 pour faciliter la présentation

Tableau 6	
Diplômes décernés 2001 – Bac et plus	
Région urbaine	Effectifs réels
1 New York	119 156
2 Boston	61 956
3 Chicago	52 155
4 Philadelphie	44 819
5 Montréal	23 092
6 Toronto	22 425
7 Atlanta	19 430
8 Miami	17 001
9 Seattle	16 650
10 Vancouver	11 230
11 Ottawa	9 160
12 Calgary	5 005

Cependant, la forte croissance (en termes relatifs : tableau 3) du nombre des diplômés à Montréal - plus forte qu'à Calgary ou Ottawa-Gatineau, malgré son plus faible pouvoir d'attraction auprès des immigrants instruits - laisse croire que Montréal réussit en partie à compenser son faible pouvoir d'attraction par une production locale plus forte de diplômés.



2. Étude comparative du nombre de diplômés universitaires (inscriptions et diplômes décernés) pour douze métropoles nord-américaines

2.3 La formation locale de diplômés

Les tableaux 4 et 5 donnent, respectivement, le nombre d'étudiants inscrits à l'université par ville, les trois grades confondus, et la même information présentée sur une base par habitant. Le nombre d'étudiants inscrits dans des universités locales est en bonne partie tributaire de la taille de la ville. Les grandes villes ont plus d'universités (et des universités plus grandes) et, forcément, plus d'étudiants. Il n'est donc pas étonnant de voir New York et Chicago en haut du classement (tableau 4). Cependant, la position de Boston en deuxième place (même en effectifs absolus) est un premier indice de la place particulière que cette ville occupe sur l'échiquier universitaire nord-américain. Mais Montréal, en sixième position, ne s'en tire pas si mal : premier indice de la force de ses universités. Le nombre d'étudiants universitaires y est plus que le double de ceux de Vancouver ou d'Ottawa-Gatineau. Montréal occupe, en somme, une position très respectable comme centre universitaire en Amérique du Nord, mais sans pour autant se classer dans la même ligue que des grands centres universitaires comme Boston ou Chicago.

La bonne performance de Montréal ressort encore plus clairement lorsque les données sont présentées sur une base par habitant (tableau 5). Montréal occupe la quatrième position après Boston, Ottawa-Gatineau et Philadelphie. La position d'Ottawa-Gatineau en haut du classement - résultat qui peut étonner - se comprend mieux à la lumière de la figure 3. La région d'Ottawa-Gatineau, dont la population dépasse à peine le million, est une région «productrice» de diplômés pour le reste du pays, d'où les sorties importantes de diplômés⁵. Comme nous le verrons plus loin (tableau 7), le rôle d'Ottawa-Gatineau comme «productrice» (et exportatrice, sans doute) de diplômés se limite surtout au premier cycle (niveau baccalauréat). C'est bien différent des grands centres de recherche universitaire, Boston en tête, dont la force se trouve dans les cycles supérieurs. La région de Boston reste un cas à part, tant par la densité que par le prestige des universités sur son territoire. Cette région demeure, à bien des égards, le premier centre universitaire et intellectuel (et certains diraient aussi le principal foyer d'innovation⁶) du nord-est du continent, voire de toute l'Amérique du Nord.

5. *Le cas d'Ottawa-Gatineau doit également nous inciter à la prudence dans l'interprétation des indicateurs par habitant. Des petites villes universitaires, mais avec des grandes universités, afficheront nécessairement des indices élevés par habitant; mais cela n'en fait pas pour autant des grands centres du haut savoir. Aux États-Unis, des petites villes comme Ithica (Cornell) et New Haven (Yale) viennent spontanément à l'esprit.*

6. *Boston se classe aussi bonne première pour le nombre de brevets par habitants (voir Polèse et Shearmur 2004).*

2.
Étude comparative du nombre de diplômés
universitaires (inscriptions et diplômes décernés)
pour douze métropoles nord-américaines

Tableau 7

Diplômes décernés par habitant, 2001 *

Région urbaine	Baccalauréat	Région urbaine	Maîtrise	Région urbaine	Doctorat	Région urbaine	Total
1 Ottawa	0,70	1 Boston	0,41	1 Boston	0,0328	1 Boston	1,06
2 Boston	0,62	2 Chicago	0,23	2 Montréal	0,0227	2 Ottawa	0,86
3 Montréal	0,51	3 Philadelphie	0,21	3 Vancouver	0,0216	3 Philadelphie	0,72
4 Philadelphie	0,49	4 New York	0,21	4 Ottawa	0,0207	4 Montréal	0,67
5 Vancouver	0,45	5 Miami	0,17	5 Philadelphie	0,0204	5 Chicago	0,57
6 Calgary	0,43	6 Atlanta	0,15	6 Miami	0,0194	6 Vancouver	0,57
7 Toronto	0,39	7 Montréal	0,14	7 Chicago	0,0155	7 New York	0,56
8 New York	0,34	8 Ottawa	0,14	8 Atlanta	0,0145	8 Calgary	0,53
9 Chicago	0,33	9 Seattle	0,13	9 New York	0,0143	9 Toronto	0,48
10 Seattle	0,32	10 Vancouver	0,09	10 Toronto	0,0137	10 Atlanta	0,47
11 Atlanta	0,30	11 Calgary	0,09	11 Seattle	0,0134	11 Seattle	0,47
12 Miami	0,25	12 Toronto	0,08	12 Calgary	0,0126	12 Miami	0,44

* multiplié par 100 pour faciliter la présentation.

Ce qu'il faut retenir, toutefois, c'est que Montréal, sans être Boston, se positionne très bien comparativement aux autres métropoles, position qui se confirme lorsqu'on regarde le nombre de diplômes décernés (tableaux 6 et 7). Le nombre absolu est, à nouveau, sensible à la taille de la ville. Il reste que le nombre de diplômes décernés à Montréal (pour l'année 2001) est nettement supérieur aux nombres affichés par Vancouver, Calgary et Ottawa-Gatineau, et même légèrement au-dessus de ce qu'affiche Toronto. Bref, par rapport aux

villes canadiennes, Montréal se positionne très bien, et pourrait même, sur certains critères, disputer la première place à Toronto. Les résultats par habitant (tableau 7) ne font que confirmer, à nouveau, le positionnement de Montréal qui se trouve en troisième position pour les diplômes de premier cycle (derrière Ottawa-Gatineau et Boston) et en deuxième position (derrière Boston) pour le nombre de doctorats décernés par habitant.

2.
Étude comparative du nombre de diplômés universitaires (inscriptions et diplômes décernés) pour douze métropoles nord-américaines

Tableau 8	
Doctorats décernés en sciences et génie, 2000*	
Région urbaine	Effectifs réels
1 Boston	943
2 New York	431
3 Atlanta	329
4 Chicago	316
5 Montréal	309
6 Seattle	264
7 Philadelphie	220
8 Vancouver	220
9 Toronto	200
10 Miami	99
11 Ottawa	75
12 Calgary	61

*1998 pour le Canada

Tableau 9	
Doctorats décernés en sciences et génie, 2000*	
Région urbaine	Par 1 000 habitants
1 Boston	0.162
2 Vancouver	0.109
3 Montréal	0.087
4 Atlanta	0.080
5 Seattle	0.074
6 Ottawa	0.068
7 Calgary	0.063
8 Toronto	0.041
9 Philadelphie	0.036
10 Chicago	0.035
11 Miami	0.026
12 New York	0.020

*1998 pour le Canada

Les tableaux 8 et 9 donnent une information analogue, mais en se limitant aux doctorats décernés en sciences et génie, domaine clé pour les industries à haut contenu technologique. À nouveau, Montréal fait bonne figure, en troisième place sur une base «par 1 000 habitant», quoique loin derrière Boston. Vancouver se positionne également très bien, même avant Montréal. Il est d'autant plus étonnant que les deux villes canadiennes affichent des résultats plutôt décevants quant aux brevets émis. L'explication réside peut-être, du moins en partie, dans les bases économiques des deux provinces concernées.

L'économie de la Colombie-Britannique, encore plus que celle du Québec, repose sur l'exploitation et la transformation des ressources : foresterie, mines et métallurgie, hydroélectricité, etc., des secteurs qui font largement appel aux ingénieurs et aux professions connexes (géologues, chimistes, etc.). Il faut croire que les diplômés en sciences et génie, à Vancouver comme à Montréal, se dirigent souvent vers des activités de soutien aux industries de base, plutôt que vers des activités d'invention et d'innovation dans des industries en émergence. C'est une hypothèse à explorer, mais qui dépasse le mandat de notre étude.

Tableau 10	
Région métropolitaine et indice d'attraction relative	
Région métropolitaine	Indice d'attraction relative*
1 Atlanta	1,87
2 Seattle	1,79
3 Toronto	1,50
4 Vancouver	1,34
5 Calgary	1,29
6 Miami	1,12
7 New York	1,00
8 Chicago	0,92
9 Boston	0,80
10 Ottawa	0,77
11 Montréal	0,65
12 Philadelphie	0,49

* Indice : Poids (estimé) des migrations dans la croissance de diplômés 1990-2000

2. Étude comparative du nombre de diplômés universitaires (inscriptions et diplômes décernés) pour douze métropoles nord-américaines

2.4 Bilan

En mettant de côté le cas particulier d'Ottawa-Gatineau (exportatrice de diplômés de premier cycle vers le reste du pays), Montréal affiche une très bonne performance au titre de la production de diplômés. Sa production, toutes proportions gardées, est au-dessus de la moyenne des douze métropoles nord-américaines de référence et, en règle générale, supérieure à celle des quatre autres grandes villes canadiennes. Le rattrapage scolaire de la région montréalaise par rapport à d'autres métropoles (revoir le tableau 3), malgré son faible pouvoir d'attraction auprès des diplômés, s'explique, du moins en partie, par sa forte production locale de diplômés. En contrepartie, la plus forte croissance proportionnelle de diplômés à Toronto et à Vancouver doit nécessairement s'expliquer par leur plus fort pouvoir d'attraction auprès des diplômés. Si les diplômés y croissent plus rapidement, toutes proportions gardées, ce n'est pas parce que les deux autres métropoles canadiennes produisent localement plus de diplômés, mais bien parce qu'elles en attirent plus.

En termes simples, le point faible de Montréal est son pouvoir d'attraction; son point fort est sa production locale de diplômés. Si le deuxième réussit en partie à compenser le premier, il n'est pas suffisant, toutefois, pour effacer l'écart (grandissant, semble-t-il) entre Montréal et les deux autres grandes métropoles canadiennes.

Pour synthétiser les forces en jeu (production locale/migration), nous avons créé un indicateur, très imparfait nous en convenons, nommé indice d'attraction relative (tableau 10), qui repose sur le calcul suivant :

$$\text{Indice} = \frac{(\text{Croissance réelle du nombre des diplômés 1990-2000})}{(\text{Diplômes décernés 2001} \times 10)}$$

Nous supposons implicitement que le nombre des diplômes décernés ne varie pas énormément d'une année à l'autre, ce qui est assez raisonnable ou, en parallèle, que le biais introduit par des fluctuations annuelles, s'il y en a, touche toutes les villes dans des proportions comparables. Le calcul repose sur le raisonnement suivant : si la croissance réelle (le numérateur) dépasse la production locale (le dénominateur), il est raisonnable de penser que la différence s'explique en bonne partie par l'immigration nette de diplômés. L'indice est purement indicatif; il ne faut pas y voir une vérité mathématique, car il ne repose pas sur des données réelles sur le mouvement des diplômés. L'indice ne dit pas si une ville est globalement plus attractive, plus agréable ou plus «cool»; mais seulement que l'immigration y était relativement plus (ou moins) importante, par rapport à la production locale, pour expliquer la croissance observée des diplômés sur la période 1990-2000 (1991-2001 pour le Canada).

Les résultats de ce calcul n'ont rien d'étonnant (tableau 10). Les régions urbaines en haut du classement sont des villes à croissance rapide, une croissance alimentée par l'immigration (interne et externe). L'immigration (des diplômés) est proportionnellement plus importante dans les métropoles dynamiques, là où la demande d'emplois qualifiés est en principe plus forte. D'autres facteurs peuvent parfois jouer, notamment la taille de la ville (nous en avons traité dans la première partie), mais le dynamisme global de l'économie locale reste, de toute évidence, l'élément clé. L'attraction exercée par des villes dynamiques auprès des diplômés sera d'autant plus forte que la production locale est déficiente (une relation d'offre et de demande), relation implicite dans le calcul de l'indice, qui explique en partie le classement de Philadelphie et d'Ottawa-Gatineau en bas de l'échelle. En ce sens, le positionnement en bas de l'échelle de Montréal est le reflet à la fois de ses forces et de ses faiblesses : sa force, comme lieu de production de diplômés; sa faiblesse, comme lieu d'attraction des diplômés. Pour les explications possibles de cette faiblesse, nous invitons le lecteur à relire la conclusion de la première partie.



Conclusion générale

Le portrait dégagé par cette étude est loin d'être sombre. En effet, elle contient plusieurs bonnes nouvelles pour la région métropolitaine de Montréal. Tout d'abord, la sous-scolarisation de la région (au chapitre des diplômés universitaires) par rapport aux métropoles américaines sera bientôt chose du passé... si la tendance se maintient. Deuxièmement, la région se compare très bien (sur une base «par habitant») aux autres métropoles, à la fois pour le nombre d'étudiants inscrits dans ses universités et le nombre de diplômes décernés. La région montréalaise dépasse, en règle générale, les métropoles américaines de référence, à l'exception de Boston. En termes absolus, les universités montréalaises comptent deux fois plus d'étudiants et décernent deux fois plus de diplômes que celles d'Ottawa-Gatineau ou de Vancouver, une performance comparable à celle des universités de la région de Toronto, malgré la population plus faible de la région montréalaise. Troisièmement, Montréal reste une région d'immigration nette de diplômés; il n'y a pas de fuite de cerveaux.

Là où le bât blesse, c'est au plan du pouvoir d'attraction de Montréal auprès des diplômés. Montréal en attire, certes, sinon son bilan migratoire ne serait pas positif. Mais, elle en attire beaucoup moins, toutes proportions gardées, que les autres grandes villes canadiennes; ce qui se traduit par un écart grandissant (au plan des populations diplômées) entre la région montréalaise et, plus particulièrement, les régions de Vancouver et de Toronto. L'attraction de Montréal est en deçà des attentes «normales», étant donné ses attributs (taille, localisation, structure d'emploi, etc.), selon les résultats du modèle statistique présenté dans la première partie de ce travail. Selon le même modèle, Montréal réussit également moins bien que Toronto à retenir les jeunes diplômés.

Les raisons pour cette sous-performance au plan de l'attraction et de la rétention des diplômés ne sont pas si difficiles à deviner. Tout d'abord, le marché du travail est, historiquement, moins dynamique à Montréal que dans la plupart des autres grandes métropoles canadiennes. Deuxièmement, la différence linguistique constitue un handicap. Pour ce qui est du marché du travail, il est à espérer que la poussée actuelle va se poursuivre à l'avenir, ce

qui aura pour effet d'améliorer l'attractivité de Montréal. Cependant, la différence linguistique est une réalité avec laquelle il faut composer. Elle continuera à agir comme un frein à l'attraction des talents dans un cadre nord-américain.

Bref, la région de Montréal, si elle veut rester dans la course, est en quelque sorte condamnée à maintenir une performance au-dessus de la moyenne nord-américaine pour ce qui est la production locale de talents. La bonne performance de ses universités (pour le nombre de diplômes décernés) est, effectivement, une bonne nouvelle; mais c'est aussi une nécessité. Encore faut-il qu'elles puissent maintenir, voire améliorer, leur performance.

Références

- Angell, I. (2000) *The New Barbarian Manifesto*, London: Kogan Page.
- Castells, M. (1996) *The Rise of the Network Society*, London: Blackwell.
- Fields, J. (2003) *Social Capital*, London: Routledge.
- Florida, R. (2004) *Cities and the Creative Class*, London: Routledge.
- Romer, P. (1989) *Human Capital and Growth: Theory and Evidence*, NBER working paper no.W3173.
- Polèse, M. et Shearmur, R. (2004) *Le positionnement de Montréal par rapport à 11 agglomérations : entre perceptions et réalités*, INRS-UCS, Montréal, [<http://www.inrs-urb.quebec.ca>]
- Shearmur, R. (1998) «A Geographical Perspective on Education and Jobs: Employment Growth and Education in the Canadian Urban System, 1981-1994», *Canadian Journal of Regional Science*, 21.1, 15-48.
- Wolf, A. (2002) *Does Education Matter? Myths About Education and Economic Growth*, London: Penguin.

Annexe 2-A – Résultats de l'analyse *General Linear Model (GLM)*

Variables indépendantes :

Cent : variable de classification par type d'agglomération	
AM	Métropoles de plus de 500 000 habitants
ACA	Agglomérations centrales de 50 000 à 500 000 habitants
ACB	Agglomérations centrales de 10 000 à 50 000 habitants
APA	Agglomérations périphériques de 50 000 à 500 000 habitants
APB	Agglomérations périphériques de 10 000 à 50 000 habitants

Reg : variable de classification régionale	
AT	Canada atlantique
AL	Alberta
BC	Colombie-Britannique
ON	Ontario
PR	Prairies (Saskatchewan et Manitoba)
QC	Québec

lp96 : logarithme de la population de 1996

Variables dépendantes :

Les flux de migration sont calculés comme suit :
Flux d'immigration = $\frac{\text{nombre de personnes de type 'x' entrant dans la région de 96 à 01}}{\text{nombre de personnes de type 'x' dans la région en 96}}$
Flux d'émigration = $\frac{\text{nombre de personnes de type 'x' sortant de la région de 96 à 01}}{\text{nombre de personnes de type 'x' dans la région en 96}}$
Flux nets = Flux d'immigration - Flux d'émigration

Les variables dépendantes sont :	
B1	Flux nets de population totale
B2	Flux nets de jeunes de 15 à 19 ans
B3	Flux nets de jeunes de 20 à 34 ans
B4	Flux nets de diplômés de 20 à 34 ans
B5	Flux nets de diplômés

Variables dépendantes : B1 : POPULATION TOTALE

Source	DF	Sum of Squares	Mean Square	F Value	Pr > F
Model	10	0.20377100	0.02037710	13.92	<.0001
Error	126	0.18439101	0.00146342		
Corrected Total	136	0.38816201			

R-Square	Coeff Var	Root MSE	b1 Mean
0.524964	-955.3576	0.038255	-0.004004

Source	DF	Sum of Squares	Mean Square	F Value	Pr > F
cent	4	0.08543974	0.02135993	14.60	<.0001
reg	5	0.04270277	0.00854055	5.84	<.0001
lp96	1	0.01415608	0.01415608	9.67	0.0023

Parameter	Estimate	Standard Error	t Value	Pr > t
Intercept	-.2513734396 B	0.06012855	-4.18	<.0001
cent	ACA 0.0534794481 B	0.01457135	3.67	0.0004
cent	ACB 0.0679082879 B	0.00982718	6.91	<.0001
cent	AM 0.0121963949 B	0.02910051	0.42	0.6758
cent	APA 0.0042642931 B	0.01358546	0.31	0.7541
cent	APB 0.0000000000 B	.	.	.
reg	AL 0.0740854054 B	0.01477981	5.01	<.0001
reg	AT 0.0340108585 B	0.01209957	2.81	0.0057
reg	BC 0.0284383003 B	0.01123643	2.53	0.0126
reg	ON 0.0170191499 B	0.00899102	1.89	0.0607
reg	PR 0.0333018442 B	0.01276123	2.61	0.0102
reg	QC 0.0000000000 B	.	.	.
lp96	0.0186577390	0.00599891	3.11	0.0023

NOTE: The X'X matrix has been found to be singular, and a generalized inverse was used to solve the normal equations. Terms whose estimates are followed by the letter «B» are not uniquely estimable.

Variables dépendantes : B2 : JEUNES DE 15 À 19

Source	DF	Sum of Squares	Mean Square	F Value	Pr > F
Model	10	0.30731205	0.03073120	10.02	<.0001
Error	126	0.38626092	0.00306556		
Corrected Total	136	0.69357297			

R-Square	Coeff Var	Root MSE	b2 Mean
0.443085	520.0500	0.055368	-0.010647

Source	DF	Type II SS	Mean Square	F Value	Pr > F
cent	4	0.09342609	0.02335652	7.62	<.0001
reg	5	0.07448935	0.01489787	4.86	0.0004
lp96	1	0.03422704	0.03422704	11.17	0.0011

Parameter		Estimate	Standard Error	t Value	Pr > t
Intercept	-	3509867271 B	0.08702645	-4.03	<.0001
cent	ACA	0.0482872340 B	0.02108969	2.29	0.0237
cent	ACB	0.0711240975 B	0.01422327	5.00	<.0001
cent	AM	-.0178363457 B	0.04211832	-0.42	0.6727
cent	APA	0.0158537198 B	0.01966278	0.81	0.4216
cent	APB	0.0000000000 B	.	.	.
reg	AL	0.0815387022 B	0.02139140	3.81	0.0002
reg	AT	0.0218549026 B	0.01751219	1.25	0.2144
reg	BC	0.0216299918 B	0.01626293	1.33	0.1859
reg	ON	0.0210604543 B	0.01301305	1.62	0.1081
reg	PR	0.0713497660 B	0.01846984	3.86	0.0002
reg	QC	0.0000000000 B	.	.	.
lp96		0.0290116290	0.00868246	3.34	0.0011

NOTE: The X'X matrix has been found to be singular, and a generalized inverse was used to solve the normal equations. Terms whose estimates are followed by the letter «B» are not uniquely estimable.

Variables dépendantes : B3 : JEUNES NON DIPLÔMÉS DE 20 À 34

Source	DF	Sum of Squares	Mean Square	F Value	Pr > F
Model	10	0.89759193	0.08975919	12.88	<.0001
Error	126	0.87839565	0.00697139		
Corrected Total	136	1.77598758			

R-Square	Coeff Var	Root MSE	b3 Mean
0.505404	-76.96445	0.083495	-0.108485

Source	DF	Type II SS	Mean Square	F Value	Pr > F
cent	4	0.28252964	0.07063241	10.13	<.0001
reg	5	0.19280723	0.03856145	5.53	0.0001
lp96	1	0.08028801	0.08028801	11.52	0.0009

Parameter		Estimate	Standard Error	t Value	Pr > t
Intercept		-.6667863229 B	0.13123689	-5.08	<.0001
cent	ACA	0.1054902538 B	0.03180350	3.32	0.0012
cent	ACB	0.1217833751 B	0.02144885	5.68	<.0001
cent	AM	0.0338866364 B	0.06351492	0.53	0.5946
cent	APA	0.0135954075 B	0.02965171	0.46	0.6474
cent	APB	0.0000000000 B	.	.	.
reg	AL	0.1451424411 B	0.03225849	4.50	<.0001
reg	AT	0.0663318179 B	0.02640859	2.51	0.0133
reg	BC	0.0412698730 B	0.02452468	1.68	0.0949
reg	ON	0.0039013114 B	0.01962384	0.20	0.8427
reg	PR	0.0704827205 B	0.02785273	2.53	0.0126
reg	QC	0.0000000000 B	.	.	.
lp96		0.0444337322	0.01309324	3.39	0.0009

NOTE: The X'X matrix has been found to be singular, and a generalized inverse was used to solve the normal equations. Terms whose estimates are followed by the letter «B» are not uniquely estimable.

Variables dépendantes : B4 : JEUNES DIPLÔMÉS 20 À 34

Source	DF	Sum of Squares	Mean Square	F Value	Pr > F
Model	10	1.35642217	0.13564222	2.79	0.0037
Error	126	6.12283463	0.04859393		
Corrected Total	136	7.47925680			

R-Square	Coeff Var	Root MSE	b4 Mean
0.181358	-199.1617	0.220440	-0.110684

Source	DF	Type II SS	Mean Square	F Value	Pr > F
cent	4	0.35574701	0.08893675	1.83	0.1271
reg	5	0.18681229	0.03736246	0.77	0.5739
lp96	1	0.38334449	0.38334449	7.89	0.0058

Parameter		Estimate	Standard Error	t Value	Pr > t
Intercept		-1.162809214 B	0.34648714	-3.36	0.0010
cent	ACA	-0.078171740 B	0.08396651	-0.93	0.3536
cent	ACB	0.056030123 B	0.05662852	0.99	0.3243
cent	AM	-0.098223083 B	0.16768992	-0.59	0.5591
cent	APA	-0.160702373 B	0.07828542	-2.05	0.0422
cent	APB	0.000000000 B	.	.	.
reg	AL	0.083343107 B	0.08516775	0.98	0.3297
reg	AT	0.018393434 B	0.06972304	0.26	0.7924
reg	BC	0.109765105 B	0.06474923	1.70	0.0925
reg	ON	0.045956722 B	0.05181018	0.89	0.3768
reg	PR	0.014393301 B	0.07353582	0.20	0.8451
reg	QC	0.000000000 B	.	.	.
lp96		0.097091688	0.03456833	2.81	0.0058

NOTE: The X'X matrix has been found to be singular, and a generalized inverse was used to solve the normal equations. Terms whose estimates are followed by the letter «B» are not uniquely estimable.

Variables dépendantes : B5 : TOUS LES DIPLÔMÉS

Source	DF	Sum of Squares	Mean Square	F Value	Pr > F
Model	10	0.50044857	0.05004486	5.71	<.0001
Error	126	1.10482874	0.00876848		
Corrected Total	136	1.60527730			

R-Square	Coeff Var	Root MSE	b5 Mean
0.311752	361.6920	0.093640	0.025889

Source	DF	Type II SS	Mean Square	F Value	Pr > F
cent	4	0.17750456	0.04437614	5.06	0.0008
reg	5	0.13072040	0.02614408	2.98	0.0141
lp96	1	0.09569990	0.09569990	10.91	0.0012

Parameter	Estimate	Standard Error	t Value	Pr > t
Intercept	.5951212840 B	0.14718323	4.04	<.0001
cent	ACA 0.0071589706 B	0.03566788	0.20	0.8412
cent	ACB 0.0897052435 B	0.02405506	3.73	0.0003
cent	AM .0423826068 B	0.07123250	0.59	0.5529
cent	APA .0578982147 B	0.03325463	1.74	0.0841
cent	APB 0.0000000000 B	.	.	.
reg	AL 0.1055520136 B	0.03617815	2.92	0.0042
reg	AT 0.0386978401 B	0.02961744	1.31	0.1937
reg	BC 0.0861483699 B	0.02750463	3.13	0.0022
reg	ON 0.0351929878 B	0.02200829	1.60	0.1123
reg	PR 0.0333986334 B	0.03123706	1.07	0.2870
reg	QC 0.0000000000 B	.	.	.
lp96	0.0485113307	0.01468418	3.30	0.0012

NOTE: The X'X matrix has been found to be singular, and a generalized inverse was used to solve the normal equations. Terms whose estimates are followed by the letter «B» are not uniquely estimable.

Annexe 2-B – Ajout de variables explicatives au modèle

Chaque variable (cult96, univ96, hobs96 et ht96) représente le % de l'emploi sectoriel dans l'emploi total de l'agglomération.

Les résultats présentés ci-dessous sont les statistiques et coefficients concernant la variable ajoutée. Chaque variable est ajoutée seule au modèle présenté en annexe 1 : nous présentons donc l'effet de chaque variable pour chaque type de population étudiée, une fois contrôlés les effets de région, type d'agglomération et de taille.

Effet de la concentration relative d'EMPLOIS CULTURELS, cult96 :

Parameter	Estimate	Error	t Value	Pr > t
B1: cult96	0.0000004806	0.00000077	0.62	0.5335
B2: cult96	0.0000003229	0.00000112	0.29	0.7727
B3: cult96	0.0000009265	0.00000168	0.55	0.5825
B4: cult96	0.000000459	0.00000444	0.10	0.9179
B5: cult96	0.0000010030	0.00000189	0.53	0.5956

Effet de la concentration relative d'EMPLOIS UNIVERSITAIRES, univ96 :

Parameter	Estimate	Error	t Value	Pr > t
B1: univ96	-2.748924633	0.35807582	-0.77	0.4441
B2: univ96	0.4124075380	0.51816642	0.80	0.4276
B3: univ96	-2.061470934	0.76137012	-2.71	0.0077
B4: univ96	-6.699577848	1.97953997	-3.38	0.0010
B5: univ96	-2.260757473	0.85497874	-2.64	0.0092

Effet de la concentration relative d'EMPLOIS DE SERVICE SUPÉRIEURS, hobs96 :

Parameter	Estimate	Error	t Value	Pr > t
B1: hobs96	0.7005889003	0.43062922	1.63	0.1063
B2: hobs96	0.7053568662	0.62666316	1.13	0.2625
B3: hobs96	0.9341685375	0.94610998	0.99	0.3254
B4: hobs96	3.257807667	2.49062176	1.31	0.1933
B5: hobs96	1.503990789	1.05667145	1.42	0.1571

Effet de la concentration relative d'EMPLOIS MANUFACTURIERS HIGH-TECH, ht96 :

Parameter	Estimate	Error	t Value	Pr > t
B1: ht96	0.4732964923	0.31408491	1.51	0.1344
B2: ht96	0.4265292444	0.45710885	0.93	0.3526
B3: ht96	1.020893755	0.68566872	1.49	0.1390
B4: ht96	2.388708820	1.81372021	1.32	0.1902
B5: ht96	0.8333313460	0.77218289	1.08	0.2826

Annexe 2-C – Notes méthodologiques sur les sources et les calculs

à la base des tableaux de la partie 2

Méthodologie - données canadiennes

Les données canadiennes pour les titres universitaires décernés proviennent du document *Titres universitaires décernés selon l'établissement et le niveau du programme*, Statistique Canada, 2001, et du document *Nombre de sanctions décernées dans les universités québécoises, selon le domaine d'études, le type de sanction et le sexe, par établissement universitaire, de 1999 à 2003*, Gestion des données sur les effectifs universitaires (GDEU), Ministère de l'Éducation du Québec, 2004.

Les données canadiennes pour le nombre d'étudiants inscrits proviennent du document *Effectifs selon l'établissement, le niveau de programme et le régime d'étude*, Statistique Canada, 2001.

Les données états-uniennes des titres universitaires décernés et étudiants inscrits ont été générés à partir de *Dataset Cutting Tool*, Integrated Postsecondary Education Data System (IPEDS), National Center for Education Statistics, 2001 (<http://nces.ed.gov/ipeds/pas/index.asp>).

À noter que l'équivalent temps plein (*Full-time equivalent*) du IPEDS (inscrits à temps partiel = 40 % des inscrits à temps plein) n'équivaut pas à celui de Statistique Canada (28,57 %) : l'équivalent temps plein pour le Canada a donc été rajusté.

Les données de population canadienne par RMR proviennent du document *Chiffres de population par RMR*, recensement de 2001, Statistique Canada. Celles des États-Unis recensées par MSA et CMSA proviennent du document *CMSA Population - Census 2000*, U.S. Census Bureau.

Méthodologie - données états-uniennes

Les sources des définitions géographiques des MSA-CMSA proviennent du document *Metropolitan Areas and Components*, 1999 (dernière révision, janvier 2002), Office of Management and Budget, White House.

Le classement des villes par *County* a été effectué à partir du site *Web Zip Code Database* (www.zip-codes.com).

Seuls les établissements universitaires publics et privés avec programmes de quatre ans et plus offrant des diplômes ont été retenus. Les niveaux de diplômes retenus sont le baccalauréat, la maîtrise, le doctorat et les diplômes professionnels pour l'ensemble des programmes.

Selon les critères de la Carnegie Fondation, les *Associates Colleges, Other Health Schools, Theological Seminaries, Tribal Colleges* et établissements non classifiés ont été exclus.

Annexe 2-D – Le bilan migratoire des «cerveaux»

Cette courte annexe a pour but d'apporter des éléments de réponse à la question «Y a-t-il une fuite des cerveaux à partir de Montréal et, si oui, se résorbe-t-elle ?»

Aucune réponse claire n'est possible à cette question pour une raison très simple : il est impossible de mesurer le nombre de personnes qui quittent une région métropolitaine pour aller s'installer à l'étranger. En effet, bien qu'il existe certaines sources assez fiables pour mesurer la migration au sein d'un pays (le recensement, des fichiers administratifs - souvent confidentiels), aucune des ces sources gérées à l'échelon provincial ou national ne peut solliciter de l'information d'une personne dès lors qu'elle a quitté le pays. Étant donné la plus grande mobilité des personnes diplômées, les départs vers l'étranger risquent d'être considérables, et un bilan exhaustif des migrations nettes ne peut donc pas être fait.

À partir des données de recensement que nous avons, deux types de calcul sont possibles :

1. d'une part, le calcul des soldes migratoires intracanadiens. Ces calculs font abstraction de toute rentrée à partir d'autres pays et de tout départ vers l'étranger. *Étant donné que le Canada (et surtout ses métropoles) est un pays d'immigration, de tels bilans auront tendance à sous-estimer l'immigration nette;*

2. d'autre part, le calcul des soldes migratoires qui tiennent compte des mouvements intracanadiens et des entrées à partir de l'étranger. *Les départs vers l'étranger ne sont pas pris en compte : de tels bilans surestiment donc l'immigration nette.*

Avec ces deux mesures de la migration, on peut obtenir une fourchette au sein de laquelle se trouve probablement le solde migratoire réel, et on peut aussi observer les tendances d'évolution dans le temps de ce solde.

Il est aussi important d'avoir à l'esprit que la notion de «fuite de cerveaux» est très fluide, et qu'il n'en existe aucune définition précise. Dans cette annexe, «fuite de cerveaux» est synonyme de «solde migratoire négatif de diplômés». Or, pour certains, la «fuite» ne se mesure pas parmi les diplômés dans leur ensemble, mais plutôt parmi certains spécialistes de pointe. Pour d'autres, ce n'est pas en termes de spécialité, mais plutôt de qualité qu'il faudrait mesurer les fuites : pour eux, la fuite des cerveaux se concrétiserait par le départ de nos meilleurs spécialistes (quelle que soit leur spécialité), où alors de nos meilleurs spécialistes dans des domaines de pointe. Nous n'entrerons pas dans ces débats, mais il faut savoir qu'un bilan migratoire positif pour les diplômés n'est qu'un indicateur qui nous permet d'estimer si une agglomération a tendance à attirer ou à perdre des diplômés par voie de migration : l'interprétation de cette attraction ou de cette perte demande un cadre d'étude plus large. Cependant, dans la mesure où l'attraction de personnes «talentueuses» est considérée comme un atout pour une agglomération, un bilan migratoire positif pour les diplômés devrait alors être vu d'un bon œil.

Résultats

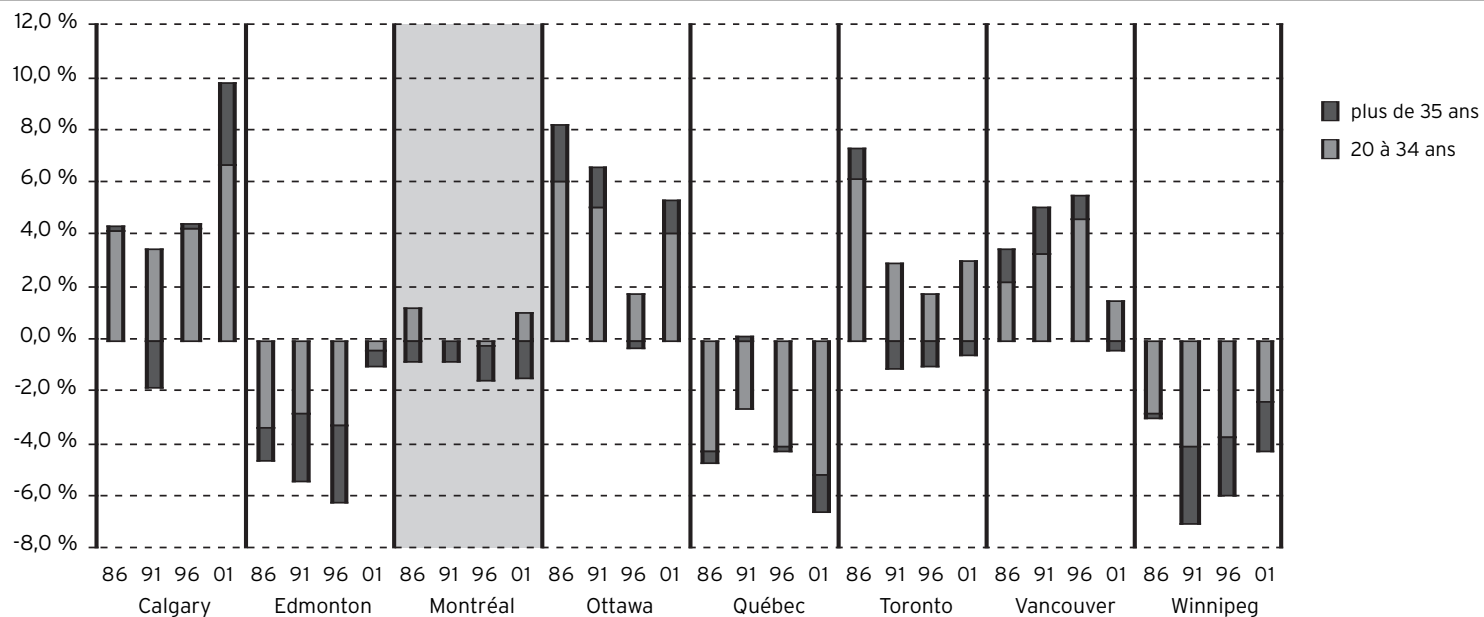
Soldes migratoires intracanadiens de diplômés

Depuis 1981, les soldes migratoires intracanadiens de diplômés des huit principales agglomérations sont remarquablement stables. Nonobstant certaines variations selon la période précise à l'étude, on peut voir au tableau 1 que Winnipeg, Québec et Edmonton tendent à perdre des diplômés, tandis que Calgary, Ottawa, Toronto et Vancouver en gagnent.

Le bilan de Montréal est négatif, surtout à cause du départ de diplômés expérimentés (de plus de 35 ans). Ces départs ne sont pas, en général, comblés par l'arrivée de jeunes diplômés. Entre 1986 et 1991, et entre 1991 et 1996, même la migration interne nette des jeunes diplômés a été en défaveur de Montréal : une légère amélioration se constate entre 1996 et 2001, période pendant laquelle on remarque un faible bilan positif en ce qui concerne la migration interne des jeunes diplômés. Mais le solde total, tous diplômés confondus, reste négatif.

Tableau 1 – Migration interne des diplômés, 1981-2001*

4 périodes : 1981-1986; 1986-1991; 1991-1996; 1996-2001.



* Les chiffres sont exprimés en pourcentage de la population diplômée totale de début de période. L'ajout des deux colonnes superposées donne donc le solde migratoire (en pourcentage) total pour les diplômés.

Le pouvoir attractif de Calgary a beaucoup augmenté sur la plus récente période, et les pertes nettes d'Edmonton au profit du reste du pays sont en passe de se résorber complètement : les métropoles albertaines sont devenues très attractives pour les diplômés. L'attrait de Toronto était très élevé au début des années 1980. Depuis 1986, le bilan net est positif en ce qui concerne les jeunes diplômés, mais négatif en ce qui concerne les diplômés plus âgés : cependant, l'arrivée des jeunes compense largement le départ des plus anciens. Finalement, l'attractivité de Vancouver a connu une chute pendant la période 1996-2001, période difficile pour l'économie de la Colombie-Britannique. De manière semblable, la capacité d'Ottawa d'attirer les talents pendant la période de coupures fédérales du début des années 1990 était très basse, mais elle s'est nettement améliorée à la fin de la décennie.

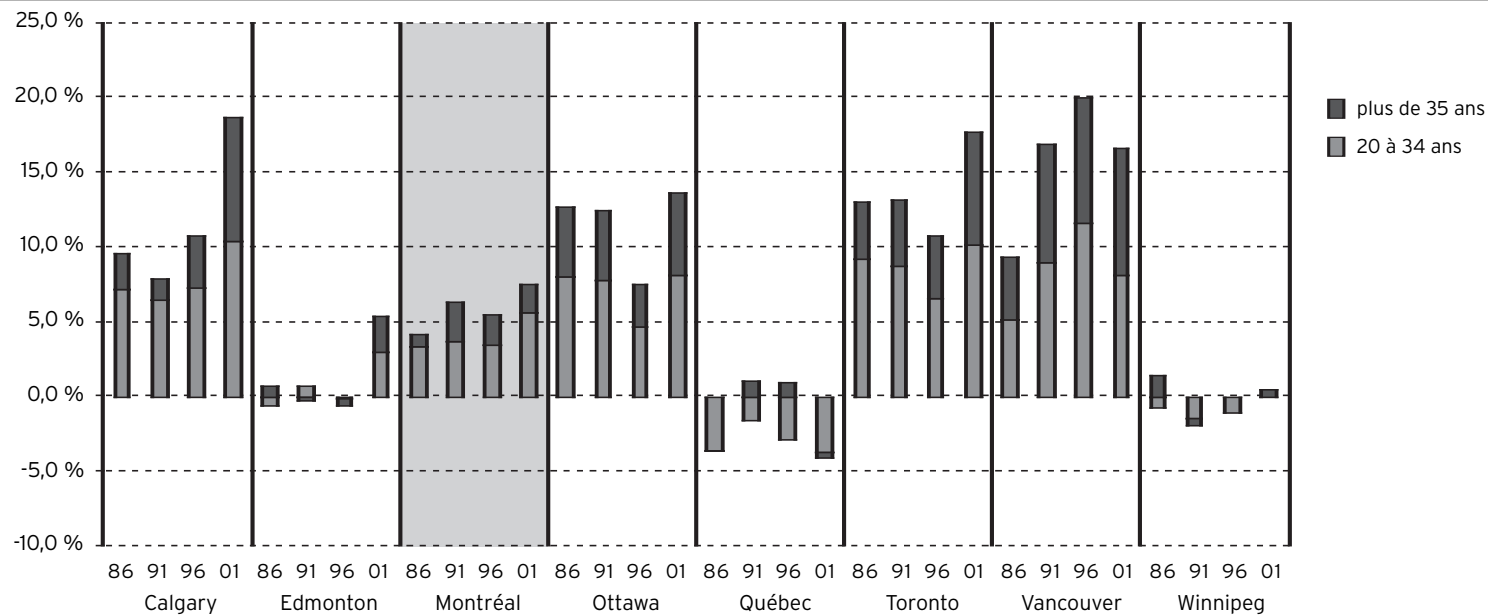
Soldes migratoires intracanadiens *plus* arrivées internationales de diplômés

Il est important de toujours avoir à l'esprit que les chiffres présentés ici ne comprennent pas les départs vers l'étranger : nous présentons donc une **surestimation** du solde migratoire de diplômés pour les huit villes étudiées.

Sans surprise, l'ajout des arrivées internationales de diplômés a pour effet d'améliorer le bilan migratoire pour toutes les agglomérations. Mais les soldes de Québec et de Winnipeg restent encore négatifs ou nuls : même en estimant à la hausse le solde migratoire de diplômés, ces agglomérations affichent encore un bilan migratoire négatif.

Tableau 2 – Migration nette des diplômés avec APPORT mais sans DÉPARTS internationaux , 1981-2001*

4 périodes : 1981-1986; 1986-1991; 1991-1996; 1996-2001.



* Les chiffres sont exprimés en pourcentage de la population diplômée totale de début de période. La représentation par colonnes superposées donne donc le solde migratoire (en pourcentage) total pour les diplômés.

Toronto, Ottawa et Montréal ont toutes trois une évolution similaire dans le temps : une augmentation lente de leur attractivité entre 1981 et 1991, et entre 1996 et 2001, mais avec un fléchissement pendant la période récessionnaire du début des années 1990. Montréal, malgré sa taille (et donc malgré les facteurs d'agglomération auxquels on pourrait s'attendre), attire systématiquement moins de diplômés (toutes proportions gardées) que Calgary, Ottawa et Vancouver. Elle en attire aussi moins que Toronto. Avec cette mesure de la migration, c'est encore Calgary qui demeure la plus attractive pour les diplômés, et ce sont Calgary et Edmonton qui ont le plus nettement amélioré leur bilan à la fin des années 1990.

Conclusion

Cette analyse ne nous permet pas de conclure avec certitude si Montréal connaît une fuite des cerveaux en termes absolus. Par contre, elle permet de dire qu'au sein du Canada, Montréal a tendance à perdre des diplômés au profit d'autres régions : cependant, cette tendance est très légère et, en gros, le solde migratoire intracanadien des diplômés est nul pour Montréal : il a très peu évolué au cours des vingt dernières années. Le solde de Montréal en est un «intermédiaire» : il se situe entre les gains de Toronto, Calgary, Vancouver et Ottawa et les pertes de Québec, Edmonton et Winnipeg. Edmonton et Calgary ont vu s'améliorer très nettement leur solde sur la période de 1996 à 2001.

Si on intègre les migrations internationales, on obtient une image un peu meilleure de la situation montréalaise, mais cette image est biaisée (parce qu'on ne retranche pas les diplômés qui partent vers l'étranger). Cependant, la position relative de Montréal par rapport aux autres agglomérations ne change guère, mais elle recule un peu par rapport à deux agglomérations qui la devancent déjà, Toronto et Vancouver. En effet, ce sont Toronto et Vancouver qui semblent attirer le plus les diplômés étrangers.

Ce sont surtout Québec et Winnipeg qui semblent connaître des fuites de cerveaux. Edmonton, qui semblait en connaître jusqu'en 1996, a depuis cette date connu une grande progression quant à son attrait pour les diplômés.

En somme, il n'y a pas de fuite des cerveaux à partir de Montréal, et rien ne nous permet de dire que, depuis 1981, il y en ait eu. Les petites pertes nettes observées pour la migration intracanadienne depuis 1986 sont certainement compensées par les gains de diplômés venus de l'étranger, même si ces gains ne peuvent pas être adéquatement mesurés. Par contre, au sein du Canada, Montréal n'est pas un «attracteur» de diplômés : si l'immigration a pour effet d'augmenter le nombre de diplômés à Montréal, c'est par le biais de l'attraction de diplômés étrangers.

